

**DÉMOCRATISER
L'ÉCONOMIE MONDIALE**

LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Rapport original établi en 2003 par le CSGR
(Centre pour l'étude de la mondialisation et de la régionalisation)
Université de Warwick
Coventry CV4 7AL, UK
Tel. ++44-24-7657 2533
Fax ++44-24-7657 2548
csgr@warwick.ac.uk

ISBN 0 902683 58 6 (Traduction arabe par Ola Abou Zeid)
ISBN 0 902683 56 X (Original en anglais)
ISBN 0 902683 59 4 (Traduction française par Marc Mousli)
ISBN 0 902683 60 8 (Traduction portugaise par Sergio Flaksmana)
ISBN 0 902683 61 6 (Traduction russe par Liliana Proskuryakova)
ISBN 0 902683 62 4 (Traduction espagnole par Rosalba Icaza Garza avec Marcelo Saguier)
ISBN 0 902683 63 2 (Traduction thaïe par Suntaree Kiatiprajuk)

Ce rapport a été préparé par Jan Aart Scholte du CSGR (scholte@warwick.ac.uk) avec la collaboration de :
Ola Abou Zeid de l'Université du Caire (ola_abouzeid@hotmail.com)
Flávia Braga de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (flaviab@attglobal.net)
Christian Chavagneux d'*Alternatives Economiques*, Paris (cchavagneux@alternatives-economiques.fr)
Zie Gariyo du Réseau sur la dette en Ouganda (Zgariyo@udn.or.ug)
Elena Kochkina de l'Open Society Institute-Russie, Moscou (kochkina@osi.ru)
Kanokrat Lertchoosakul de l'Université de Chulalongkorn, Bangkok (yin_19@hotmail.com)
Liliana Proskuryakova du Groupe de travail des ONG sur la Banque mondiale, Région Europe et Asie centrale, Saint-Pétersbourg
(l_proskouriakova@yahoo.com)
Gauri Sreenivasan du Conseil canadien pour la coopération internationale (gsreenivasan@ccic.ca)
Naruemon Thabchumpon de l'Université de Chulalongkorn, Bangkok (junaruemon@hotmail.com ou Naruemon.T@chula.ac.th)
Carlos Vainer de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (cvainer@gbl.com.br)

Nous remercions sincèrement les centaines de praticiens de la société civiles (dont la liste figure à l'annexe 3) qui ont apporté beaucoup d'idées et leur expérience à ce projet. Ils n'ont aucune responsabilité dans les opinions exprimées ici, mais ce document n'aurait pas pu voir le jour sans leurs apports considérables.

Le projet a été généreusement financé par le Programme Gouvernance et société civile de la Fondation Ford.

DÉMOCRATISER LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Table des matières

Résumé	4
Méthodologie	7
Première partie Définitions	9
Deuxième partie Les déficits démocratiques dans la mondialisation économique contemporaine	19
Troisième partie Comment la Société civile contribue à démocratiser la mondialisation économique	38
Quatrième partie Réaliser les potentiels : les influences de l'environnement.	50
Cinquième partie Réaliser les potentiels : les pratiques internes.	67
Sixième partie Questions capitales pour l'action future.	102
Annexe 1 Liste des abréviations	105
Annexe 2 Bibliographie (ouvrages en français)	106
Annexe 3 Personnes et associations ayant apporté leur contribution	107

Résumé

Comment rendre démocratique la mondialisation économique ? La mondialisation des communications, de la finance, de l'investissement, des migrations et du commerce devient plus importante que jamais dans la société contemporaine. Cependant, les règles et les procédures qui gouvernent ces activités transnationales présentent aujourd'hui un bilan démocratique fort mince, lorsqu'elles en ont un à présenter. Comment la société civile peut-elle améliorer cette situation ?

Le présent rapport traite cette question en six étapes. La première partie définit les concepts importants : « mondialisation économique », « gouvernance », « démocratie » et « société civile ». La deuxième partie étudie la nature des déficits démocratique dans la mondialisation économique actuelle. La troisième partie décrit par quels moyens les associations de la société civile cherchent à réduire ces déficits démocratiques. La quatrième partie recense le contexte l'environnement général qui aide ou gêne la société civile dans ses efforts pour promouvoir un fonctionnement plus démocratique de la mondialisation économique. La cinquième partie examine les principaux problèmes que rencontrent ces associations dans leur organisation interne et leur pratique, et qui peuvent limiter leur aptitude à

démocratiser la mondialisation économique. La sixième partie met l'accent sur les questions essentielles pour les futures stratégies de la société civile en vue de cette démocratisation. Dans la suite de ce résumé, nous allons présenter le principal débat qui traverse les six parties du rapport.

La mondialisation économique est un processus, particulièrement marqué ces dernières années, par lequel de plus en plus de production, d'échanges et de consommation de ressources ont pour cadre le monde entier. Cela ne signifie pas que les économies locales, nationale et régionale n'ont plus d'importance, mais qu'un champ supplémentaire, mondial, devient lui aussi important pour les communications, la finance, l'investissement, les migrations et le commerce. Et que par conséquent les choix politiques que nous faisons en matière de mondialisation économique auront des répercussions majeures sur la forme de notre société dans l'avenir.

La mondialisation croissante que nous vivons est régulée, même si c'est par des voies complexes. Les règles et les procédures régulant le commerce, les migrations, l'investissement, la finance et les communications proviennent de nombreux lieux : organismes d'Etat au niveau national, institutions

supra-étatiques aux niveaux régional et mondial, organisations infra-étatiques aux niveaux local et provincial, mécanismes divers du secteur privé, et un réseau étoffé qui relie entre eux ces niveaux et ces secteurs. Les efforts de démocratisation de la mondialisation économique s'adressent donc à un système de gouvernance largement dispersé et comportant de multiples strates.

Il est important que la mondialisation économique soit gouvernée démocratiquement. Tous ceux qui sont concernés par les différents choix politiques devraient pouvoir participer aux décisions collectivement, au grand jour, sur un pied d'égalité, librement et de façon responsable. Il se peut que l'on n'ait pas une idée très claire de la façon précise de faire vivre la démocratie dans la mondialisation économique, mais le principe même est une pierre angulaire de la dignité humaine et de la justice sociale.

Le manque de démocratie est patent dans la régulation de la mondialisation. Les insuffisances sont à la fois de nature institutionnelle et structurelle. En termes institutionnels, aucune des administrations qui régulent actuellement la mondialisation économique – les organismes étatiques, supra ou infra-étatiques, et les organisations privées – ne s'est distinguée par sa

pratique démocratique. En termes de structures, les hiérarchies profondément enracinées entre Etats, entre classes, entre cultures, entre sexes, entre races, etc., font que la gouvernance de la mondialisation économique consiste habituellement en un « gouvernement par quelques-uns » plutôt que par le peuple tout entier. Alors que la démocratie suppose une majorité qui dirige en respectant les droits de la minorité, la mondialisation économique se présente d'ordinaire sous la forme d'une minorité régnant sur une majorité privée de droits.

La société civile constitue-t-elle une réponse à ces dysfonctionnements de la démocratie ? Nous considérons ici la « société civile » comme un espace politique, ou une arène dans laquelle des associations volontaires cherchent à façonner les règles qui gouvernent l'un ou l'autre aspect de la vie sociale (dans ce cas, la mondialisation économique). Les associations de la société civile rassemblent des gens qui partagent les mêmes préoccupations à propos d'un domaine ou d'un problème politique particulier. Elles sont très différentes par leur taille, leur organisation, l'étendue géographique de leurs actions, leur contexte culturel, le niveau de leurs ressources, les gens qu'elles représentent, leurs idéologies, leurs stratégies et leurs tactiques. Mais tous les mouvements de la société civile sont volontaires (ce qui signifie qu'ils n'ont pas pour but un profit financier ou des fonctions officielles), et ils sont politiquement actifs (ce qui signifie qu'ils cherchent à influencer sur la façon dont le pouvoir est réparti et exercé dans la société).

Certes, l'activité de la société civile (à travers les mouvements sociaux, les fondations philanthropiques, les organisations religieuses, les ONG, les syndicats ouvriers, les forums d'entreprises, etc.) n'est pas le seul moyen de faire progresser la démocratie dans la mondialisation économique. Les gouvernements, les parlements et les partis politiques peuvent aussi y contribuer pour beaucoup. Les réformes institutionnelles des agences multilatérales et un arrêt de la privatisation de la gouvernance pourraient aussi faire avancer les choses. Et les associations de la société civile ne militent pas toutes autant pour la démocratie dans la mondialisation économique. Certaines, comme les groupes racistes, sont en fait ouvertement antidémocratiques. Même celles qui soutiennent une démocratisation de la mondialisation ont des idées différentes sur l'ampleur souhaitable du processus, son intensité et son rythme. En général, cet objectif est moins prioritaire pour les groupes de la société civile qui défendent de puissants intérêts en place que pour les organisations qui s'intéressent aux défavorisés.

Quoi qu'il en soit, les acteurs de la société civile ont cinq grands moyens – qui se recoupent, à certains moments - de contribuer à la gouvernance démocratique de la mondialisation économique. Premièrement, ils peuvent se charger d'éduquer le public. Une démocratie réelle repose sur des citoyens informés, et les associations de la société civile peuvent aider à faire mieux connaître la mondialisation économique et la façon dont elle est régulée. Deuxièmement, les mouvements de la société civile peuvent encourager le débat public. Une démocratie réelle repose sur la discussion ouverte des différents points de vue et des

différents choix. Les groupes de la société civile peuvent éviter qu'un schéma politique unique impose un monopole autoritaire sur la gouvernance de la mondialisation économique. Troisièmement, les initiatives de la société civile peuvent permettre une participation du public. Une démocratie réelle demande des citoyens actifs, et les organisations de la société civile leur offrent la possibilité de concrétiser leur engagement politique. Quatrièmement, la société civile peut accroître la transparence des instances gouvernantes vis-à-vis du public. Une démocratie réelle suppose une gouvernance visible, et la société civile peut faire en sorte que la régulation de la mondialisation économique se pratique au grand jour. Cinquièmement, le travail de la société civile peut augmenter la responsabilité vis-à-vis du public. Une démocratie réelle a besoin que ses citoyens surveillent et contrôlent les autorités, et les associations de la société civile peuvent aider les dirigés à demander des comptes aux dirigeants. Les mouvements de la société civile font déjà beaucoup pour la démocratie dans ces cinq directions, même s'il faudrait qu'ils en fassent encore plus.

Si les associations de la société civile n'ont jusqu'ici pas eu plus de succès dans la démocratisation de la gouvernance de la mondialisation économique, cela tient en partie aux obstacles dressés par la société dans laquelle ils agissent. Même l'association la plus démocratique ne peut avoir qu'un impact limité si son environnement n'est pas propice à ses activités. Par exemple, si la pauvreté est telle qu'une grande partie de la population consacre toute son énergie à lutter pour survivre, les gens

n'ont guère les moyens de soutenir les campagnes de la société civile et guère de temps pour participer à ses actions. La présence ou l'absence de réseaux de soutien de la société civile fait aussi la différence. De plus, l'efficacité des associations à promouvoir la démocratie dépend beaucoup de l'attitude des milieux officiels. Que les autorités connaissent ou non la société civile, qu'elles soient réceptives ou hostiles, est déterminant. Le comportement des médias est également important, et le degré de compréhension et d'attention dont ils feront preuve va substantiellement aider ou entraver les efforts de la société civile pour démocratiser la mondialisation économique. La culture politique a aussi son importance. Les mœurs politiques d'un pays ou d'un secteur de la société peuvent encourager ou décourager les citoyens de s'engager activement dans les débats sur la mondialisation économique. Par exemple, des cultures tournées vers l'accumulation de patrimoine et la consommation effrénée peuvent toutes deux (de façon différente) freiner le militantisme de la société civile. Enfin, nombre d'inégalités structurelles du monde contemporain contrarient puissamment les efforts de la société civile pour construire une participation plus complète à la gouvernance de la mondialisation économique. Le capitalisme, le sexisme, le racisme, la domination des cultures occidentales et urbaines et toutes les autres hiérarchies traditionnelles constituent des obstacles sérieux à la démocratisation de la mondialisation.

À côté de ces facteurs tenant à l'environnement, l'organisation et les pratiques des associations de la société civile elles-mêmes ont des conséquences sur la démocratisation de la mondialisation

économique. A chacun des cinq principaux apports démocratiques des militants de la société civile, correspondent des exigences démocratiques internes. Pour offrir au peuple une éducation sur la mondialisation économique, les organisations de la société civile doivent s'assurer qu'elles ont les compétences nécessaires pour traiter ces questions. Pour encourager un débat public ouvert et énergique, elles doivent aussi accepter des différences d'opinion dans leurs propres rangs et se méfier de toute récupération par d'autres centres de pouvoir. Pour favoriser la participation du public, les militants de la société civile doivent réussir à donner les mêmes possibilités de s'impliquer à tous, sans distinction d'âge, de classe, de religion, de nationalité, de race, de sexe ou de tout autre critère social discriminant. Si les organisations de la société civile veulent encourager la transparence et la responsabilité publiques des dirigeants, elles doivent faire le maximum pour être aussi visibles que possible, et rendre systématiquement des comptes à tous ceux qui sont concernés. Si elles ne s'imposent pas elles-mêmes des normes démocratiques élevées, elles ont peu de chances d'obtenir du public la confiance et le soutien qui leur sont nécessaires pour tenir leur engagement de démocratiser la mondialisation économique dans son ensemble.

Tout ceci montre que la société civile n'est pas par nature une force démocratique ou antidémocratique dans la mondialisation économique. La question importante pour l'avenir est : comment les associations de la société civile peuvent-elles surmonter les difficultés externes et internes (définies dans la quatrième et la cinquième partie de ce rapport) de façon à rendre maximale

leur contribution à une démocratisation de la mondialisation économique (définie dans la troisième partie) ?

On ne peut répondre à cette question par des « bonnes pratiques » universellement applicables. Les conditions sociales, culturelles, économiques et politiques extrêmement variées dans lesquelles se trouvent les groupes de la société civile ne peuvent être réduites à des clichés. Les associations peuvent sans doute s'enrichir les unes des autres par la connaissance de leurs innovations et de leurs luttes, en commençant par celles qui sont décrites dans ce rapport. Mais tout transfert d'expérience d'un contexte vers un autre exige une transposition très prudente et très attentive.

Cela dit, pour ce qui concerne les futures initiatives de la société civile sur la démocratisation de la mondialisation économique, on peut faire quelques préconisations générales, que l'on trouvera tout au long de ce rapport et qui seront résumées dans sa conclusion (p. 102 à 104).

En un mot, le présent rapport fournit donc : a) une analyse rapide des déficits démocratiques actuels de la mondialisation économique ; b) un bilan de ce que les associations de la société civile font et pourraient faire pour contribuer à pallier ces déficits ; c) un examen des obstacles – internes et externes – auxquels elles doivent faire face pour concrétiser leur potentiel de démocratisation ; et d) des suggestions sur la façon de surmonter ces obstacles. Nous espérons que ce rapport pourra ainsi contribuer, pour sa part, à une future mondialisation plus démocratique.

Méthodologie

Ce rapport est un produit du Projet « Société civile et démocratie dans la mondialisation économique ». Cette initiative a été lancée en octobre 2001 avec un financement du projet « Gouvernance et société civile » de la fondation Ford à New York.

L'exécution du projet a reposé principalement sur un coordinateur général, basé à l'Université de Warwick en Grande-Bretagne, qui a réuni les témoignages et écrit le rapport. Dix coordinateurs nationaux ont organisé des réunions avec plusieurs centaines d'associations de la société civile dans le monde entier, et ils ont fait leurs commentaires sur les projets de rapport. La liste de ces onze personnes figure en page deux du rapport.

Au total, ce sont 272 praticiens de la société civile, appartenant à 205 associations dans sept pays, qui ont apporté idées et informations pour ce rapport (leur liste figure à l'annexe 3). Tous ont débattu avec les coordinateurs du projet : a) de l'Etat de la démocratie dans la mondialisation économique contemporaine ; b) de ce que pourrait être une mondialisation économique plus démocratique ; c) du rôle des mouvements de la société civile pour une plus grande démocratie dans la mondialisation économique ; et d) des obstacles rencontrés par les groupes de la société civile dans leurs tentatives de démocratiser la mondialisation économique. De plus, beaucoup de participants ont fourni aux

coordinateurs des documents écrits sur leur point de vue et leurs actions.

Il était bien entendu impossible pour ce projet d'impliquer tous les groupes de la société civile, de tous les secteurs sociaux, dans tous les pays, traitant de toutes les questions relevant de la mondialisation économique, et défendant toutes les opinions possibles. Il fallait faire un choix. Nous avons toutefois cherché à couvrir le spectre le plus large possible, dans la limite du temps et des ressources dont nous disposions.

Le Brésil, le Canada, l'Egypte, la France, l'Ouganda, la Russie et la Thaïlande sont représentés. Cet échantillon de pays fournit une diversité de régions, de cultures, de degrés d'influence sur la mondialisation économique et de niveaux de développement de la société civile. En matière de croyance et de points de vue, le projet implique des bouddhistes, des chrétiens, des écologistes, des féministes, des libéraux, des musulmans, des nationalistes, des socialistes et des sociaux-démocrates.

Pour ce qui concerne les secteurs de la société civile, on trouve parmi les participants des groupes anti-pauvreté, des associations bancaires, des chambres de commerce, des militants s'intéressant à la communication et aux médias, des organisations de consommateurs, des mouvements de défense de la démocratie, de

coopération pour le développement, de défense des droits de l'homme, d'aide humanitaire, des écologistes, des associations confessionnelles, des groupes paysans, des projets centrés sur la gouvernance mondiale, des fédérations d'industrie, des syndicats ouvriers, des fondations philanthropiques, des ordres de professions libérales, des organisations de solidarité ethnique, des instituts de recherche, des unions d'étudiants, des associations féminines et des mouvements de jeunesse.

Les participants aux discussions du projet ont de vingt à quatre-vingt ans, la tranche des 35-55 ans étant la plus nombreuse. En terme de catégorie sociale, les actifs qualifiés des classes moyennes sont fortement représentés, même si d'autres milieux comme les paysans et les ouvriers sont également impliqués. Les hommes sont deux fois plus nombreux que les femmes. Leur race correspond généralement à celle de la population de chacun des pays, mais plusieurs minorités, tels les aborigènes, ne sont pas représentées. La majorité des participants vivent dans de grandes cités, même si des efforts ont été faits pour joindre des défenseurs de la société civile résidant dans de petites villes et dans des zones rurales. Il est donc certain que la participation au projet présente des biais à plusieurs égards. Mais ces inégalités reflètent généralement le profil des acteurs dominants de la société civile, en matière de mondialisation économique.

De la même façon, les membres du groupe de ce projet ont des positions sociales privilégiées qui faussent constamment leur propre point de vue sur la démocratie dans la mondialisation économique. Même si dans ce groupe il y a des femmes et des représentants des majorités du Sud, les onze membres sont des gens qualifiés, âgés de 25 à 55 ans, ayant fait des études supérieures et parlant anglais. Et le coordinateur général, auteur de ce rapport, est lui-même un universitaire blanc, occidental, d'âge moyen et citadin. Même en cherchant à être très attentif aux biais qui en découlent, il n'est guère possible de les éviter complètement.

Ce rapport est aussi destiné aux participants au projet, qui en reçoivent chacun un exemplaire. De plus, il sera diffusé aux autres associations de la société civile du monde entier, qui mènent des campagnes sur des questions touchant à la mondialisation économique. Le rapport est disponible dans les six principales langues du projet (arabe, anglais, français, portugais, russe et thaï) ainsi qu'en espagnol.

L'esprit du dialogue entre chercheurs et praticiens se reflète également dans la présentation du rapport. Le texte place côte à côte une analyse universitaire et des citations (en italiques) et exemples d'action de la société civile. (soulignons que les praticiens ont fait leurs remarques à titre personnel, et non en tant que représentants de leurs associations.) Le rapport montre donc que théorie et pratique sont liées, et qu'elles peuvent s'apporter l'une l'autre des arguments.

Malheureusement, le manque de place ne nous permet de citer qu'un échantillon limité des idées et des initiatives de la société civile. De plus, chaque exemple doit être bref, ce qui ne permet pas de développer les particularités du contexte. De même, il n'est pas possible dans ce rapport relativement court d'examiner les similitudes et les différences entre les pays, les classes, les cultures, etc. De tels détails nécessiteraient une analyse qui réclamerait tout un volume.

Espérons que ce rapport aura du sens pour un large public, car il présente des problèmes complexes d'une façon accessible mais non simpliste. Les militants les moins expérimentés peuvent y trouver une introduction accessible aux questions traitées, les plus aguerris une clarification et une synthèse des débats qui les aide à concevoir et mener de futures actions.

Ce rapport est donc destiné à être utile, et pas seulement à prendre de la place sur une étagère et un disque dur. Le souhait est d'aider les praticiens de la société civile : a) à réfléchir sur l'idée qu'ils se font de la démocratie dans la mondialisation économique ; b) à voir comment se situent leurs opinions et leurs activités dans le système global de la politique mondiale ; c) de découvrir et de s'inspirer du travail que d'autres associations ont pu faire dans le même domaine ; et d) de tisser de nouveaux liens et de nouvelles coopérations avec ces autres groupes. En bref, ce projet a pour but d'approfondir l'analyse et de soutenir le militantisme.

Plus généralement, on espère que ce rapport encouragera un large débat et aidera à faire naître

d'autres initiatives pour la démocratisation de la mondialisation économique. Dans une modeste mesure, cet écrit peut donc contribuer à construire la démocratie plus approfondie de la mondialisation économique dont le monde d'aujourd'hui a tant besoin.

Première partie

Définitions

Les concepts importants posent toujours problème. Des idées telles que « mondialisation », « gouvernance », démocratie » et « société civile » donnent lieu à de vives polémiques. Il est impossible de leur donner des significations précises et bien arrêtées, qui puissent être acceptées par tous. Il nous faut pourtant définir

clairement ces termes centraux, afin de construire une analyse cohérente.

Les paragraphes qui suivent donnent donc des définitions opératoires. Le but n'est pas d'imposer un point de vue particulier, mais d'aider les lecteurs à mieux comprendre ce rapport. Il est

évidemment possible de donner d'autres définitions de ces concepts, et ces approches différentes pourraient conduire à des conclusions différentes.

Mondialisation économique

L'activité économique se déroule à différents niveaux : par exemple, le ménage, la firme, la localité, le pays, la région et le monde. La mondialisation économique traite des opérations de production, d'échange et de consommation dont l'exécution est répartie entre divers lieux dans le monde. Par exemple, certains processus de production impliquent plusieurs pays, sur des continents différents. De plus, beaucoup de marchandises et de services sont distribués et vendus sur des marchés mondiaux. Certains types de monnaie et d'instruments financiers circulent sur l'ensemble de la planète, tout comme diverses formes d'informations et de savoirs. Des gens émigrent à peu près n'importe où dans le monde pour gagner leur vie.

Les décennies qui viennent de s'écouler ont connu des niveaux sans précédent de mondialisation économique. Les mouvements de ressources parcourant la planète se sont

La mondialisation a de nombreux sens, mais nous pouvons nous accorder sur le fait qu'elle implique une réduction des barrières séparant les nations les unes des autres. Ce qui présente à la fois des chances et des risques.

Saïd El Naggar
New Civic Forum, Le Caire

Nous sommes dans un nouveau scénario. On peut l'appeler transnationalisation, ou globalisation ou mondialisation. Nous sommes dans une transition lente mais évidente entre l'âge du nationalisme et une époque de mondialisme.

Octávio Ianni
Faculté des Sciences sociales, Université de São Paulo

La mondialisation est souvent présentée comme un méga-projet avec des allures de Guerre des étoiles. Mais les ménagères y participent aussi dans leurs cuisines

Elena Makhmutova
Association des femmes chefs d'entreprise du Bashkortostan, Ufa

accrus à des vitesses et jusqu'à des tailles jamais vues auparavant dans l'histoire du monde. Quelques statistiques illustrent l'importance de la tendance (\$=US dollars) :

- Le commerce international est passé de 629 milliards de \$ en 1960 à 7430 milliards en 2001
- Il y avait 7 000 entreprises multinationales à la fin des années 1960, 65 000 en 2001
- Le stock des investissements directs à l'étranger est passé de 1 700 milliards de \$ en 1990 à 6 600 milliards en 2001
- Les prêts bancaires transfrontaliers sont passés de 9 milliards de \$ en 1972 à 1 465 milliards en 2000
- Il y avait 150 millions de lignes téléphoniques en 1965, plus de 1,5 milliards (fixes et mobiles) en 2000
- Il y a 606 millions d'internautes en 2002. Il n'y en avait aucun en 1985
- Les passagers des vols internationaux étaient 25 millions en 1950, 400 millions en 1996
- En 1999 670 millions de touristes ont voyagé à l'étranger.

Des pans entiers de l'économie d'aujourd'hui ont été largement mondialisés. Ce qui ne signifie aucunement que les économies locale, nationale et régionale ne sont plus pertinentes. Il est clair que ces autres niveaux restent très importants. Toutefois, le domaine économique mondialisé s'est accru fortement dans l'histoire récente, et tout montre qu'au vingt et unième siècle le mouvement s'accroîtra. Si nous voulons comprendre le présent et façonner l'avenir, il nous faut être beaucoup plus attentifs à l'économie mondiale que ne l'ont été les générations précédentes.

Cet effort d'attention est crucial parce que des choix importants doivent être faits à propos de la mondialisation. L'économie mondiale peut prendre plusieurs formes. Beaucoup de gens font l'erreur de confondre la « mondialisation » avec l'économie libérale. Il est vrai que les politiques désignées comme « néolibérales » de privatisation, de libéralisation et de dérégulation offrent une seule et unique approche de l'économie mondiale. Mais la mondialisation et le néolibéralisme ne sont pas la même chose. La première est un processus,

Nous voyons la mondialisation à l'œuvre dans les boutiques de Thaïlande. Des milliers de petits magasins ferment, éliminés par l'arrivée de grands détaillants internationaux comme Carrefour, Tops ou WalMart.

Pitthaya Wongkul
Comité thaï de soutien au développement, Bangkok

Aujourd'hui, vous ne pouvez pas être une affaire prospère si vous n'êtes pas compétent en économie régionale et mondiale.

Amaury Temporal
Fédération d'industries de Rio de Janeiro

Nous ne devons pas être myopes – si vous ne tissez pas des liens dans le monde entier, vous ne pouvez pas avoir de véritable politique.

Jane Nalunga
Réseau de développement des associations volontaires autochtones, Kampala

La question n'est pas d'être pour ou contre la mondialisation. Elle est là. C'est de savoir ce qu'on en fait.

Gerry Barr
Conseil canadien de coopération internationale, Ottawa

Le mouvement désigné comme « anti-mondialisation » s'oppose à la mondialisation libérale, pas à la mondialisation en tant que telle.

Christophe Aguiton
ATTAC-France, Paris

le second est une façon – en aucun cas la seule – de piloter ce processus. Il est vrai que le néolibéralisme est la doctrine politique dominante, en matière de mondialisation, dans l'histoire contemporaine. Toutefois, les différents gouvernements appliquent les prescriptions néolibérales à des degrés divers – et dans certains cas tout à fait limités. De plus, bien des gens (y compris de multiples groupes de la société civile) militent pour des approches alternatives, non néolibérales, de pilotage de la mondialisation.

Gouvernance

Toute économie est gouvernée. La production, l'échange et la consommation sont plus ou moins encadrés par des règles et des procédures. Souvent, des institutions officielles telles que des assemblées ou des administrations sont chargées de formuler ces règles, de les mettre en place, de les suivre et de les faire appliquer. On peut aussi avoir des règles plus informelles, comme les codes vestimentaires, ou l'accord implicite selon lequel les États puissants ont un rôle plus déterminant que les États faibles. En fait, quelques-unes des « règles » ayant le plus d'influence émanent de structures profondément enracinées dans la société, comme le capitalisme et les relations entre sexes.

Même les aspects institutionnels formels de la gouvernance mondiale sont complexes. Les règles et les procédures visant à encadrer le commerce, la finance, les investissements, les migrations et les communications ont de multiples origines : les organes de l'État au niveau national, les institutions supra-étatiques aux niveaux régional et mondial ; les organismes infra-étatiques aux niveaux local et provincial, les organisations privées, et des réseaux denses qui relient entre eux ces niveaux et ces secteurs.

Dans les gouvernements nationaux, la régulation des questions de mondialisation économique

La gouvernance devient tellement segmentée et morcelée. Il est difficile de suivre ce qui se passe et de s'en occuper efficacement.

Gil Yaron

Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation,
Vancouver

Dans la politique traditionnelle, centrée sur l'État, il était facile de déterminer qui décidait. En revanche, dans la mondialisation, il est souvent difficile de montrer le rapport entre une décision prise à un endroit et ses conséquences dans des lieux très différents.

Françoise Saulnier

Médecins sans frontières, Paris

Il faut considérer les aspects internationaux de la régulation pour en avoir une image complète. Pour l'alimentation il y a la Commission du codex alimentarius, pour les télécommunications il y a l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Sans une approche internationale vous pouvez ne rien comprendre.

Marilena Lazzarini

Institut de défense des consommateurs (IDEC), São Paulo

implique plusieurs administrations. Les principaux ministères concernés sont ceux du commerce, des finances et de l'industrie. Les banques centrales tiennent aussi une place significative. De plus, ces questions peuvent intéresser les ministères de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, du travail et des affaires sociales.

Les réseaux interétatiques jouent également un rôle important dans la régulation de l'économie mondiale. Les plus connus sont le Groupe des Sept (G7), qui réunit les principaux gouvernements du Nord, et celui des Soixante dix sept (G77) qui rassemble ceux du Sud. D'autres cas de collaboration entre gouvernements sont moins médiatisés. Par exemple, les régulateurs financiers se rencontrent au Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) depuis 1974.

La coopération entre Etats pour la gouvernance de l'économie mondiale a été en partie institutionnalisée par la création d'administrations permanentes supraétatiques. Par exemple, nombre d'organisations économiques régionales ont leur propre secrétariat et leur propre comité de direction. Quelques-unes ont également leurs tribunaux et leurs parlements. Parmi les exemples les plus remarquables de régionalisation à l'intérieur de la mondialisation, on trouve l'association de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), l'Union européenne (UE), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun du cône sud (Mercosur).

Plusieurs dizaines d'autres organismes supraétatiques impliqués dans la gouvernance de la mondialisation économique mondiale ont une mission mondiale. On citera l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau international du travail (BIT), le Fonds monétaire international (FMI), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La régulation des questions économiques mondiales s'effectue encore plus « en dessous » de l'Etat, par les gouvernements provinciaux et locaux. Par exemple, des administrations de Hong Kong, de Labuan, de Nouvelle-Galles du Sud et de l'Ontario participent à l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (IAIS). Autre exemple, quelques autorités infraétatiques ont établi des règles spéciales pour les multinationales qui opèrent sur leurs

Pour les Canadiens, la gouvernance de la mondialisation économique a surtout été une question d'accords régionaux : d'abord le premier Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis (ALE) à la fin des années 1980, puis l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) au milieu des années 1990 et maintenant la perspective de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

Nous vivons une mondialisation économique de blocs régionaux, aussi, il nous faut renforcer les institutions régionales arabes et islamiques, pour devenir un ensemble soudé comme l'U.E.

Abd-El Hamid El-Ghazali
Département d'économie, Université du Caire

Les institutions financières internationales jouent un rôle toujours plus grand dans la politique économique. Elles peuvent mobiliser des gens dans pratiquement tous les pays du monde pour soutenir leur position.

Marina Malisheva
Centre d'études sur les différences sexuelles, Moscou

Dans la mondialisation économique contemporaine, les institutions supraétatiques et infraétatiques traitent souvent ensemble directement, court-circuitant l'Etat. Par exemple, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a un bureau à Ufa, qui travaille avec les autorités de la province russe du Bashkortostan.

En réaction à la mondialisation économique, les gouvernements provinciaux de Colombie britannique et de l'Ontario appliquent leurs propres « politiques d'ajustement structurel » qui ressemblent à celles préconisées par les institutions financières internationales.

territoires. Et ces dernières années, nombre d'institutions infraétatiques ont accru leur collaboration internationale par le biais d'organismes tels que le Conseil international pour les initiatives locales sur l'environnement (ICLEI). Dans ces cas et dans d'autres, la gouvernance mondiale est aussi la gouvernance locale.

En plus des dispositions nationales, supraétatiques et infraétatiques, il existe une autre gouvernance de la mondialisation économique par le biais de mécanismes privés. Par exemple, la régulation des domaines d'Internet repose largement sur une organisation non officielle, l'Icann (Coordination des adresses IP, des noms de domaine et des protocoles de l'Internet). De nombreuses règles en matière de finance mondiale sont gérées par les professionnels eux-mêmes dans des organismes comme l'Association internationale du marché des valeurs mobilières (ISMA). Nombre de multinationales adhèrent à des chartes de responsabilité sociale et environnementale pour les entreprises, élaborées et contrôlées sans intervention des autorités, comme la Global Reporting Initiative (GRI). La gouvernance de l'économie mondiale n'est donc pas toujours assurée par des institutions du secteur public. Elle peut aussi être exercée par des acteurs privés.

Si nous voulons établir comment la mondialisation économique est régulée, il nous faut donc regarder en de nombreux lieux. Les gouvernements, les organismes supraétatiques, les organisations infraétatiques, diverses administrations privées – et les réseaux complexes entre ces acteurs – tous jouent un rôle. De leur côté, comme nous le verrons dans la deuxième partie, ces multiples institutions ont des liens avec des structures sociales plus générales, telles que la classe ou la race, qui jouent aussi un rôle important dans la gouvernance de l'activité économique mondiale.

Où qu'elle soit produite, la gouvernance de la mondialisation économique n'est politiquement pas neutre. Elaborer, mettre en place et faire respecter des règles n'est pas seulement une affaire technique. C'est toujours également une question de pouvoir. Aussi, devons nous poser la question : où se trouve le pouvoir dans la régulation de la mondialisation ? Et est-il exercé démocratiquement ?

Nous devons être ouverts aux différentes façons de comprendre la gouvernance. La situation a tellement changé ces dix dernières années.

Boonthan Verawongse
Centre de ressources pour la paix et les droits de l'homme
Bangkok

L'économie n'est jamais purement technique. L'application des décisions peut être technique, mais les choix sont politiques et les conséquences sont politiques. Les fonctionnaires se retranchent souvent derrière la complexité des questions économiques pour éviter la confrontation politique.

Bénédicte Hermelin
Solagral, Paris

La démocratie

Avant d'être en mesure d'évaluer la démocratie dans le contexte actuel de la mondialisation économique (ce que nous ferons dans les prochaines parties de ce rapport), il nous faut examiner le concept en général. Qu'est-ce que la démocratie ? C'est une question âprement débattue, bien sûr, et ce rapport ne mettra pas un point final aux débats. D'ailleurs, la fin des débats sur la nature de la démocratie serait un signe évident de la mort de la démocratie !

Très généralement, la gouvernance est démocratique quand le pouvoir est entre les mains des gens qui sont directement concernés par les régulations en question. Mais que met-on plus précisément sous l'expression « gouvernement par le peuple » ? Les théories et les pratiques de la démocratie ont varié considérablement au cours de l'histoire et selon les cultures. La démocratie libérale – qui met l'accent sur l'autodétermination nationale et sur des élections pluralistes aux organes représentatifs – n'est qu'un des nombreux modèles possibles.

Même s'il n'existe pas de formule unique, arrêtée une fois pour toutes, universelle, de la démocratie, la plupart des approches du « gouvernement par le peuple » s'accordent sur les principes généraux suivants. Premièrement, le peuple prend les décisions démocratiques collectivement, en tant que groupe. Deuxièmement, tous ceux qui sont qualifiés pour participer le font sur un pied d'égalité, avec les mêmes possibilités de s'impliquer. Troisièmement, les gens participent librement aux processus démocratiques : ils ne sont pas obligés de le faire, ni d'exprimer certaines opinions. Quatrièmement, la démocratie s'exerce au grand jour, et tous les participants peuvent voir quelles décisions sont prises, et comment. Cinquièmement, la démocratie est en même temps une chance et une charge – elle combine des droits et des devoirs, la liberté et la responsabilité.

La gouvernance démocratique des affaires de la mondialisation économique serait donc réelle si les gens, collectivement, librement, également, au grand jour et de façon responsable, prenaient les décisions en matière de production, de commerce, de finance, d'investissement, de communications ou de migrations. C'est une affirmation très abstraite. Comment, plus concrètement, la démocratie devrait-elle se pratiquer dans l'économie mondialisée ?

La définition de la démocratie ne devrait pas être réservée aux universitaires et aux juristes. Les pauvres doivent aussi dire ce qu'ils entendent par démocratie et ce qu'ils en attendent.

Somsak Kosaisook
Syndicat des travailleurs des chemins de fer d'Etat de Thaïlande,
Bangkok

La démocratie ne prend pas sa source qu'en Grèce. Depuis des siècles, les villageois thaïs choisissent leur chef, et les moines bouddhistes leur nouvel abbé, d'une façon qui n'est pas occidentale.

Pracha Hutanuwat
Ashram Wongsanit, Thaïlande

Il s'agit tout simplement de se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.

Programme d'ATTAC-France

La démocratie, c'est être en mesure de voir tout ce qui se passe, et de le maîtriser.

Nancy Burrows
Marche des femmes du Monde, Montréal

La démocratie, ce sont des responsabilités aussi bien que des droits : respecter la diversité, combattre les inégalités et faire preuve de solidarité.

Cândido Grzybowski
Institut brésilien d'analyse économique et sociale, Rio de Janeiro

En fait, il n'y a pas aujourd'hui de réponse claire à cette question. Certains commentateurs soutiennent que les modèles libéraux traditionnels offrent une base solide pour une régulation démocratique de l'économie en voie de mondialisation. D'autres estiment que la mondialisation transforme la société de façon si radicale qu'il est nécessaire de construire de nouvelles formes de démocratie.

Quelle que soit la solution, il est clair qu'il y a un problème. Pour des raisons que nous développerons dans la deuxième partie de ce rapport, à peu près personne ne soutient que la gouvernance actuelle de la mondialisation est suffisamment démocratique. Le public n'est habituellement pas vraiment en mesure de prendre des décisions sur les questions de mondialisation économique, collectivement, librement, égalitairement, au grand jour et de façon responsable.

Ce déficit de démocratie est préoccupant. La démocratie est cruciale pour une bonne société. Elle a une valeur intrinsèque en tant que pierre angulaire de la dignité humaine et de la croissance; sur un plan éthique, il est bon que le public puisse prendre les décisions qui déterminent son destin. De surcroît, elle a souvent (pas toujours) des conséquences positives sur l'écologie, l'efficacité économique, la paix et la justice sociale. Une gouvernance démocratique est donc sans aucun doute plus à même d'apporter des progrès durables, notamment à la vie des gens marginalisés et vulnérables. La démocratie ne fournit pas la réponse à toutes les questions, mais beaucoup de problèmes vitaux ne peuvent être résolus sans elle.

Bien sûr, les théories et les pratiques de la démocratie sont invariablement pleines d'ambiguïtés et de contradictions. Par exemple, qu'est-ce qui est prioritaire en démocratie : la liberté ou l'égalité ? En fait, il se pourrait bien que l'on recherche toujours la démocratie sans jamais y parvenir complètement. Mais une société qui ne fait pas tout son possible pour y arriver est sans intérêt, et souvent dangereuse, de surcroît.

La mondialisation ruine toutes les catégories politiques traditionnelles. Comme elle change le monde, il nous faut de nouveaux modèles démocratiques, de nouveaux modes de contrôle démocratique, de nouvelles formes de légitimité.

Anne-Christine Hubbard

Fédération internationale des droits de l'homme, Paris

On ne peut travailler à la démocratie dans la gouvernance internationale en utilisant des catégories traditionnelles. Il faut laisser de l'espace pour de nombreuses possibilités et rester ouvert à des idées variées.

Surichai Wun' Gaeo

Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Ne faisons pas l'erreur de croire que nous allons d'abord résoudre les problèmes de la mondialisation économique, et nous occuper ensuite de la démocratie. Ces priorités peuvent et doivent être traitées ensemble.

Mostafa Waly

Fédération des industries égyptiennes, Le Caire

Si nous ne progressons pas dans la démocratisation de la mondialisation, notre monde sera abominable.

Mohammed Faiq

Organisation arabe des droits de l'homme, Le Caire

La démocratie est le moins mauvais des régimes. La démocratie mondiale ne sera pas idéale, mais ce sera un système que les peuples pourront accepter.

Suriyan Thonqnoead

Fédération des paysans du nord, Chiang Mai

La société civile

Dans la suite de ce rapport, nous examinerons comment la société civile peut contribuer à rendre plus démocratique la mondialisation économique. Mais il nous faut d'abord une définition opératoire de la « société civile ». En effet, les conceptions que l'on peut en avoir sont aussi variées, liées à la culture et controversées que celles de la démocratie.

L'expression de société civile trouve son origine dans l'Angleterre du seizième siècle, mais avec un sens très différent de celui qu'elle a dans le monde contemporain en voie de mondialisation. Dans le contexte actuel, on pourrait définir la société civile comme un espace ou une arène politique, où des associations volontaires cherchent, en dehors des partis politiques, à déterminer les règles (formelles et informelles) qui gouvernent un aspect ou un autre de la vie sociale. Dans le présent rapport, l'aspect particulier de la vie sociale qui nous concerne est la mondialisation économique.

Les associations de la société civile rassemblent des gens qui partagent des préoccupations à propos d'une question politique particulière. On y trouve par exemple des mouvements anti-pauvreté, des associations professionnelles, des clans traditionnels, des défenseurs des consommateurs, des groupes militant pour la démocratie, ou en faveur de la coopération pour le développement, des écologistes, des groupes de pression ethniques, des communautés locales, des mouvements pour la paix, des mouvements paysans, des fondations philanthropiques, des ordres de professions libérales, des organisations humanitaires, des cercles de réflexion, des réseaux de femmes, des associations de jeunesse et bien d'autres.

Dans le sens que nous lui donnons pour ce travail, la société civile va beaucoup plus loin que ce qu'on appelle habituellement les « organisations non-gouvernementales » (ONG) . Elle comprend les associations informelles aussi bien que les organisations officielles, les groupes de pression défendant des intérêts particuliers, comme beaucoup de forums professionnels et de syndicats, aussi bien que les campagnes d'intérêt général. Il est courant, dans le grand public, de considérer que la société civile ce sont les ONG « progressistes », ce qui laisse de côté de nombreuses activités politiques menées par des associations volontaires. Le présent projet retient donc une définition plus globale.

L'expression « société civile » peut recouvrir n'importe quoi : des milliers d'acteurs avec des milliers de contradictions. En fait, le terme est si vague qu'il en devient inutile.

Jean-Claude Fages
Fondation de France, Paris

En Russie, les travailleurs migrants illégaux venant d'autres ex-républiques soviétiques ne peuvent pas créer légalement leurs propres unions civiques. Néanmoins, ils restent activement en contact les uns avec les autres et se réunissent souvent de façon informelle pour prendre des décisions collectives à propos de leur vie en Russie.

Anatoly Snissarenko
Association d'éducation des adultes du nord-ouest
de la Russie, Saint-Pétersbourg

Des groupes très nombreux et très variés de la société civile s'intéressent à la gouvernance de la mondialisation économique. On trouve aussi bien l'Eglise catholique romaine du Brésil que le mouvement informel de Mobilisation pour une justice mondiale au Canada, l'Organisation arabe des droits de l'homme en Egypte, le Centre des jeunes dirigeants en France, l'Union écologique sociale en Russie, l'Institut thaï de développement de la recherche ou l'Association nationale des fermiers d'Ouganda.

La société civile est pour la politique le meilleur moyen de progresser, dans le monde de l'après-guerre froide. Sans la société civile il est difficile d'être un citoyen

Debbie Field
FoodShare, Toronto

La société civile joue un rôle considérable dans l'émergence d'une nouvelle manière de faire de la politique dont l'humanité a un besoin urgent pour faire face à la mondialisation. Beaucoup plus que l'Etat et le marché, la société civile a la capacité de

Toutes les associations de la société civile sont volontaires. Leur premier objectif n'est pas de faire des profits financiers (comme les entreprises) ni d'occuper des fonctions officielles (comme les partis politiques). Bien sûr, en pratique, les frontières entre la société civile, le marché et le secteur public peuvent ne pas être étanches. Par exemple, les associations d'entreprises défendent souvent les intérêts commerciaux de leurs membres. Certains syndicats sont étroitement liés à des partis politiques. Certaines ONG sont créées par des gouvernements. Néanmoins, en principe, la société civile est une sphère distincte, où les gens cherchent à influencer sur la gouvernance sans l'espoir d'en tirer un profit commercial ou un pouvoir officiel.

Une orientation politique active est fondamentale pour la société civile. Selon la définition que nous proposons, l'expression société civile ne recouvre pas des associations volontaires comme les ménages, les clubs de divertissement ou les ONG de services, si elles ne s'efforcent pas de peser sur l'acquisition, la répartition et l'exercice du pouvoir social. La société civile ne comprend donc que certains mouvements non-commerciaux et non-officiels, pas tous.

En dehors du fait que ce sont des groupes de citoyens volontaires et défendant des positions politiques, les associations de la société civile sont extrêmement diverses. Elles sont très différentes par les gens qu'elles représentent, par leurs fonctions, leurs tailles, leurs niveaux de ressources, leurs formes d'organisation, l'étendue géographique de leurs actions, leurs expériences historiques, leurs contextes culturels, leurs programmes, leurs idéologies et leurs tactiques.

En matière de stratégie, les associations de la société civile poursuivent des objectifs nombreux et variés. Pour ce qui concerne la mondialisation économique, par exemple, certains groupes ont une position de *rejet* et veulent éliminer totalement la mondialisation économique. D'autres adoptent ce que l'on pourrait désigner comme une position *conformiste* : ils sont plus ou moins en faveur des politiques existantes. D'autres ont une position de rejet et veulent éliminer totalement la mondialisation économique. Un troisième courant suit une ligne *réformiste* : ces organisations acceptent le principe de la mondialisation, mais veulent changer les règles et les institutions qui gouvernent le processus. Enfin, une quatrième tendance pourrait être désignée comme *transformiste*, et recouvre les groupes qui voient dans la mondialisation une occasion de provoquer une révolution sociale généralisée.

plus que l'Etat et le marché, la société civile a la capacité de changer la politique mondiale en transformant une lutte pour le pouvoir en un projet de dialogue et de coopération entre les civilisations.

Patrick Viveret
Centre international Pierre Mendès-France (CIPMF), Paris

Une société démocratique devrait porter un regard positif sur la mondialisation. Lorsqu'elle fonctionnera pleinement, il n'y aura plus de chômage ni de crise économique.

Lydia Blokhina
Confédération russe des femmes chefs d'entreprise, Moscou

La mondialisation c'est le chaos ; elle provoque des désastres. Nous étions autosuffisants et maintenant nous ne le sommes plus.

Tern Tarat et Suwan Mingkwan
Assemblée des pauvres, Mae Mun Man Yuan Village, Thaïlande

La mondialisation est un fait, mais nous devons agir pour que ce soit une mondialisation de la prospérité et non une mondialisation de la misère.

Adeilson Ribeiro Telles
Union centrale des travailleurs (CUT), Rio de Janeiro

Nous ne devons pas chercher à reconstruire les anciennes structures qui ont échoué. La mondialisation économique demande des dispositions complètement nouvelles.

Kamal Abbas
Centre de services des syndicats et des travailleurs
Helwan, le Caire

Il est aussi important de noter que la définition que nous donnons est neutre par rapport à l'attrait que peut ou non présenter la société civile. En fait, des associations de la société civile peuvent avoir un comportement tout à fait incivil, marqué par l'arrogance, la haine, l'imposture et la violence. On peut trouver dans la société civile des éléments militaristes, criminels et racistes. De plus, comme nous le verrons dans la 5^e partie de ce rapport, des groupes de la société civile peuvent être rien moins qu'exemplaire en matière de démocratie interne. Les activités de la société civile peuvent donc faire du mal comme du bien.

La société civile abrite donc des points de vue extrêmement divers. C'est un terrain disputé qui reflète les nombreuses divisions, les contradictions – et les inégalités – de la société dans son ensemble. Il ne faut pas s'attendre à trouver une position unique de la société civile sur la démocratie dans la mondialisation économique. Et c'est tout à fait sain, d'un point de vue démocratique.

Les ONG ne sont pas du tout homogènes. Nous avons de nombreux conflits à propos de la stratégie à adopter.

Suriyasai Katasila

Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Deuxième partie

Les déficits démocratiques dans la mondialisation économique contemporaine

Peu de gens considèrent que la gouvernance actuelle de la mondialisation économique est un processus démocratique. En fait, moins d'une douzaine, sur plus de deux cents acteurs de la société civile ayant participé à cette étude, ont une opinion positive sur le niveau de démocratie actuel dans la régulation des activités mondialisées : commerce, investissement, finance, communications et migrations.

Inversement, la plupart des jugements sont sévèrement négatifs. Il est clair que cette situation n'est pas satisfaisante. Elle permet probablement d'expliquer la montée récente de sentiments « altermondialistes ».

Mais lorsqu'on avance que la mondialisation économique contemporaine n'est pas démocratique, que veut-on dire ? Nombre d'observateurs ont l'intuition qu'il manque à l'économie mondiale un « gouvernement par le peuple », mais ils ont du mal

à décrire le problème avec plus de précision

Dans le même temps, ceux qui ont une idée claire du problème formulent souvent des diagnostics différents. Il y a plusieurs façons d'interpréter les déficits démocratiques de la mondialisation. Plutôt que de présenter un point de vue unique, les pages qui suivent examinent une palette d'opinions de praticiens de la société civile sur le manque de démocratie dans la gouvernance de la mondialisation économique.

Beaucoup attribuent ce déficit démocratique aux défauts des institutions. Ils montrent que les mécanismes officiels de régulation aux niveaux local, provincial, national, régional et mondial ne permettent pas suffisamment aux citoyens de s'y impliquer et de les contrôler.

D'autres ont une approche plus structurelle. Ils expliquent les déficits démocratiques de la

mondialisation économique par les inégalités largement répandues et profondément ancrées dans la société. Certains mettent l'accent sur les hiérarchies entre nations dans l'économie mondiale. D'autres sur les inégalités entre cultures et civilisations. D'autres encore soulignent les stratifications entre classes, sexes, races ou autres catégories sociales. On peut aussi considérer que plusieurs de ces types d'inégalités structurelles se combinent.

Bien entendu, les explications des déficits démocratiques par les institutions ou par les structures peuvent être complémentaires. En d'autres termes, les inégalités structurelles peuvent se traduire dans la façon dont fonctionnent les Etats, les organes supraétatiques, les administrations infraétatiques et les mécanismes régulateurs privés. Inversement, des institutions non-démocratiques renforcent et perpétuent les inégalités structurelles.

Les règles de la mondialisation économique ne sont pas celles de la démocratie. Il y a beaucoup de « cratie » et peu de « démos ».

Delius Asiiimwe
Makerere Institute of Social Research, Kampala

Actuellement, la démocratie n'a aucun rapport avec la gouvernance de la mondialisation économique.

Ivan Blokov,
Greenpeace Russie, Moscou

La mondialisation est aujourd'hui un processus de manipulation plus que de participation. Nous n'avons pas de choix dans sa direction.

Marcia Florencio
Afro Reggae, Rio de Janeiro

Avec la mondialisation, la démocratie est en chute libre.

Francine Néméh
Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI),
Montréal

Les problèmes institutionnels

L'insuffisance de démocratie dans la gouvernance de la mondialisation économique tient pour beaucoup aux institutions qui déterminent les règles et les appliquent. Aucune de celles que nous avons déjà citées – Etats, réseaux transnationaux, organes supraétatiques, organisations infraétatiques et mécanismes privés – n'est considérée comme fonctionnant de façon réellement démocratique. Bien au contraire.

Les Etats

Les gouvernements nationaux centraux sont les principales institutions de gouvernance de l'époque moderne. Il est donc logique que les principaux combats pour la démocratie aient eu comme objectif de démocratiser l'Etat. Par exemple : la Révolution française, la Révolution chinoise, les luttes pour la décolonisation, etc.

Comme nous l'avons déjà relevé, ce serait une erreur que de considérer les gouvernements nationaux comme le seul endroit où la démocratie est nécessaire. Les Etats demeurent cependant des pièces capitales de la gouvernance de la mondialisation, et il est difficile d'imaginer comment on pourrait parvenir à la démocratie dans la mondialisation que nous connaissons, sans des Etats démocratiques.

Malheureusement, nombre d'Etats – la plupart, diraient même certains – ne présentent pas un bilan démocratique affirmé. Les gens – dans ce cas, les citoyens de chaque Etat – sont peu impliqués et ont un contrôle limité de leur gouvernement central. Dans de nombreux pays ils ont rarement l'occasion d'exprimer leur point de vue, en dehors d'élections périodiques. Dans certains Etats, même cette pratique démocratique minimale n'existe pas.

Quoi qu'il en soit, les questions de mondialisation économique ont peu

Les décisions touchant à la mondialisation économique sont prises par de petits groupes très influents, sans débat public. Souvent, les gens ne sont même pas informés de ces décisions.

Luis Bassegio

Association pastorale pour les migrants, Eglise catholique romaine, São Paulo

Le seul lieu de gouvernement démocratiquement légitime est l'Etat. Tout le reste est illégitime. Pour démocratiser la mondialisation économique, il faut construire des structures nationales qui permettent aux gens de s'exprimer.

Bernard Cassen

ATTAC-France, Paris

Il nous faut renforcer la démocratie dans nos pays. Un Etat réellement démocratique sera plus apte à lutter pour des changements démocratiques dans l'arène internationale.

Sadi Baron

Mouvement des populations affectées par les barrages (MAB), San Carlos, Brésil

Les Etats sont des pièces du puzzle mondial. S'il n'y a pas de démocratie dans un ou plusieurs Etats, l'image d'ensemble ne sera pas démocratique.

Alaa Ezz

Association des entreprises pour la protection de l'environnement, Le Caire

En Thaïlande, les villageois ne profitent pas de la démocratie. Soixante-cinq ans d'élections ne les ont pas aidés. Chaque élection est seulement une lutte entre des groupes représentant les élites.

Veerapon Sopa

Réseau des peuples contre la mondialisation, Thaïlande

d'importance dans les élections nationales. Les partis politiques ne font généralement que les mentionner au passage - et encore - dans leurs manifestes et leurs programmes. Pendant les campagnes, peu d'électeurs interpellent les candidats sur ce thème, et la couverture des élections par les médias ne fait habituellement guère de place aux questions de gouvernance de la mondialisation économique.

Les gouvernements n'ont presque jamais lancé de référendums nationaux avant de prendre des décisions dans ce domaine. Les rares exemples sont les référendums organisés dans certains pays sur des questions importantes relatives à l'Union européenne, et les votations, en Suisse, à propos de l'adhésion à des institutions multilatérales.

Une fois en poste, la plupart des législateurs nationaux – en tant que représentants démocratiquement élus du peuple – s'intéressent peu aux politiques touchant à la mondialisation économique. Peu de parlementaires ont une compétence personnelle dans ce domaine, et dans la plupart des cas ils ne disposent pas d'assez de collaborateurs qualifiés pour les aider. Nombre de parlements nationaux discutent rarement, voire jamais, des questions posées par la mondialisation. Ceux qui, occasionnellement, en débattent, n'ont souvent que peu d'influence sur ce que font réellement leurs gouvernements. Même si quelques constitutions nationales exigent que l'assemblée législative ratifie les traités, la plupart des règles de la mondialisation économique ne prennent pas cette forme, ce qui permet de ne pas les soumettre aux parlements. Les gouvernements prennent ainsi d'innombrables décisions sans consulter les élus. Il arrive qu'ils n'informent même pas les parlementaires de leurs actions dans ce domaine. Dans certains cas, ces derniers ont des difficultés à obtenir d'importants documents officiels traitant de ces questions. Il y a bien sûr des exemples d'intense activité législative, comme les conflits périodiques et très médiatisés, au Congrès américain, à propos du financement du FMI et de la Banque mondiale. Dans l'ensemble, toutefois, les assemblées nationales ne brillent pas par la surveillance qu'elles exercent sur les mesures liées à la mondialisation économique.

La régulation par les Etats des affaires de la mondialisation repose d'ordinaire sur des administrations qui sont généralement à l'abri des remarques du public et de son contrôle. La plupart des négociateurs commerciaux, des fonctionnaires du

Nous ne devons pas renoncer aux parlements. Ils sont absolument primordiaux pour la démocratie de la mondialisation économique. Il nous faut redonner de la force aux parlements nationaux et bâtir de nouveaux réseaux entre eux sur les questions de la mondialisation économique.

Robin Round
Initiative Halifax, Whitehorse

En Ouganda, de nombreux parlementaires ne savent pas ce qui se passe au niveau mondial et ne s'en soucient pas.

Sheila Kawamara-Mishambi
Réseau des femmes Ougandaises, Kampala

En Russie, très peu de politiciens sont suffisamment compétents pour évaluer les conséquences des programmes du FMI et de la Banque mondiale. Moins de cent dirigeants peuvent en parler en connaissance de cause.

Yuri Dzhibladze
Centre pour le développement de la démocratie et les droits de l'homme, Moscou

Nos institutions nationales sont-elles efficaces face à la mondialisation ? Sur nos cinq cents parlementaires, il y en a peut-être dix qui comprennent les questions de gouvernance de la mondialisation économique, et le parlement accorde peu de temps à la discussion de ces problèmes. Les politiciens n'ont pas le temps de s'en occuper sérieusement.

Suthipand Chirathivat
Université de Chulalongkorn, Bangkok

En France, en décembre 2001, les ONG ont présenté une pétition au Président de l'Assemblée nationale, demandant la création d'une commission parlementaire sur la gouvernance de la mondialisation, secondée par une équipe permanente de chercheurs.

ministère des finances, des banquiers centraux, des régulateurs des communications, des comités d'investissement et autres opèrent hors de la vue du public et avec peu de contributions de la part des citoyens. Les ministres eux-mêmes n'interviennent que rarement dans le travail de ces fonctionnaires.

Les Etats pauvres souffrent souvent du problème inverse : leur administration économique est trop réduite et trop faible pour rendre de bons services au pays. Ils ont trop peu de fonctionnaires, qui ont une formation insuffisante. La conséquence est que nombre de pays ne sont pas suffisamment représentés dans les forums internationaux qui déterminent les règles de la mondialisation économique.

Quant aux liens que nous avons décrits plus haut, entre régulateurs officiels de différents gouvernements, la plupart des citoyens ne connaissent même pas l'existence de ces réseaux. Ils sont donc dans l'incapacité de suivre ce pan de la gouvernance de la mondialisation et encore moins de se prononcer sur ces questions ou de les contrôler.

En fait, si les citoyens ont des griefs sur la façon dont la mondialisation les touche, à qui, dans l'Etat, peuvent-ils s'adresser ? Les parlements ont été largement tenus à l'écart des décisions politiques, et personne n'a accès aux ministères. Les tribunaux nationaux ne traitent guère de cas tels que les conflits commerciaux ou les problèmes de dette transnationale. De toute façon, de nombreux pays auraient besoin, avant tout, d'un système judiciaire indépendant. Enfin, il n'existe aucun médiateur pour les questions de mondialisation économique.

À côté de ces défauts propres aux institutions, faire reposer la démocratie de la mondialisation sur l'Etat pose des problèmes plus généraux. Pour commencer, quel « peuple » l'Etat peut-il servir démocratiquement ? Il est adapté à la communauté nationale et peut avoir un fonctionnement démocratique lorsque des intérêts nationaux sont en jeu. Mais le « demos » dans les affaires mondiales n'est pas toujours, ou pas seulement, national. Il y a aussi des communautés transnationales, comme les gens d'origine africaine, les fidèles d'une religion, les minorités sexuelles, les travailleurs, etc. « Le public » a de nombreux aspects dans la mondialisation économique, et la démocratie basée sur l'Etat n'est pas toujours un cadre très satisfaisant pour l'autodétermination des communautés autres que nationales.

En Thaïlande, pour ce qui concerne l'OMC, tout est entre les mains de fonctionnaires, comme ceux du département d'économie d'entreprise du ministère du commerce. Ils sont plus puissants que les parlementaires et même que le gouvernement.

Chanida Chanyapate Bamford
Focus on the Global South, Bangkok

Beaucoup de fonctionnaires du ministère du commerce d'Ouganda n'ont pas grand chose à dire. Avec des fonctionnaires peu qualifiés, sous-payés et surchargés de travail, le gouvernement est en mauvaise posture dans les négociations commerciales. Le ministre n'a pas compris ce qu'il faisait en signant l'accord de Marrakech qui mettait en place l'OMC.

Commentaires de plusieurs membres des ONG, Kampala

La démocratie dans l'Etat ne se traduit pas automatiquement par la démocratie dans la prise de décision internationale.

Françoise Vanni
Agir ici pour un monde de solidaire, Paris

Les travailleurs doivent s'organiser sur une base de classe, pas de pays.

Somsak Kosaisook
Syndicat des travailleurs des chemins de fer thaïs, Bangkok

La mondialisation nous donne l'occasion de reconnaître que les descendants d'Africains, où qu'ils se trouvent dans le monde, forment une communauté de destin et sont confrontés à des problèmes identiques. Mon identité de descendant d'Africains peut être plus importante que mon identité nationale.

Sueli Carneiro
Géledes – Institut des femmes noires, São Paulo

Ensuite, se pose le problème de l'efficacité pratique. Même si les organismes d'Etat élaboraient leur politique en respectant les normes démocratiques les plus exigeantes, est-ce que ce serait suffisant ? Après tout, aucun gouvernement national ne peut maîtriser complètement l'implication de son pays dans la mondialisation économique. Les Etats faibles des pays pauvres ont des possibilités extrêmement limitées. Même les gouvernements les plus puissants ne peuvent efficacement réguler seuls les marchés financiers, les mouvements migratoires, les multinationales, etc. Chaque Etat règne sur un territoire limité, alors que les processus de mondialisation économique se déroulent à l'échelle mondiale, souvent en se jouant des frontières nationales. Dans une certaine mesure, ils peuvent même affaiblir la meilleure démocratie nationale.

Bien sûr, le discours sur la perte de pouvoir de l'Etat peut aller trop loin. Les gouvernements nationaux peuvent encore influencer sur la façon dont la mondialisation économique affecte leurs citoyens. En particulier, les Etats les plus puissants peuvent peser lourdement. Beaucoup de politiciens nationaux trouvent politiquement commode de faire porter par les institutions régionales et mondiales la responsabilité de mesures économiques impopulaires, alors qu'en fait leur gouvernement a participé à la décision. Dans d'autres cas, des Etats sont coupables de passivité – ils pourraient prendre plus d'initiatives pour développer la participation et le contrôle démocratique de la mondialisation économique, mais ils ne se donnent pas la peine d'exploiter leurs possibilités.

Il est néanmoins clair que la régulation de la mondialisation économique, pour être efficace, ne peut reposer uniquement sur les Etats nationaux. On a donc vu ces dernières années une montée en puissance des institutions de gouvernance régionales et mondiales, ainsi qu'une certaine décentralisation vers des autorités provinciales et locales. Par conséquent, même s'il faut faire plus d'efforts en direction des organes de l'Etat, il faut aussi, pour démocratiser la mondialisation, s'intéresser sérieusement aux autres lieux de gouvernance.

Les institutions supraétatiques

Nombre de griefs sur le manque de démocratie de la mondialisation économique actuelle pointent du doigt les accords régionaux et mondiaux. Ces critiques

La mondialisation limite les possibilités d'action des gouvernements démocratiques et ébranle l'État-nation démocratique.

Steve Staples
Conseil des Canadiens, Ottawa

Le Brésil en 1988 et la Thaïlande en 1997 ont obtenu des constitutions nationales beaucoup plus démocratiques. Mais beaucoup estiment que la mondialisation économique a sérieusement contrarié cet espoir de nouvelle démocratie.

Le public thaï attend de l'état qu'il fasse plus pour gérer la mondialisation. La capacité de l'état est encore importante, mais la Thaïlande connaît une privatisation du pouvoir étatique qui ne tient plus compte des forces démocratiques.

Surichan Wun' Gaeo
Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Je suis un internationaliste, mais je ne sous-estime pas l'importance du national. C'est là que se trouvent la plupart des lois, et l'argent.

Gustave Massiah
Association internationale des techniciens experts et chercheurs (AITEC), Paris

Nous ne rejetons pas le niveau national, mais la politique doit aussi s'élaborer ailleurs.

Bernard Pinaud
Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID), Paris

Le pouvoir est passé au niveau international, mais nous n'avons pas encore de contre-pouvoir qui garantisse la démocratie.

François-Xavier Verschave
Survie, Paris

rendent en grande partie responsables du déclin de la démocratie nationale les interventions des organismes supraétatiques tels que l'U.E, le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale et l'OMC. Ces dernières années, ces institutions régionales ou mondiales ont effectivement acquis plus de pouvoir, notamment sur les Etats pauvres. Et les organisations économiques multilatérales n'ont guère cherché à rendre leur fonctionnement plus démocratique. Dans de nombreux cas, les autorités supraétatiques ne reconnaissent que du bout des lèvres qu'elles ont un problème de démocratie.

Une grande partie de la difficulté, à propos de la démocratie dans ces organismes, vient de ce que nous n'avons pas une idée claire de la forme qu'elle devrait prendre. Faut-il simplement demander aux Etats démocratiques de surveiller plus étroitement les institutions de gouvernance régionales et globales ? Devons-nous chercher à construire des institutions supraétatiques sur le modèle des Etats démocratiques libéraux, avec des assemblées représentatives élues au suffrage universel ? Faut-il des mécanismes alternatifs pour parvenir au «gouvernement par le peuple » dans les organisations internationales de gouvernance ?

La première de ces approches ne convient guère : plus de contrôle des institutions de gouvernance régionales et mondiales par leurs membres se traduirait en pratique par une domination accrue des gouvernements les plus puissants. Même si ceux de la Chine, de l'Allemagne ou des Etats-Unis étaient irréprochables sur le plan démocratique envers leurs propres citoyens – et c'est loin d'être le cas – ils n'ont aucune légitimité pour parler au nom des milliards d'êtres humains qui forment le reste de l'humanité.

La deuxième approche – celle consistant à créer des chambres de représentants auprès des administrations supraétatiques – a rarement été expérimentée. Il existe une exception : l'Union européenne, dont le parlement est élu au suffrage direct depuis 1979 ; mais les pouvoirs de cet organisme sont limités, la plupart des citoyens connaissent mal ses activités, et le pourcentage de votants est généralement faible. Plus récemment, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) s'est dotée d'un parlement dont les membres sont choisis par les congrès nationaux des trois Etats membres. Les autres institutions régionales n'ont pas d'organe représentatif permanent, et aucune institution mondiale n'a sérieusement envisagé d'en créer un. Nous ne sommes donc pas près d'avoir une assemblée des

Des institutions comme l'OMC, le FMI et l'OCDE décident de nos vies sans consultation. Nous ne pouvons pas avoir confiance dans ces comités secrets sans légitimité démocratique.

Geraldo Feix
ATTAC-Bésil, Porto Alegre

Les organisations multilatérales n'offrent pas de mécanismes permettant de prendre en compte la volonté de la majorité.

Jorge Durão
Association des organisations pour l'aide sociale et éducative (FASE)
Rio de Janeiro

Nombre de conditionnalités du FMI vont au-delà de sa compétence et empiètent sur la souveraineté nationale. Un tel empiètement est inacceptable, même si les intentions sont bonnes.

Fernando Cardim
Institut d'économie, Université fédérale de Rio de Janeiro

La démocratie, c'est lorsque chaque citoyen a un droit constitutionnellement garanti d'intervenir en politique. Il faut amender l'article 21 de la déclaration universelle des droits de l'homme, afin de couvrir non seulement le niveau national, mais aussi le niveau mondial.

François Lille
Biens publics à l'échelle mondiale (BPEM), Paris

Cela prendra un siècle, pour qu'il y ait un parlement régional en Asie.

Jarun Dithapichai
Union pour la liberté civile, Bangkok

Il faut créer un parlement mondial sous une forme ou sous une autre. Je ne sais pas comment faire, mais c'est nécessaire.

Cândido Grzybowski
Institut brésilien d'analyse sociale et économique (IBASE), Rio de Janeiro

peuples de l'ONU ou un parlement de l'OMC, même si certains réformistes en ont fait la proposition.

Pour ce qui concerne les mécanismes alternatifs, quelques institutions économiques ont entrepris ces dernières années de consulter le public, notamment par l'organisation de « dialogues multipartites ». L'idée est de débattre de la préparation et de la réalisation des politiques et des projets avec des représentants de tous les groupes concernés : consommateurs, investisseurs, résidents, travailleurs, etc. Ce sont des banques de développement multilatérales (BDM) comme la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque asiatique de développement (BAD), qui ont mené le plus loin ce processus de consultation de toutes les parties prenantes. Le FMI et l'OMC ont moins avancé, et se sont engagés dans cette voie avec plus de réticences. D'autres organisations supraétatiques comme la Banque pour les règlements internationaux (BRI) ou l'OCDE n'ont jusqu'ici à peu près rien fait pour développer les procédures de consultation des parties prenantes. De plus, nous verrons dans la quatrième partie que même les nombreuses initiatives de « participation » et de « partenariat » des BDM ont été sévèrement critiquées.

Sans assemblées représentatives et avec une consultation du public limitée, lorsqu'elle existe, les institutions supraétatiques prennent généralement leurs décisions politiques majeures derrière des portes closes, dans des comités tels que le Conseil d'administration du FMI ou la Conférence ministérielle de l'OMC. Même si les membres de ces organismes représentent les Etats, ils n'ont habituellement pas de lien avec les parlements nationaux et ne gardent rarement plus que des contacts directs occasionnels avec les citoyens.

De plus, dans les Institutions financières internationales (IFI) les votes sont généralement pondérés en fonction des sommes d'argent qu'un Etat a apporté au capital de l'institution. Avec ce principe : un dollar, une voix, les cinq Etats qui sont les plus gros actionnaires du FMI et de la Banque mondiale détiennent 40 pour cent des votes. Par contre, 23 Etats de l'Afrique francophone n'ont ensemble qu'un peu plus d'un pour cent. Curieuse démocratie, en vérité !

Les organes de décision des autres institutions supraétatiques comme l'U.E, l'ONU et l'OMC fonctionnent généralement sur la base d'un Etat, une voix. Ce

Il faut une assemblée parlementaire à l'OMC. Dans le contexte national, les parlements sont les principaux mécanismes de représentation, de débat et de résolution des conflits entre les priorités. Un parlement consultatif pourrait superviser, débattre et rapporter les travaux de l'OMC. Des parlements mondiaux soulèvent bien entendu des tas de questions. Combien faudrait-il de sièges et comment les attribuer ? Comment les décisions seraient-elles prises ? Qui paiera ? Mais ces problèmes ne sont pas insurmontables. Ils ont été résolus lorsqu'on a créé des assemblées parlementaires pour d'autres organisations internationales.

Fergus Watt
Mouvement pour une fédération mondiale, Ottawa

La Banque mondiale et son actuel président s'efforcent de faire participer les gens aux décisions, mais nous n'avons pas en core atteint un stade que l'on pourrait appeler démocratie.

Leonard Msemakweli
Alliance coopérative d'Ouganda, Kampala

Les « consultations » par les institutions économiques constituent un faux-semblant de démocratie car elles ignorent les dynamiques de pouvoir qu'il y a derrière.

Pam Foster
Halifax Initiative, Ottawa

L'OMC est vraiment la moins démocratique. Elle est inaccessible et opaque. Elle a maintenant un bon site web, mais la société civile n'a toujours pas accès aux réunions, et ne peut toujours pas soumettre des dossiers aux séances officielles.

David Runnalis
Institut international pour un développement durable, Winnipeg

qui met sur le même plan, en principe, la Chine et Vanuatu, sans égard au pourcentage de la population mondiale que chacun représente. De plus, en pratique, les Etats n'ont pas les mêmes possibilités d'exercer leur droit de vote. Dans le cas de l'OMC, par exemple, près d'un tiers des Etats membres n'ont pas de représentation permanente au siège de l'organisation, à Genève. De même, certaines délégations nationales auprès de l'ONU sont beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus compétentes que d'autres.

D'autres problèmes de démocratie sont posés par les administrations supraétatiques chargées de faire le travail au quotidien. Comme les ministères économiques au niveau national, les fonctionnaires des institutions économiques régionales et mondiales travaillent généralement sans que le public ait vraiment un droit de regard sur ce qu'ils font. Il est le plus souvent très difficile pour les citoyens ordinaires d'entrer en contact avec le personnel de la BRI, de la Commission européenne, des missions du FMI ou du secrétariat de l'ONU, et encore plus de s'en faire entendre.

Enfin, il manque à la plupart des institutions supraétatiques des mécanismes efficaces de responsabilité démocratique qui les rendent publiquement responsables de leurs erreurs. Plusieurs organismes économiques régionaux ont des tribunaux, mais peu sont vraiment opérationnels et encore moins de citoyens savent comment les utiliser. Seuls le FMI et la Banque mondiale ont (récemment) mis en place des procédures publiques d'évaluation. La BRI, l'OCDE, les agences de l'ONU et l'OMC n'ont pas de mécanismes assurant une publication indépendante de l'évaluation de leurs résultats.

L'un dans l'autre, donc, les institutions supraétatiques présentent un très maigre bilan démocratique. Bien sûr, leur pouvoir en matière de gouvernance de la mondialisation économique ne doit pas être surestimé. Elles en sont des acteurs importants, et leurs préconisations peuvent avoir des effets à long terme. Toutefois, des organisations comme le Mercosur, le PNUD et l'OMC ont bien moins de ressources que beaucoup ne l'imaginent, en termes de budget, d'effectifs, de bases de données, etc. Contrairement aux gouvernements nationaux, les institutions supraétatiques n'ont pas leurs propres forces armées. Aussi, même si des acteurs comme l'UE et le FMI ont une influence certaine, ce ne sont en aucun cas des dictateurs. Ce serait donc une erreur que de concentrer tous les

Il n'est pas démocratique qu'un pays riche ait plus de voix et de pouvoir au FMI et à la Banque mondiale. Le fait que les gens riches payent plus d'impôts n'entraîne pas qu'ils aient plus de voix pour les élections nationales.

Sarawut Pratoomraj

Comité de coordination des organisations thaïes des droits de l'homme, Bangkok

L'OMC peut bien avoir comme principe un Etat, une voix, mais certains Etats sont très forts et d'autres très faibles, aussi les droits ne sont pas égaux en pratique.

Abd El-Sattar Asrah

Fédération générale des Chambres de commerce égyptiennes, Le Caire

L'ONU cherche à se structurer correctement, mais les représentants viennent de gouvernements et travaillent pour les dirigeants plutôt que pour le peuple. Aussi, l'ONU finit par être très éloignée des gens ordinaires.

Chalida Tajaroensuk

Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement, Bangkok

Le BIT est bureaucratique, pas démocratique. Les fonctionnaires écoutent le patron et prennent soin de protéger leur situation.

Sakool Zuesongdham

Fondation Arom Pongpangan, Bangkok

Les dirigeants des institutions financières internationales sont comme les Bolcheviques. Ils affirment savoir ce qui est dans l'intérêt du peuple.

Alexei Simonov

Fondation de défense de la Glasnost, Moscou

Pour le FMI et la Banque mondiale, la difficulté est que leurs ressources ne sont pas à la hauteur des problèmes qu'on leur demande de traiter.

Said El-Naggar

Nouveau forum citoyen, Le Caire

efforts de démocratisation sur le niveau supraétatique de gouvernance.

Les institutions infraétatiques

Si les Etats et les organes supraétatiques ont un si faible bilan en matière de gouvernance démocratique, la décentralisation est-elle une meilleure solution ? Nombre de commentateurs estiment que les organisations infraétatiques, au niveau de la province, du district et de la municipalité, permettraient une régulation de la mondialisation économique plus proche des gens concernés. Le niveau local pourrait assurer une meilleure démocratisation de la mondialisation. Il s'agirait donc de retirer la responsabilité de la gouvernance de la mondialisation économique aux niveaux national et international, pour la concentrer au niveau local.

Il est sans doute arrivé que les gouvernements infraétatiques prennent des mesures permettant une plus grande implication et un plus grand contrôle du public sur les activités touchant les communautés locales : l'investissement, le commerce, la finance, les communications, les migrations. Par exemple, certaines villes organisent des consultations publiques avant d'autoriser une chaîne internationale de distribution à ouvrir une succursale locale. Toutefois, de telles initiatives sont relativement rares. Dans l'ensemble, les organes infraétatiques s'intéressent encore moins à la mondialisation économique que les gouvernements nationaux. Même si le slogan « penser global, agir local » est populaire depuis les années 1960, peu de fonctionnaires provinciaux et municipaux se consacrent aux questions économiques mondiales.

Même si les instances dirigeantes infraétatiques développaient au maximum leurs efforts pour parvenir à un gouvernement nettement plus démocratique de la mondialisation économique, les résultats seraient encore insuffisants. Ils administrent de petits territoires, et sont donc encore moins capables que les Etats d'exercer un contrôle unilatéral sur des relations mondiales à l'échelle de la planète.

Bien sûr, en travaillant ensemble, les institutions infraétatiques devraient accroître leur capacité à s'attaquer aux questions de mondialisation économique. Des

Nous devons nous efforcer de donner à la base les moyens d'intervenir, plutôt que de réformer les organisations mondiales ou d'en créer de nouvelles.

Nantaporn Techaprasertsakul

Campagne pour une réforme populaire des médias, Bangkok

En France, la campagne de défense des consommateurs « De l'éthique sur l'étiquette » a fait beaucoup d'efforts en direction des municipalités. Par exemple, les militants ont démarché les candidats aux élections municipales de 2001 pour qu'ils soutiennent leur cause, et plus de 100 villes ont annoncé leur soutien officiel.

En 2001, le gouvernement de la province de Québec a mis en place un Observatoire de la mondialisation comprenant plus ieurs dizaines de particuliers et d'organisations de la société civile ayant des positions politiques différentes, dans le but d'élargir le débat sur les questions de mondialisation.

La campagne « Le Golfe de Finlande » a vu des municipalités et des ONG locales tenir des festivals, des réunions publiques et des séminaires, dans un effort des citoyens, par dessus les frontières, pour combattre la pollution de la Baltique par des multinationales pétrolières.

organismes anciens tels que l'Union internationale des villes et des pouvoirs locaux (IULA), et plus récents comme l'Association mondiale des villes et des autorités locales (WACLAC) développent un multilatéralisme au niveau des gouvernements locaux. Toutefois, ces organisations transfrontalières n'ont eu jusqu'à ce jour aucune influence politique notable sur la régulation de la mondialisation économique.

Des critiques plus radicaux du système actuel de gouvernance de la mondialisation économique estiment qu'on ne pourra parvenir à la démocratie que si les communautés locales s'affranchissent de tous les organismes officiels : infraétatiques, étatiques et supraétatiques. Selon eux, le «gouvernement par le peuple» doit reposer sur la participation directe de la base. Dans le monde, nombre de mouvements sociaux ont retenu cette approche, que l'on trouve dans des mouvements de peuples autochtones, de paysans sans terre, de SDF des villes et dans des collectifs de femmes. Plusieurs initiatives comme l'Association internationale des habitants de taudis et de bidonvilles, Via campesina, StreetNet (alliance de vendeurs ambulants), et certains syndicats ouvriers internationalistes, ont développé des réseaux transfrontaliers entre des groupes locaux de base.

Sans doute la démocratie participative de terrain pourrait-elle être plus développée, face aux questions de la mondialisation économique. Il ne faut toutefois pas surestimer le niveau de contrôle auquel peut parvenir ce militantisme local à petite échelle. Les associations de base ont ouvert des poches d'expression démocratique, mais elles ont remporté relativement peu de victoires durables, le plus souvent à l'occasion d'un changement des politiques officielles. En d'autres termes, les groupes de terrain n'ont généralement pas consolidé seuls leurs gains contre les puissances mondiales. Ils n'y sont parvenus qu'en s'appuyant sur les institutions officielles infraétatiques, étatiques et supraétatiques.

Enfin, il est important de ne pas idéaliser la politique locale, qu'elle soit officielle ou basiste. Il est vrai que pour les gens le local est plus directement et plus intimement accessible que les sphères nationales ou globales. Mais la proximité ne se traduit pas automatiquement par une plus grande démocratie. Les élections locales peuvent connaître un taux de participation très bas. Les gouvernements infraétatiques peuvent être tout aussi autoritaires que les institutions étatiques ou supraétatiques. Les réseaux de terrain peuvent souffrir de hiérarchies de classe, de

Les élections locales n'ont plus de sens. Les règles internationales comme celles de l'OMC réduisent la possibilité des gouvernements locaux de prendre les mesures que veulent les gens au niveau local.

Kevin Millsip
Check Your Head, Vancouver

Quand les gens entendent parler de « démocratie », ils pensent à la démocratie libérale. Mais la démocratie représentative est illusoire. C'est une pseudo-démocratie. Il faut une démocratie directe.

Prasittiporn Kanonsri
Amis du peuple, Bangkok

C'est au niveau local que la démocratie est la plus grande, dans la mondialisation économique. C'est là que les gens ressentent les effets de la mondialisation – sur leur éducation, leur santé, sur l'hygiène publique, etc.

Patty Barrera
Frontières communes, Toronto

En Sibérie, les autorités régionales définissent leurs positions indépendamment du gouvernement national. Ce qui fait que nous, ONG sibériennes, leur apportons souvent notre soutien pour défendre nos intérêts au niveau fédéral, à Moscou.

équipe du Centre de soutien aux initiatives civiques en Sibérie, Novosibirsk

En Thaïlande, un millier de communautés participent à un « Réseau des communautés pour une opinion indépendante », qui défend une autosuffisance locale, une solidarité à la base et une intégrité écologique comme alternative à une mondialisation économique

préjugés raciaux, de sectarisme religieux et d'inégalités entre les sexes, tout comme les mécanismes officiels de gouvernance. Le local n'est pas démocratique par nature.

Les organismes privés

Jusqu'ici, la liste que nous avons dressée des déficits démocratiques visait les institutions officielles. Mais nous avons vu qu'une partie de la gouvernance de la mondialisation économique repose sur des organisations du secteur privé, comme l'Icann ou l'Association internationale du marché des valeurs mobilières (Isma). Leur bilan démocratique est le plus faible de tous.

Les problèmes commencent avec l'invisibilité. La grande majorité des citoyens – y compris de nombreux militants s'intéressant à la mondialisation – n'ont pas conscience que les systèmes de régulation privés sont importants pour divers aspects des communications, de la finance, de l'investissement et du commerce. La plupart des gens n'ont jamais entendu parler du Comité international de normalisation de la comptabilité (IASC), de Responsabilité sociale internationale (SAI) ou de l'Institut européen des normes de télécommunication (ETSI). Il est clair que la démocratie ne peut s'exercer dans des systèmes de gouvernance qui sont totalement hors de la vue du public.

De plus, les organismes privés de régulation de la mondialisation économique comportent peu, voire pas du tout, de mécanismes permettant la participation et le contrôle par le public. Des organisations comme le Groupe de surveillance des produits dérivés (*Derivatives Policy Group*, composé d'universitaires et de banquiers) n'ont aucune base électorale – même indirecte. La Fédération internationale des bourses de valeurs et le Conseil professionnel de l'Organisation mondiale du tourisme n'ont aucune procédure de consultation publique. L'ICANN ou les agences de notation comme Moody's Investor Service n'ont pas de système de responsabilité publique qui puisse jouer lorsque leurs activités de régulation causent des torts.

En bref, il est difficile de donner une justification démocratique à une gouvernance

Via campesina est un mouvement international de paysans, constitué en 1993. Il a des membres dans sept régions d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Le réseau se préoccupe régulièrement des mesures prises par la FAO, l'OCDE et l'OMC en matière d'agriculture et d'alimentation.

L'ICANN est un désastre pour la démocratie. C'est une organisation internationale privée mise en place avec la bénédiction du gouvernement des Etats-Unis. Son conseil est présidé par un homme d'affaires venant du monde des télécommunications, et le Département américain du commerce désigne la plupart de ses autres administrateurs. Les cinq directeurs régionaux de l'ICANN ont été élus par des méthodes épouvantables. Les règles de l'ICANN sont souvent arbitraires et injustes, mais le public n'y peut pas grand chose.

Carlos Afonso

Réseau d'information du troisième secteur (RITS), Rio de Janeiro

La responsabilité financière concerne tout le monde. Comment peut-on laisser le soin d'établir les règles à des organisations privées comme le Comité international de normalisation de la comptabilité (IASC) ?

Philippe Herzog
Confrontations, Paris

Les normes ISO sont établies par des systèmes privés, et ne comportent pas de normes sociales. Pourquoi les acceptons-nous ?

Chanida Chanyapate Bamford
Focus on the Global South, Bangkok

privée de la mondialisation économique. Ses défenseurs soutiennent que l'« autorégulation » par le marché est plus efficace que l'« intervention » du secteur public. Même si c'était vrai – et rien ne prouve que ce soit toujours, voire habituellement, le cas – aucun des systèmes privés ou presque n'a la moindre base démocratique.

Les problèmes structurels

L'évaluation des institutions de gouvernance de la mondialisation économique à laquelle nous venons de procéder a révélé, en matière de démocratie, des défaillances sévères et largement répandues. En fait, très peu de ces organismes obtiendraient la moyenne dans un examen de démocratie. Les problèmes dépassent toutefois les procédures institutionnelles. Les déficits constatés ont également un caractère profondément structurel.

Les manques structurels de démocratie sont une conséquence directe des principes de base sur lesquels se fonde la mondialisation économique. Par exemple, si certains groupes sont constamment et systématiquement marginalisés, la gouvernance sera généralement le « gouvernement par *une partie* du peuple » plutôt que par le peuple. Les inégalités structurelles produisent de la domination plutôt que de la démocratie.

Il ne fait guère de doute que la mondialisation économique contemporaine est plus marquée par la hiérarchie que par l'égalité. Les structures de domination prennent de nombreuses formes : inégalités entre les Etats, les classes, les cultures, les sexes ou les races. Ensemble, de telles structures de domination bien établies empêchent la plupart des populations du monde de participer à la gouvernance de la mondialisation et de la contrôler.

On peut discuter l'importance relative de ces différentes inégalités structurelles. Par exemple, certains considèrent la domination par les Etats les plus puissants comme l'obstacle numéro un à une mondialisation économique démocratique. Pour d'autres, c'est la hiérarchie des classes à l'intérieur du capitalisme qui est la

À l'ONU, on entend beaucoup de discours sur les nouveaux « partenariats public-privé », mais jamais on n'y mentionne la démocratie.

John Foster
Institut Nord-Sud, Ottawa

Le Conseil pour la gestion des forêts (FSC) est l'un des rares exemples d'organisme privé de gouvernance de la mondialisation économique qui essaie d'avoir un fonctionnement démocratique. Fondé en 1993, le FSC a rassemblé des entreprises, des associations de peuples autochtones, des groupes écologistes, des instituts de recherche, des associations de consommateurs, des ONG s'occupant de développement et d'autres, afin de mettre en place un programme mondial visant à certifier les produits forestiers obtenus de façon écologiquement, économiquement et socialement durable.

La tendance mondialiste a supplanté la démocratie à tous les niveaux.

Jessie Smith
Réseau d'information pour de véritables alternatives, Vancouver

Il faut aller plus loin qu'une démocratisation des processus. Nous devons aussi corriger l'héritage historique d'inégalité de l'économie mondiale.

Heba Handoussa
Forum de recherche économique pour les pays arabes, l'Iran et la Turquie
Le Caire

La mondialisation embarque tout le monde dans le même bateau, mais certains sont dans la soute, alors que d'autres voyagent en première classe.

Jean-François Trogrlic
Confédération française du travail (CFDT), Paris

Les intérêts des groupes défavorisés – les femmes, les pauvres et les handicapés – n'apparaissent pas dans la mondialisation économique.

Patricia Munabi
Forum pour les femmes dans la démocratie, Kampala

principale cause des défaillances actuelles de la démocratie. Il existe un troisième point de vue, selon lequel l'hégémonie de la culture occidentale est le problème structurel fondamental. Dans le même temps, les féministes soutiennent que la domination d'un sexe par l'autre est à l'origine des défauts de démocratie dans la mondialisation, et les mouvements de libération des noirs que la question centrale est celle du racisme.

Le présent rapport ne cherche pas à clore le débat. Toutes ces inégalités structurelles – et d'autres – constituent incontestablement des obstacles à la démocratie de la mondialisation économique contemporaine. On peut utilement les examiner sans pour autant les classer. L'ordre dans lequel nous allons le faire n'implique aucune hiérarchie. Il reflète plutôt la fréquence relative avec laquelle les participants à ce projet les ont citées.

Les inégalités entre états

L'idée que les effets de domination dans la politique mondiale sont le fruit de la hiérarchie entre les Etats est très répandue. Partant de là, la cause du manque de démocratie dans la gouvernance de la mondialisation serait que les gouvernements les plus riches et les plus puissants imposent leur volonté aux Etats les plus pauvres et les plus faibles.

Les citoyens des Etats dominés ont généralement beaucoup moins de possibilités pour influencer la régulation de la mondialisation économique que ceux des Etats dominants. Le niveau de participation des gens est en grande partie déterminé par l'accident historique de leur pays d'origine. Né en Grande-Bretagne – par bonheur. Né au Bhoutan – par malheur.

Cette inégalité entre Etats est encore aggravée lorsque les gouvernements puissants s'associent pour gouverner la mondialisation économique. Par exemple, le G7 tient une place importante dans la gouvernance mondiale, mais il n'est ouvert qu'à une poignée d'Etats, dont les populations représentent une petite minorité de l'humanité. De la même façon, la plupart des pays du monde ne peuvent devenir membres de la BRI ou de l'OCDE. On a déjà mentionné le problème de démocratie que pose la pondération des droits de vote dans les

Je refuse de hiérarchiser les différentes inégalités : entre pays, classes, sexes, etc. En éliminer une ne fait pas disparaître les autres. Toutes sont importantes et ont le même moteur économique.

Dominique Plihon
ATTAC-France, Paris

Le déficit démocratique de la mondialisation est plus complexe que la domination de quelques pays. Nous devons décourager cette description ultra simpliste, qui peut provoquer une réaction nationaliste.

Srisuwan Kuankachorn
Projet pour une reconquête écologique, Bangkok

Les grands pays prennent le dessus dans la mondialisation économique, aux dépens des petits. Ce n'est pas démocratique. Mais que peut faire un petit pays ? Nous ne pouvons en aucune façon surclasser le grand pays. Il nous faut donc jouer le jeu, avec ses règles non démocratiques.

Dusit Nontanakorn
Chambre de commerce thaïe, Bangkok

La « démocratie » est un concept utilisé à tout propos par l'Amérique et l'Occident pour faire progresser leurs intérêts nationaux. Il représente en réalité beaucoup moins qu'il ne devrait, lorsqu'on en vient à parler de commerce.

Paul Asimwe
Conseil chrétien uni d'Ouganda, Kampala

Les pays développés peuvent être démocratiques en interne, mais en politique internationale ils dictent leur loi aux pays faibles et pauvres, et les empêchent de déterminer eux-mêmes leur propre politique.

Fu'ad Thabit
Union pour le développement économique, Port Saïd

institutions financières internationales. De plus, les Etats les plus importants ont conclu une entente tacite pour que le Directeur général du FMI soit toujours un Européen de l'Ouest, et le Président de la Banque mondiale un citoyen des Etats-Unis.

Beaucoup parlent donc d'une domination structurelle du «Nord» sur le «Sud», des «pays développés» sur «les pays sous-développés», du «centre» sur la «périphérie». De leur côté, les pays du Sud ont bien formé plusieurs coalitions, comme le G77, le Groupe intergouvernemental des 24 sur les questions monétaires (G24) et le Groupe des 15 (G15). Mais l'influence de ces organismes n'a jamais été comparable à celle du G7. En 1999, les ministres des finances du G7 ont créé un Groupe des 20 (G20) afin d'inclure les pays considérés comme des «marchés émergents» dans les discussions sur la gouvernance de la finance mondiale. Mais le G20 reste fermé à la plupart des Etats du monde, et il n'a été jusqu'ici qu'un acteur mineur. De la même façon, l'entrée de la Russie dans le G7, qui est ainsi devenu le Groupe des 8 (G8) a peu modifié l'inégalité structurelle des Etats dans la mondialisation économique.

Parmi les Etats dominants, il en est un qui est plus égal que les autres. Les Etats-Unis disposent de plus de ressources que n'importe quel autre pays. Ils en profitent souvent pour peser lourdement sur les règles de la mondialisation économique, prêtant peu d'attention à ce que peut ressentir ou désirer la plus grande partie de l'humanité. Même si, formellement, les Etats-Unis ne monopolisent pas les organismes supranationaux comme le FMI ou l'OMC, en pratique ils semblent souvent disposer d'un droit de veto. Certains observateurs en concluent qu'une seule superpuissance dirige la mondialisation économique. On parle d'unilatéralisme, d'hégémonie des Etats-Unis et d'empire américain.

Mais que l'on mette l'accent sur la domination du Nord en général, ou plus spécialement sur celle des Etats-Unis, il est clair que l'inégalité entre Etats dans la gouvernance de la mondialisation économique bafoue les principes démocratiques. C'est à bon droit que les gens protestent lorsque certaines régions d'un pays sont marginalisées. De la même façon, on ne peut accepter que la plus grande partie de l'humanité soit dominée pour la seule raison qu'elle vit à un endroit plutôt qu'à un autre de la surface de la terre.

Le Président de la Banque mondiale doit être américain, et celui du FMI européen – ce n'est pas de la démocratie.

Prida Teasuwan
Réseau projet social, Bangkok

Si la démocratie existait en matière de mondialisation économique, on ne verrait pas les différences de richesse entre pays que l'on constate aujourd'hui.

Arthur Bainomugisha
Eglise d'Ouganda, Kampala

Le G7 et le G77 sont aussi différents que le ciel et la terre. C'est une preuve manifeste que le monde n'est pas démocratique.

Somsak Kosaisook
Syndicat des travailleurs des chemins de fer de Thaïlande, Bangkok

La mondialisation est actuellement conduite par les Etats-Unis. La « Destinée manifeste » [une formule du dix-neuvième siècle désignant la prétendue mission des Etats-Unis envers le monde] est bien vivante.

Shauna Sylvester
Institut pour les médias, la politique et la société civile, Vancouver

Dans le monde unipolaire que nous connaissons, ceux qui ont l'or fixent les règles. Si votre priorité n'est pas la même que celle du pouvoir unipolaire, vous n'avez aucune chance.

Alaa Ezz
Association des entreprises pour la protection de l'environnement, Le Caire

Hiérarchie de classe

Juste après l'inégalité entre Etats, la démocratie, dans la mondialisation économique, est confrontée à un autre obstacle structurel, l'inégalité entre les classes. Certains groupes économiques ont un avantage bien établi sur d'autres dans la gouvernance mondiale des communications, des migrations, du commerce, de la finance. Les investisseurs, les dirigeants et les membres des professions libérales ont à peu près toujours beaucoup plus voix au chapitre que les paysans, les ouvriers ou les chômeurs.

Il y a certainement de grandes inégalités de classe dans le monde. Les plus riches ont des revenus et des patrimoines beaucoup plus importants que les plus pauvres. Ces inégalités se sont considérablement aggravées ces dernières années. De plus, certaines études (pas toutes, cependant) montrent que l'élargissement du fossé entre les classes résulte pour une bonne part des politiques néolibérales mises en œuvre dans la mondialisation.

Pour les classes tout comme pour les Etats, les inégalités économiques engendrent naturellement des inégalités politiques. Les catégories sociales disposant de plus de ressources ont plus de possibilités d'exercer le pouvoir. Et le fait que les financiers, les industriels, les membres des professions libérales et les riches héritiers soient mieux placés que la majorité de leurs concitoyens pour influencer sur la gouvernance affaiblit la démocratie.

Cela conduit de nombreux critiques à dénoncer le système actuel de régulation de la mondialisation économique comme un « gouvernement des entreprises ». Les grandes multinationales disposent d'énormes ressources qu'elles peuvent utiliser pour affaiblir la démocratie. Un petit nombre de grandes entreprises domine la plupart des secteurs de l'économie actuelle. Dans cette situation, le « gouvernement par le peuple » devient facilement le « gouvernement par les hommes d'affaires » .

Dans ce contexte de domination de classe de la mondialisation économique, les gouvernements locaux et nationaux se préoccupent souvent plus des intérêts des entreprises et de la confiance des investisseurs que du reste de l'opinion publique. De plus, nombre d'Etats ont pris des mesures réduisant les possibilités pour les

La mondialisation est marquée par l'exclusion. Les travailleurs ne sont pas pris en compte et n'ont pas d'espace pour participer.

Adeilson Ribeiro Telles
Union centrale des travailleurs (CUT), Rio de Janeiro

La démocratie signifie le pouvoir du peuple. Le capitalisme signifie le pouvoir du marché et des entreprises.

Alexandre Buzgalin
Mouvement social russe « Alternatives », Moscou

La mondialisation appartient aux grandes firmes. La « démocratie » n'est qu'un mécanisme pour permettre au capital international de pénétrer dans le tiers-monde.

Pitthaya Wongkul
Comité thaï de soutien au développement, Bangkok

En théorie, le gouvernement est démocratique, mais en pratique il est clairement du côté de la mondialisation telle que la pratiquent les entreprises.

Darrin Qualman
Union nationale des fermiers, Saskatoon

L'ONU a été récupérée par les entreprises. Elle ne fait plus partie de la solution.

Srisuwan Kuankachon
Projet pour une reconquête écologique, Bangkok

L'OMC symbolise purement et simplement le règne des multinationales.

Tony Clarke
Institut Polaris, Ottawa

organisations syndicales de défendre les travailleurs dans le contexte de la mondialisation économique. De même, les processus de l'OMC impliquent plus les entreprises que les consommateurs. Les IFI traitent généralement les problèmes de dette de façon à protéger les banques plutôt que les pauvres. Les règles de l'ICANN sont plus faites pour garantir les revenus des investisseurs que pour étendre l'accès à Internet au commun des mortels.

Il est important de noter que les hiérarchies de classe dans la mondialisation économique sont transnationales par nature. En d'autres termes, on trouve des membres de l'élite capitaliste dans tous les pays, de la Belgique à la Zambie. Beaucoup de ces privilégiés vivent dans le Nord, mais il y a aussi des «super-riches» dans le Sud. De même, les classes inférieures mondiales comprennent les déshérités du Nord aussi bien que les pauvres du Sud. Bref, les divisions de classe ne coïncident pas avec les frontières nationales.

Aussi, une analyse des déficits démocratiques de la mondialisation économique s'appuyant sur les classes est différente d'un diagnostic du même problème prenant l'Etat comme référentiel. Quelle forme d'inégalité structurelle est la plus importante ? Certains analystes prétendent que tout, dans la politique mondiale, se réduit au problème des classes, d'autres à celui des Etats. Une troisième approche soutient que les hiérarchies entre Etats et entre classes affaiblissent toutes la démocratie, et qu'aucune des deux n'est réductible à l'autre.

La domination culturelle

Les inégalités structurelles vont au-delà de l'Etat et de la classe. Elles englobent aussi la culture. Selon cette analyse, la gouvernance de la mondialisation économique n'est pas démocratique quand elle impose aux gens une façon particulière d'être, de croire et d'avoir sa place dans la société.

Les débats sur la domination culturelle, que ce soit à l'intérieur des pays ou entre eux, tournent souvent autour du pouvoir de la civilisation occidentale moderne sur les autres modes de vie. Par exemple, la régulation de la mondialisation économique peut aller à l'encontre de la culture de peuples autochtones, ou s'opposer, contre la volonté des intéressés, à des principes traditionnels africains,

Le vote russe au G8, au FMI ou à la Banque mondiale ne représente pas forcément la société. C'est plutôt la voix de la puissante partie russe de l'élite mondiale, devenue riche à l'âge de la mondialisation, et dont les membres adoptent une position anti-nationale. Pour eux, le pays, c'est seulement un endroit d'où ils tirent leurs énormes fortunes.

Victor Kovaldin
Fondation Gorbatchev, Moscou

Les hommes d'affaires capitalistes construisent un gouvernement mondial. Ils méprisent les Etats. Ils sont partout, et peu leur importent les frontières. La gouvernance mondiale, telle qu'ils la conçoivent, ne sera pas démocratique

Jarun Dithapichai
Union pour la liberté civile, Bangkok

La mondialisation ne doit pas imposer un seul type de savoir, un seul type de développement basé sur le savoir scientifique européen. Nous avons besoin d'une démocratie du savoir.

Krisada Boonchai
Projet pour une reconquête écologique, Bangkok

La mondialisation, c'est l'impérialisme culturel occidental. Nous ne voulons pas avoir une seule valeur à l'aune de laquelle on évalue toutes les autres. Chaque culture a ses propres valeurs qui ne doivent pas être comparées à d'autres. Ce n'est pas l'uniformité qui fait progresser la connaissance, mais la diversité.

Pracha Hutauwatr
Ashram Wongsanit, Thaïlande

bouddhistes, confucianistes, hindous ou islamiques.

Actuellement, la culture occidentale domine de façon écrasante la gouvernance de la mondialisation économique. Par exemple, les peuples autochtones interviennent habituellement fort peu dans la détermination des règles s'appliquant aux multinationales qui viennent chez eux. De même, les autorités écartent généralement les préoccupations affectives ou spirituelles, considérées comme sans aucun intérêt pour la régulation de la mondialisation économique. Chacun est censé avoir un comportement moderne, occidental, rationaliste, laïque, capitaliste, consumériste. La civilisation dominante fixe les règles du jeu.

Les autres problèmes de subordination culturelle sont plus spécifiques. Par exemple, la domination de l'anglais dans la mondialisation économique handicape généralement celui qui ne le maîtrise pas, ce qui est le cas de nombreux négociateurs commerciaux d'Afrique francophone. De plus, les idées et les principes qui ne peuvent être facilement traduits en anglais ont souvent du mal à être entendus dans les forums mondiaux.

De plus, la gouvernance actuelle de la mondialisation économique est généralement dominée par une culture empreinte de technicité économique. La plupart des citoyens, y compris nombre de politiciens, ont beaucoup de mal à comprendre le langage des spécialistes qui gèrent la mondialisation économique. En outre, les experts évoluent généralement dans des réseaux sociaux passablement restreints. Ils fréquentent les mêmes universités d'élite, les mêmes associations professionnelles, les mêmes clubs de loisirs, etc. En conséquence, il arrive qu'il soit très difficile pour d'autres qu'eux de participer aux décisions.

En bref, donc, la gouvernance de la mondialisation économique entraîne une très large subordination culturelle. De nombreuses personnes subissent des agressions contre les valeurs qui leur sont précieuses, et cherchent des façons d'exprimer leur mécontentement et de protéger leur mode de vie. Or les organismes de gouvernance existants ont très rarement offert des perspectives pour le pluralisme culturel et la négociation interculturelle.

C'est une erreur, que de construire un modèle et de dire que tout le monde doit le suivre pour faire la mondialisation.

Abdel Lofty Abdel Moty
Union pour le développement économique, Le Caire

Les gens de nos campagnes savent un peu d'anglais, mais pour qu'ils comprennent vraiment les accords de l'OMC il faut leur donner des informations dans leur langue.

Abubakar Moki
Association nationale des fermiers ougandais, Kampala

Les féministes d'Inde ou d'Ouganda peuvent s'exprimer en anglais, mais les critiques latino-américaines ne trouvent pas une grande audience mondiale.

Maria Betânia Ávila
SOS Body – différence sexuelle et citoyenneté, Fortaleza

On demande maintenant à la Banque mondiale de publier des études d'impact de ses activités sur l'environnement, mais comment le public peut-il comprendre ce langage obscur et faire une contre-analyse efficace ?

Hélène Ballande
Les amis de la terre, Paris

Nous devons imaginer un mode de démocratie qui soit compatible avec la diversité des droits et des cultures du monde. Chacun doit se sentir à l'aise dans sa tradition.

François-Xavier Verschave
Survie, Paris

C'est en discutant de nos différences que nous ferons émerger la démocratie dans le monde.

Lyndsay Poaps
Check Your Head, Vancouver

Les autres formes de domination

La plupart des débats sur l'inégalité structurelle dans la mondialisation économique actuelle soulignent la domination par les Etats, les classes ou les cultures. Mais il y a d'autres hiérarchies qui affaiblissent la démocratie. Qu'elles soient moins souvent mentionnées ne signifie pas nécessairement qu'elles ont moins d'importance.

L'inégalité entre sexes en est un exemple. Les femmes constituent à peu près la moitié de l'humanité, mais seulement une petite minorité des décideurs participant à la gouvernance de la mondialisation économique. En outre, elles ont souvent plus de mal que les hommes à se faire entendre par ceux qui font les choix. Nombre de jeunes filles dans le monde souffrent d'un accès inégal aux services essentiels comme l'éducation et les soins médicaux, ce qui compromet leur capacité à devenir dans leur vie adulte des citoyennes à part entière.

L'inégalité raciale fait également obstacle à une mondialisation démocratique de l'économie. Comme les femmes, les gens de couleur sont très sous-représentés dans les milieux officiels chargés des questions économiques mondiales. Les Africains et les descendants d'Africains sont confrontés à une exclusion telle qu'il devient fréquent de parler d'« apartheid mondial ». Et si l'on excepte de rares événements comme la Conférence mondiale contre le racisme, patronnée par l'ONU en 2001, la race est un problème qui n'est à peu près jamais abordé explicitement dans la gouvernance de la mondialisation économique.

Le fossé entre urbains et ruraux constitue également un obstacle structurel à la démocratie dans la mondialisation économique. Les principales institutions de gouvernance sont situées dans de grandes villes auxquelles beaucoup de ruraux ne peuvent accéder. De plus, les fonctionnaires qui assurent la régulation des affaires économiques mondiales ont des origines citadines et ne sont pas bien armés pour comprendre les questions rurales.

D'autres inégalités – liées à l'âge, à des handicaps ou aux préférences sexuelles – peuvent également contribuer à affaiblir la démocratie dans la mondialisation économique. Par exemple, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) est l'un des très rares (et très chichement doté) lieux de gouvernance supra-étatique

Il nous faut développer le concept de différence entre les sexes, afin que les femmes comprennent ce qu'est la domination patriarcale dans la mondialisation économique.

Supensri Pungkoksung
Amis de la femme, Bangkok

Les défauts de démocratie sont un problème de sexe. Plus les femmes participeront à la décision – depuis le budget familial jusqu'à la Banque mondiale – plus la démocratie progressera.

Claude Piganiol-Jacquet
ATTAC-France, Groupe mondialisation et femmes, Paris

Le paradigme dominant est celui de la supériorité blanche, alors que les deux tiers de la population du monde ne sont pas blancs. Si l'on ne change pas cette situation absurde on ne peut pas parler de démocratisation de la mondialisation.

Sueli Carneiro
Géledes – Institut de la femme noire, São Paulo

Avant la mondialisation, le racisme était limité à quelques endroits. Il est maintenant répandu par le moyen des nouveaux outils de communication comme Internet et la télévision par satellite.

Yousri Moustafa
Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme

Les enfants qui travaillent sont complètement impuissants dans la mondialisation économique. Ils ne peuvent pas défendre leurs droits et sont sacrifiés à la croissance économique obtenue par des exportations à bas prix.

Khemporn Wiroonrapun
Fondation pour le développement de l'enfant, Bangkok

qui se consacre aux jeunes. Aucun organisme ne se penche sur les problèmes spécifiques des personnes âgées, des handicapés ou des minorités sexuelles.

Conclusion

Comme nous l'avons vu dans les pages qui précèdent, passer en revue, même superficiellement, les problèmes de démocratie dans la mondialisation économique contemporaine conduit à écrire une longue histoire. Une série de problèmes institutionnels se combinent avec une série de problèmes structurels pour créer une situation hautement non-démocratique. Nous imaginons habituellement la démocratie comme le gouvernement par la majorité, avec des droits pour la minorité. La situation dans la mondialisation économique contemporaine a plutôt tendance à être le gouvernement par la minorité sans droits pour la majorité.

Comme le montrent les nombreuses citations d'acteurs de la société civile que nous reprenons dans ce rapport, les gens du monde entier et de tous les secteurs admettent que la démocratisation de la mondialisation économique est une question urgente. Dans le même temps, la plupart ne disposent pas d'un diagnostic clair et détaillé des déficits démocratiques. Même les militants expérimentés ayant une compréhension approfondie du problème ont des difficultés à concevoir une stratégie permettant de le traiter efficacement.

Dans la suite de ce rapport, nous examinerons ce qui peut être fait pour s'attaquer aux déficits démocratiques de la mondialisation économique. Nous ne tenterons pas de présenter une solution globale. Nous regarderons comment les mouvements de la société civile peuvent aider à incorporer plus de « gouvernement par le peuple » à la gouvernance des grands pans de la mondialisation économique.

Les forces mondiales déterminent largement la forme de la démocratie, mais dans quelle mesure ces forces sont-elles démocratiques ?

Betty Kwagala
Institut Makerere de recherche sociale, Kampala

Plus la mondialisation s'accélère, plus le processus de démocratisation ralentit en Thaïlande.

Reawadee Prasertjareonsuk
ONG Comité de coordination pour le développement, Bangkok

Généralement, dans la mondialisation, les gros poissons mangent les petits. C'est un nouveau darwinisme social des riches sur les pauvres.

Hoda Badran
Alliance pour les femmes arabes, Le Caire

La situation actuelle, avec des écarts considérables dans le monde, est comme le temps : si l'on mélange du très chaud avec du très froid, on obtient une tempête.

Aspasia Camargo
Centre international pour un développement durable, Rio de Janeiro

Une mondialisation qui laisse beaucoup de gens dehors, abandonnés, engendrera de nombreux 11 septembre, un peu partout.

Vladimir Borissenkov
Académie russe d'éducation, Moscou

Le chemin de la démocratie dans le monde est long et compliqué. Aucune forme ne pourra suffire seule.

Eric Loiselet
Forum pour un investissement responsable, Paris

Troisième partie

Comment la Société civile contribue à démocratiser la mondialisation économique

La société civile constitue-t-elle une réponse aux déficits démocratiques de la gouvernance de la mondialisation économique ? Comme pour tout ce qui concerne la démocratie, la réponse n'est pas évidente.

L'activité de la société civile n'est pas la seule, ni la plus complète, ou nécessairement la meilleure réponse aux questions posées dans la deuxième partie. Les gouvernements, les parlements et les partis politiques peuvent aussi beaucoup contribuer à faire progresser la démocratie dans la mondialisation économique. Les réformes institutionnelles des agences multilatérales et un arrêt de la privatisation de la gouvernance pourraient aussi faire avancer les choses. En un mot, la société civile ne suffit pas à elle seule. Et les associations de la société civile n'ont pas un effet automatique de démocratisation de la

mondialisation. En fait, comme nous l'avons déjà signalé, certaines associations de la société civile comme les groupes racistes sont par essence antidémocratiques. D'autres organismes de la société civile, qui soutiennent en principe la démocratie, ne donnent guère, en pratique, la priorité à sa défense. Cette relative négligence est particulièrement caractéristique des organisations qui soutiennent de puissants intérêts en place.

Cela dit, dans de nombreux autres cas, les mouvements de la société civile peuvent certainement aider les citoyens à prendre conscience des problèmes que pose la régulation de la mondialisation économique, à s'y impliquer et à les maîtriser. Ses interventions sont bénéfiques pour les ingrédients vitaux de la démocratie que sont l'éducation, le débat public, la participation des citoyens, la transparence et la

responsabilité des décideurs envers le public. Nous allons voir que sur ces cinq points les associations de la société civile contribuent déjà beaucoup à la démocratisation de la mondialisation économique.

Par ailleurs, les groupes de la société civile pourraient faire beaucoup mieux dans chacun de ces domaines. Les fruits possibles de leurs actions pour une gouvernance démocratique de la mondialisation économique sont beaucoup plus importants que ce qui a déjà été acquis à ce jour. Il reste beaucoup à faire. Dans les parties 4 et 5, nous examinerons diverses circonstances qui limitent les contributions de la société civile. Dans la sixième partie, on trouvera des suggestions sur ce qui peut être fait pour en accroître les avantages à l'avenir.

Pour rendre démocratique la gouvernance de la mondialisation économique, il faut une réelle intégration de la société civile.

Maria Betânia Ávila
SOS Body – Différence sexuelle et citoyenneté, Fortaleza

Tous les groupes de la société civile devraient être impliqués dans le processus de mondialisation. Voulons-nous une dictature ou la voix de la population ?

Shafik Gabr
Forum économique international d'Égypte, Le Caire

L'éducation du public

Une démocratie réelle repose sur des citoyens informés. L'éducation est donc vitale. Un public ignorant ne peut pratiquer une autodétermination collective significative. Pour s'emparer démocratiquement du pouvoir sur une question – comme la mondialisation économique – les gens doivent comprendre les concepts qui s'y rapportent, les principes, les politiques, les procédures, l'éthique et les témoignages.

Aussi, les associations de la société civile peuvent jouer un rôle démocratique essentiel en contribuant à l'éducation du public sur la mondialisation économique et la façon dont elle est régulée. Cela consiste à fournir aux citoyens des informations pertinentes sur la gouvernance de la mondialisation et à développer leur capacité à analyser et interpréter ces informations. Le rôle d'éducation du public est particulièrement important lorsque – et c'est le cas aujourd'hui – les autres institutions comme le gouvernement, les partis politiques, les écoles et les médias ne parviennent pas à fournir aux citoyens les données et les analyses nécessaires, sur ces questions.

Les groupes de la société civile peuvent encourager l'éducation du public de plusieurs façons. Ils peuvent organiser des manifestations éducatives, alimenter des centres de documentation, produire des matériels éducatifs et faire de la publicité dans les médias. Pour que les retombées démocratiques soient maximales, les initiatives de la société civile doivent réussir à toucher – si possible de façon identique – tous les pays, toutes les cultures et tous les groupes sociaux.

Les manifestations éducatives sur la mondialisation économique et sa gouvernance peuvent prendre des formes diverses. Des associations de la société civile ont animé d'innombrables séminaires, conférences, symposiums, colloques, ateliers, groupes de discussion, tables rondes, représentations et tournées artistiques. Certaines organisations de la société civile ont également développé des programmes complets sur la mondialisation économique. Ces multiples occasions d'apprendre réunissent régulièrement des dizaines de personnes, parfois des centaines, voire des milliers. De plus, le lobbying auprès des parlementaires peut participer à la formation des élus en matière de mondialisation économique.

La connaissance est la première condition de la démocratie.

Jean Saint-Denis
Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Montréal

La mondialisation économique n'a pas été intégrée dans les programmes scolaires. Les élèves du secondaire ne connaissent rien dans ce domaine.

Suthipand Chirathivat
Faculté d'économie, Université de Chulalongkorn, Bangkok

Le rôle le plus important de la société civile dans la gouvernance de l'économie est l'éducation du public.

Andrei Kortunov
Fondation pour la science, Moscou

ATTAC-France organise régulièrement dans ses 200 groupes locaux des conférences et des débats sur des questions internationales de finance, d'économie et de commerce. Le mouvement tient aussi une université d'été sur les bases de l'économie, qui attire chaque année 800 personnes.

Dans les trois ans qui ont suivi son lancement, en 1999, *Check your head*, le réseau international d'éducation pour la jeunesse, a tenu dans les écoles de la province canadienne de Colombie Britannique 700 ateliers sur la mondialisation, touchant 10 000 personnes. Le Réseau d'information pour des alternatives véritables (RAIN) à Vancouver, propose au public, depuis 1998, un programme de 8 semaines sur la mondialisation économique.

L'institut de la population, à Moscou, a conçu un programme de deux semaines sur le thème « la mondialisation et les rapports entre les sexes ». Au Canada, le Comité national d'action sur le statut des femmes a mis au point une boîte à outils sur les femmes et la mondialisation.

L'institut brésilien de défense des consommateurs (IDEC) a conçu plusieurs programmes sur les droits des consommateurs et préparé des matériels pédagogiques à l'usage des enseignants.

Le militantisme peut aussi constituer par lui-même un processus d'apprentissage. Le fait de participer à des actions collectives et à des discussions informelles peut rendre les gens plus conscients des forces de la mondialisation économique qui déterminent leur destin. Cette façon d'« apprendre en faisant » peut être particulièrement importante pour les personnes peu éduquées et ayant un faible niveau d'alphabétisation. L'implication dans les mouvements de la société civile peut donc aider les citoyens – notamment ceux qui appartiennent à des groupes dominés – à prendre conscience politiquement de leur identité, de leurs intérêts et de leur droit à la parole.

Les centres de documentation et d'information sont des lieux plus permanents d'éducation du public. Par exemple, quelques associations de la société civile ont créé des bibliothèques et des centres de documentation sur la mondialisation économique et sa gouvernance. Et des groupes, beaucoup plus nombreux, ont construit des sites web donnant accès à de grandes quantités d'informations.

Pour ce qui concerne les matériels éducatifs, les groupes de la société civile ont produit, collectivement, une quantité considérable de plaquettes, brochures, bulletins, lettres d'information, magazines, livres, notes, dossiers, manuels pédagogiques, produits audiovisuels, affiches, bandes dessinées et autres, sur la gouvernance de la mondialisation économique. Il est de plus en plus fréquent que ces publications prennent une forme numérique aussi bien qu'imprimée. Beaucoup de ces matériels sont conçus spécialement pour être accessibles aux citoyens ordinaires tout comme aux experts. Certains outils pédagogiques sont de plus réalisés en plusieurs langues, afin d'atteindre un public plus large.

Quant à la publicité dans les médias, les groupes de la société civile aident le public à prendre conscience de la mondialisation économique par des communiqués, des conférences de presse, des articles dans les journaux et magazines destinés au grand public, des programmes de télévision et des émissions de radio (dont certaines permettent le dialogue avec les auditeurs). Il arrive que les militants de la société civile fassent des « coups » publicitaires, en lançant des annonces-choc ou en brûlant des effigies. A d'autres moments les organisations se servent des médias pour diffuser dans le grand public des analyses détaillées de la gouvernance de la mondialisation économique.

Nous ne faisons pas de « cours » sur la mondialisation aux sans-abri. Nous commençons par les convaincre qu'ils doivent lutter, puis nous entamons un processus de discussion qui les amène à comprendre pourquoi ils sont pauvres.

Rafael

Mouvement des travailleurs sans-abri, Rio de Janeiro

La mondialisation – le pour et le contre – est un des principaux thèmes que nous expliquons à nos millions de disciples dans toute l'Égypte, dans des réunions d'instruction, des journaux et des sites web.

Dirigeant anonyme des Frères musulmans, Le Caire

En mars 1999, Focus on the Global South, à Bangkok, a organisé un colloque sur « La souveraineté économique dans un monde en voie de mondialisation », qui a réuni près de 400 personnes de tous les coins du monde. Le congrès annuel du Forum économique international d'Égypte prête beaucoup d'attention aux questions internationales. En janvier 2002, la Fédération des syndicats indépendants de Russie a tenu un congrès important sur la mondialisation.

En 2002, l'Institut Ethos à Sao Paulo a organisé une foire-exposition sur la responsabilité sociale des entreprises, où 200 sociétés ont pu montrer leur travail dans ce domaine, apprendre les unes des autres et sensibiliser les gouvernements, les médias et les ONG.

Fondé en 1985, le RITIMO, réseau des centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale, met à la disposition du public 45 points d'information, dans toute la France.

Le Centre d'Histoire de la Mondialisation, à Moscou, organise chaque mois des conférences gratuites au musée d'histoire nationale, et les enregistre sur CD-Rom à l'usage des écoles et des universités.

Les mouvements de la société civile ont donc de multiples façons de contribuer puissamment à plus de démocratie, par l'éducation du public. Depuis quelques années, ils ont permis à de nombreux citoyens d'acquérir une meilleure connaissance de la mondialisation économique, et de ne pas craindre de dire ce qu'ils en pensent.

Cela dit, il reste beaucoup à faire dans ce domaine, en qualité comme en quantité. En effet, comme nous le verrons plus en détail dans la quatrième partie, il arrive que les efforts de la société civile nuisent en fait à l'éducation du public en matière de mondialisation économique. L'information peut en effet être inexacte, les différents points de vue déformés, et cela peut renforcer la discrimination envers les groupes dominés.

Le débat public

Dans une démocratie, les citoyens ne sont pas seulement éduqués. Ils sont aussi actifs. Ils n'acceptent pas passivement ce que disent et font les dirigeants. Au contraire, les gens forment librement leur opinion et prennent position après avoir soigneusement examiné les différentes lignes de conduite possibles. La gouvernance démocratique repose donc sur un débat public ouvert et vigoureux entre les différents points de vue et les différents choix.

Parallèlement aux activités d'éducation du public, les associations de la société civile peuvent faire progresser la démocratie dans la mondialisation économique en créant des occasions de débat public sur de nombreuses situations ou choix politiques. La société civile est un lieu où les citoyens – de préférence tous les citoyens sans exception – peuvent débattre ensemble de leur façon d'envisager l'avenir.

Le Centre égyptien pour les études économiques envoie gratuitement ses publications à un millier de personnes de différents secteurs de la société. De la même façon, le Forum de recherche économique pour les pays arabes, l'Iran et la Turquie, installé au Caire, diffuse les résultats de recherches universitaires à plusieurs milliers de destinataires, dans un langage accessible, que ce soit en arabe ou en anglais

Le conseil scientifique d'ATTAC-France a publié une douzaine de brochures éducatives sur de nombreux sujets touchant à la mondialisation économique. Toutes sont très bon marché et écrites pour le grand public. ATTAC-France publie également un bulletin électronique en plusieurs langues, qui comptait plus de 12 500 abonnés, dans le monde entier, en avril 2003.

Les participants au Réseau sur la dette, en Ouganda, utilisent souvent des débats radiodiffusés et des émissions de dialogue avec les auditeurs pour discuter avec les communautés locales de questions de politique sociale et économique liées à la dette et à son allègement.

La société civile apporte une plus grande diversité de choix. Si les dirigeants internationaux sont tous des hommes d'affaires, ils ne donnent qu'un seul point de vue.

Olga Makarenko
Organisation humanitaire « Queen Olga », Moscou

Le rôle des ONG est de s'opposer à l'unipolarité et d'encourager la multipolarité.

Mohamed Idris
Association centrale des unions coopératives, Le Caire

Cette contribution démocratique de la société civile est particulièrement importante à un moment où la plupart des milieux dirigeants, partout dans le monde, conçoivent de la même façon la gouvernance de la mondialisation économique. Nombre de commentateurs parlent à ce propos d'un « Consensus de Washington » sur des principes « néolibéraux ». Le point de vue dominant est que la mondialisation économique doit être un marché « libre », auquel on parvienne par des politiques de privatisation, de libéralisation, de déréglementation et de maîtrise de la fiscalité.

Toutefois, en termes de démocratie, ce n'est pas tellement le caractère particulier du point de vue dominant qui compte. Il est dangereux pour la démocratie qu'une approche, *quelle qu'elle soit* – néolibérale ou autre – menace d'obtenir un monopole sur la gouvernance de la mondialisation économique. Si un point de vue s'impose de façon absolue, les dirigeants sont vite tentés de devenir autoritaires et de réprimer toute divergence d'opinion.

Les associations de la société civile jouent donc un rôle démocratique important dans la mondialisation économique en défendant le pluralisme. Certains groupes soutiennent les approches néolibérales, alors que d'autres s'opposent aux mesures politiques et aux organes de gouvernance actuels. En outre, certains militants sont passés d'un rejet pur et simple du statu quo à des propositions précises de règles et d'institutions capables d'orienter la mondialisation. Différents organismes de la société civile défendent des modèles alternatifs de régulation des activités économiques mondiales inspirés par des points de vue nationalistes, socialistes, féministes, écologistes, spiritualistes et autres.

En bref, la société civile offre un forum où le public peut débattre vigoureusement – et, nous espérons, de façon non-violente – de toutes sortes d'idées sur la gouvernance de la mondialisation économique. La clé démocratique est de garder les choix ouverts et d'entretenir un climat politique permettant aux citoyens de poser leurs questions et de contester ceux qui ont le pouvoir.

Le Conseil suprême des musulmans d'Ouganda fait des propositions sur des questions économiques, qui vont dans une direction différente de celle du monde en général.

Sarawut Pratoomraj
Comité de coordination des organisations des droits de l'homme de
Thaïlande, Bangkok

Souvent, les gouvernements ne voient pas les aspects négatifs des accords commerciaux. La société civile leur apporte d'autres points de vue, soulevant des problèmes qui autrement n'apparaîtraient jamais.

Will Horter
Dogwood Initiative (précédemment : Avenirs des forêts), Victoria, BC

Les groupes de la société civile ont tenu des « Forums du peuple » et des « contre-sommets » parallèlement à beaucoup de réunions officielles régionales et mondiales, comme celles de la CEAP, de l'UE, du G7, du FMI et de la Banque mondiale, de l'ONU, de l'OMC et d'autres. Ces rassemblements offrent un espace pour débattre de mesures et de politiques différentes pour la mondialisation économique. Souvent, les déclarations faites par la société civile lors des réunions parallèles contestent les communiqués officiels.

Un groupe de travail de la société civile sur les droits aux communications dans la société de l'information (CRIS) a préparé des propositions et des stratégies alternatives pour le Sommet mondial sur la société de l'information réuni par l'Union internationale des télécommunications en 2003.

Depuis 2001, le Forum social mondial, auquel participent des centaines de groupes réformistes et radicaux de la société civile, se réunit chaque année en janvier-février, en même temps que le Forum économique mondial, qui représente le point de vue des entreprises et encourage une mondialisation largement libérale. Le débat entre les deux forums anime vigoureusement la discussion politique autour de la mondialisation.

La participation du public

Parallèlement à l'éducation et au débat public, la démocratie se caractérise par la participation. La gouvernance est donc d'autant plus démocratique que tous les gens concernés prennent part – directement ou indirectement – aux discussions et aux décisions politiques. Dans une démocratie, les citoyens se doivent d'être écoutés.

Les associations de la société civile peuvent aider les citoyens à influencer sur les décisions. Ce rôle est particulièrement important à un moment où, comme nous l'avons noté plus haut, les institutions législatives représentatives, partout dans le monde, ne réussissent pas à organiser la contribution du public à la régulation de la mondialisation économique. De plus, les mouvements de la société civile peuvent permettre la participation de groupes sociaux tels que les pauvres et les femmes qui, d'habitude, parviennent difficilement à se faire entendre en politique (y compris dans les assemblées élues).

Les organisations de la société civile parviennent de plus en plus souvent à accéder directement aux organes officiels qui régulent la mondialisation, ouvrant des voies qui permettent d'exprimer les points de vue des citoyens et de les transmettre aux autorités. Ces vingt dernières années, de nombreux organismes (mais pas tous) supra-étatiques, étatiques et infra-étatiques ont développé des liens avec quelques groupes (mais pas tous) de la société civile. Par exemple, des associations participent à des consultations politiques officielles. Elles font partie de délégations et siègent dans des comités officiels. Elles peuvent faire des déclarations lors de séances parlementaires et de conférences multilatérales, soumettre des notes exprimant leur opinion et faire pression sur les autorités. Il arrive que les fonctionnaires participent à des manifestations organisées par la société civile, aux côtés des militants.

De ces façons, et d'autres, les associations de la société civile fournissent à un large public des occasions d'être représenté dans les processus de décision qui le concernent. En réalité, il n'y a souvent que quelques porte-parole de la société civile à participer effectivement aux débats officiels. Mais tant qu'ils gardent un contact étroit avec leurs mandants, ils peuvent faire connaître les expériences et les préoccupations de larges publics, y compris de divers groupes marginalisés. L'activité de la société civile établit alors une passerelle entre les citoyens ordinaires et les institutions de

Chaque réunion internationale devrait être précédée par une rencontre avec la société civile afin que les gouvernements et les institutions multilatérales s'informent sur les préoccupations du public sur les sujets qu'ils s'approprient à traiter.

Ibrahim Allam

Organisation arabe pour les droits de l'homme, Le Caire

Depuis ce qu'on a appelé « la bataille de Seattle », à la fin de 1999, les ministères du commerce ont multiplié leurs contacts avec la société civile. Au Canada, le ministère des affaires étrangères et du commerce international a un programme substantiel de rencontres avec des associations. En France, le ministre du commerce extérieur reçoit longuement, tous les deux mois, des acteurs de la société civile. En Russie, l'adhésion à l'OMC est débattue dans une commission tripartite comprenant le gouvernement, le monde des affaires et les syndicats. En Ouganda, le ministre du commerce et de l'industrie a mis sur pied un Comité inter-institutionnel sur les questions relevant de l'OMC, avec dans tous les sous-comités des représentants de la société civile.

En 2001, en Thaïlande, les organisations paysannes et les ONG constituaient un tiers du comité qui a préparé le texte officiel d'application de l'Accord (OMC) sur les droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce (ADPIC)

Au niveau régional, l'UE et le MERCOSUR ont mis en place plusieurs mécanismes pour recueillir les contributions de la société civile à leurs processus de décision. Les groupes français intéressés à certains aspects de la mondialisation économique ont une activité régulière de lobbying à Bruxelles.

régulation.

D'autres modes de participation à la gouvernance de la mondialisation économique, par l'entremise des groupes de la société civile, touchent indirectement les autorités. Par exemple, des associations ont organisé d'innombrables réunions publiques au cours desquelles les citoyens pouvaient exprimer leurs préoccupations et faire des propositions. Nombre de ces réunions se tiennent fort discrètement dans des bureaux, des salles de conférences et via Internet. D'autres prennent la forme de rassemblements bruyants, de défilés et d'occupations, comme lors des manifestations dites « anti-mondialisation », très médiatisées, de ces dernières années. Les dirigeants tiennent souvent compte de ces événements, même s'ils ne sont pas personnellement sur place.

Les groupes de la société civile encouragent aussi la participation indirecte du public à la gouvernance de la mondialisation économique, par des rapports, des pétitions ou des campagnes de lettres sur divers thèmes. Il est certain que ces prises de position n'ont pas le poids et la légitimité d'un référendum officiel. Néanmoins, elles permettent aux citoyens de faire entendre leur opinion et elles peuvent avoir une influence à la fois sur la politique officielle et sur l'opinion publique.

À côté d'actions de masse traditionnelles comme les manifestations et les pétitions, certaines associations de la société civile encouragent des moyens plus artistiques de participer à la gouvernance de la mondialisation économique. Certains citoyens s'engagent plus aisément dans la politique – et ont plus d'influence –, en utilisant la danse, le dessin, la poésie, la chanson, le théâtre ou les T-shirts qu'en parlant ou en défilant. Les programmes de la société civile peuvent aussi fournir des possibilités pour ce type d'engagement.

Par de nombreux moyens, donc, les actions de la société civile développent la démocratie dans la mondialisation économique, lorsque les forums professionnels, les groupes communautaires, les syndicats de travailleurs, les ONG, les associations religieuses, les instituts de recherche et autres organisations volontaires donnent à un large public la possibilité de participer aux processus politiques qui déterminent son destin. En un mot, l'implication dans la société civile donne aux citoyens plus d'occasions de faire entendre leur voix.

Depuis 1999, le FMI et la Banque mondiale ont demandé aux gouvernements bénéficiant d'allègements de leur dette de préparer, en consultation avec les groupes de la société civile, un Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) qui expose comment les sommes économisées sur le remboursement de la dette seront utilisées pour combattre la pauvreté. Au début de 2000, plusieurs dizaines de groupes de la société civile ougandaise ont fourni des contributions au DSRP de leur pays. De plus, un groupe de travail a organisé des consultations sur ce document avec des centaines de citoyens ordinaires dans des collectivités locales de tout le pays.

L'Association de protection des consommateurs d'Ouganda anime un Forum des parties prenantes à la mondialisation, qui réunit périodiquement des militants et des officiels pour débattre des conséquences sociales, économiques et écologiques de la mondialisation.

Grâce à la publicité qui leur a été faite par les médias, les manifestations de rue sont devenues une forme bien connue de participation de la société civile à la politique de la mondialisation économique. Par leur forte médiatisation, des manifestations comme celles de Gênes, Québec ou Washington ont attiré l'attention du monde entier. Le Mouvement des populations affectées par les barrages (MAB) organise régulièrement des marches, au Brésil. En Thaïlande, les associations de paysans et d'ouvriers tiennent de la même façon différents rassemblements sur les questions de commerce et d'investissements internationaux. Les syndicats, en Russie, ont organisé de nombreuses manifestations contre les politiques néolibérales d'ajustement structurel. Dans d'autres pays, comme l'Égypte, on ne connaît pas de manifestations de rue de la société civile à propos de la mondialisation.

Jubilé 2000, la campagne des églises en faveur de l'annulation des dettes des pays pauvres, a été soutenue par des pétitions qui ont réuni 600 000 signatures au Canada, 520 000 en France, 100 000 en Ouganda et plus d'un millier en Thaïlande. Au Brésil, dans le même temps, les ONG et l'église catholique organisaient un « référendum sur la dette » non officiel, qui a compté 6 millions de votants. Par contre, ni l'église copte ni l'église russe orthodoxe n'ont participé à cette campagne.

Bien entendu, des problèmes de démocratie peuvent surgir lorsque la participation à la société civile est faussée par les mêmes inégalités structurelles dont souffre la gouvernance de la mondialisation économique. Par exemple, les groupes du Nord ont plus facilement accès aux institutions de régulations que ceux du Sud. Par le biais des associations de la société civile, les riches peuvent profiter d'un niveau plus élevé de participation que les pauvres. Les femmes et les gens de couleur sont structurellement désavantagés par rapport aux hommes et aux blancs. Nous reparlerons plus longuement, dans la cinquième partie, de ces obstacles – et d'autres – à une participation démocratique à la société civile.

En 2003, en Thaïlande, vingt-deux réseaux de la société civile ont fondé un Parlement du peuple qui tient des réunions trimestrielles où les gens qui sont directement concernés peuvent venir parler, par exemple, du SIDA, des projets d'infrastructure financés mondialement ou d'agriculture alternative.

En 1999, les associations de la société civile ont largement mobilisé le public canadien en faveur de la taxe Tobin. Après plusieurs mois de pétitions, de lettres et de publicité dans les médias, le Parlement canadien a adopté une motion en faveur d'une taxation des opérations de change internationales.

En France, Agir ici, une association de solidarité en faveur du développement, mobilise chaque année les citoyens par des campagnes sur divers aspects de la mondialisation économique. En collaboration avec d'autres organisations, elle demande aux citoyens d'envoyer des cartes postales pour attirer l'attention des autorités. 15 à 30 000 cartes sont expédiées chaque année.

En 1998-99, Empower, groupe de défense des prostituées en Thaïlande a distribué des milliers de mouchoirs où était brodée la phrase « Le FMI ne peut pas me faire pleurer », façon d'exprimer leurs difficultés pour ces femmes qui se débattaient dans les conséquences de la crise financière asiatique de la fin des années 1990.

La transparence vis-à-vis du public

L'éducation, le débat et la participation du public sont compromis si la gouvernance ne s'exerce pas en pleine clarté. Les citoyens ne peuvent pas recevoir une éducation qui convienne, conduire des débats satisfaisants ou participer efficacement si les milieux officiels fonctionnent dans le secret derrière des portes fermées. La démocratie exige la transparence. Les opérations de régulation doivent être menées ouvertement, afin que tous les citoyens disposent d'une information fiable leur permettant de juger les résultats des lois et des hommes qui les gouvernent.

Pour démocratiser la mondialisation économique les gens doivent connaître ce qui se passe. Ils peuvent alors savoir comment agir et sentir qu'ils ont une prise sur le processus.

Boonthan Verawongse
Centre de ressources pour la paix et les droits de l'homme, Bangkok

Les associations de la société civile peuvent donc rendre un service supplémentaire à la démocratie en faisant en sorte que la gouvernance de la mondialisation économique soit plus transparente pour tous ceux qui sont concernés. Cette fonction est particulièrement importante aujourd'hui, alors que beaucoup de règles portant sur la mondialisation des communications, de la finance, des investissements, des migrations et du commerce s'appliquent hors de la vue du public. Souvent les citoyens ne savent pas – et ont du mal à découvrir – quelles sont les décisions politiques qui ont été prises, quand, par qui, en partant de quel choix possible, sur quelles bases, avec quels résultats attendus et quelles ressources pour assurer leur mise en œuvre.

Pour redresser cette situation, plusieurs groupes de la société civile ont poussé les autorités régulant la mondialisation économique à être plus ouvertes à propos de leur travail. Les militants ont demandé à plusieurs occasions aux organes de gouvernance d'augmenter leur visibilité publique par des brochures d'information, des rapports annuels, des sites web, des expositions, des exposés, des parutions dans les médias, etc. De plus, certaines associations de la société civile ont mené campagne pour que les dirigeants de la mondialisation économique publient les mesures importantes qu'ils prennent, ainsi que leurs projets, afin que les citoyens soient en mesure d'analyser la situation et les choix par eux-même, et de participer en étant mieux informés.

Parfois, les groupes de la société civile mettent aussi l'accent sur le besoin d'une transparence *effective*. Divulguer des informations est une chose. Les rendre compréhensibles par toutes les personnes concernées en est une autre. Aussi, les défenseurs de la société civile pressent les autorités intervenant dans la régulation de la mondialisation économique de se rendre réellement visibles auprès des citoyens ordinaires. Par exemple, les budgets doivent être présentés sous une forme facilement compréhensible. Les documents exposant les politiques, lorsqu'ils sont publiés, doivent éviter les termes techniques, les acronymes obscurs, le jargon professionnel et tout vocabulaire spécialisé qui risque de gêner un public de profanes et de le rendre hostile. Les documents doivent être traduits dans les langues appropriées, et des exemplaires imprimés doivent être prévus pour les gens qui n'ont pas accès à Internet. En d'autres termes, la pression de la société civile peut garantir que cette « transparence » va au-delà du discours et du faux-semblant, et qu'elle contribue bien à la démocratie.

En 1997, la pression exercée par le Réseau brésilien sur les institutions financières internationales (Rede Brasil) a permis que le Document-stratégie pays de la Banque mondiale pour le Brésil soit publié et traduit en portugais.

En 1998, les organisations de la société civile au Canada et en France ont publié le texte – jusque là secret – de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) qui avait été négocié par le biais de l'OCDE. Cette divulgation a amplifié le débat sur cette proposition, qui, par la suite, a été abandonnée.

En Ouganda, les ONG écologistes ont poussé le gouvernement à publier son accord avec la plus grande compagnie d'électricité du monde, AES Corp, sur le projet d'un barrage de 500 millions d'USD à Bujagali sur le Nil

En grande partie grâce à la pression des groupes de la société civile, le Club de Paris (un forum intergouvernemental créé pour régler les problèmes liés aux dettes bilatérales) a ouvert au public un site web en 2001.

En France, quelque quarante groupes de la société civile ont mené une campagne en 1999 sur le thème « transparence, démocratie : les Institutions financières internationales aussi ! ». Depuis, le gouvernement français présente à l'Assemblée nationale un rapport de ses activités au sein des Institutions de Bretton Woods.

Le Réseau de solidarité Maquila, installé à Toronto, cherche à améliorer la diffusion et l'intelligibilité des informations fournies par les entreprises, pour que les consommateurs qui veulent acheter sur des critères éthiques soient mieux à même de juger le comportement des compagnies transfrontières qui opèrent dans les zones du Mexique consacrées à l'exportation.

Avant le sommet de 2001 au Québec, les groupes de la société civile, conduits par l'Alliance sociale hémisphérique (ASH), ont organisé une campagne d'un an sur le thème « libérez le texte », demandant que les autorités publient le document de négociation de la ZLEA, afin que ses dispositions soient soumises à un débat public. Le gouvernement a fini par céder, juste avant la réunion.

La responsabilité publique

La transparence peut à son tour constituer un outil pour une autre composante capitale de la démocratie : la responsabilité publique. Dans un régime démocratique, ceux qui gouvernent sont responsables devant ceux qui sont gouvernés. Quand les autorités démocratiques travaillent bien, elles conservent le soutien du public. Par contre, quand ils se trompent, les dirigeants doivent des excuses, des explications et des réparations à tous les citoyens qui ont été victimes de leurs erreurs. Quand les dommages provoqués par une gouvernance peu judicieuse sont particulièrement graves, la pression du public, dans une démocratie, écarte les responsables de la fonction, voire ferme l'organisme mis en cause. Dans ce sens, la démocratie revient à corriger en permanence des erreurs.

La société civile peut être un canal par lequel le public – tout le public sans exception, de préférence – obtient qu'on lui rende des comptes sur la régulation de la mondialisation économique. Une telle fonction est particulièrement nécessaire à notre époque, où les autres mécanismes de responsabilité démocratique, dans ce domaine, sont faibles. Comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, de nombreuses autorités participant à la régulation de la mondialisation économique ne sont pas élues par le peuple, ce qui les fait échapper à la nécessité d'obtenir périodiquement un renouvellement de leur mandat par un suffrage direct. La plupart des parlements ne font pas grand-chose pour contrôler les mesures prises en matière de mondialisation du commerce, des migrations, des investissements, de la finance et des communications. De même, les tribunaux et les médiateurs sont largement absents des questions de mondialisation économique. Aussi, peu de gens sont en mesure d'attirer l'attention des autorités et du public sur les défaillances de sa gouvernance.

Les associations de la société civile peuvent améliorer cette situation en exigeant que des mécanismes formels soient mis en place pour surveiller et contrôler la régulation de la mondialisation économique. Dans cet esprit, nombre de groupes font pression sur les assemblées élues nationales et régionales afin qu'elles s'attachent à vérifier minutieusement les mesures prises. Certains militants de la société civile font

Peut-être le FMI a-t-il publié ses Lettres d'intentions pour la Thaïlande pendant la crise financière de la fin des années 1990, mais elles n'étaient pas écrites dans une langue que la base puisse comprendre.

Lae Dirok Wittayarat
Faculté d'économie, Université de Chulalongkorn, Bangkok

Nous mettons en lumière des pratiques que les autorités préfèrent cacher, souvent parce qu'elles servent des intérêts particuliers. Nous posons les questions importantes et nous obligeons les milieux dirigeants à justifier leurs décisions.

Bruno Rebelle
Greenpeace France, Paris

Au sein de l'Initiative de recherche participative sur les ajustements structurels (SAPRIN), des associations de la société civile de dix pays (dont l'Ouganda) ont travaillé avec la Banque mondiale à une évaluation des effets des recommandations du FMI et de la Banque mondiale

De nombreuses associations de la société civile vérifient dans quelle mesure les gouvernements tiennent les promesses faites lors des conférences au sommet de l'ONU. L'association nationale des fermiers de l'Ouganda joue ce rôle pour le sommet mondial sur l'alimentation organisé par la FAO. Des groupes canadiens et brésiliens participent au réseau international Veille sociale qui suit l'avancement des actions décidées au Sommet mondial pour le développement social.

Les groupes de défense des droits de l'homme de plusieurs pays – dont le Brésil, le Canada, l'Égypte et la Russie – vérifient que leurs gouvernements respectent bien la Convention de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels. Plusieurs associations ont soumis à la commission de l'ONU sur les droits de l'homme un rapport parallèle d'ONG qui contestent le compte rendu officiel de la situation dans leur pays.

également campagne pour la mise en place – puis pour l’usage régulier – de mécanismes officiels d’évaluation des conséquences de ces mesures ainsi que des institutions de régulation.

Dans de nombreuses autres occasions, les groupes assurent eux-mêmes cette surveillance, et vérifient que les actions des autorités sont bien conformes à leurs déclarations publiques, aux lois nationales et aux engagements internationaux en matière de mondialisation économique. De plus, d’innombrables études menées par des organisations de la société civile décrivent les conséquences des diverses mesures ; elles révèlent souvent des erreurs, des préjudices, des cas d’incompétence ou de corruption. Les travaux de la société civile peuvent donc être une source précieuse de critique politique.

Les associations de la société civile fournissent aussi des canaux par lesquels les citoyens – quels que soient leur pays, leur culture ou leur catégorie sociale – peuvent demander réparation des erreurs faites dans la gouvernance de la mondialisation économique. Il leur arrive d’exiger que des règles soient modifiées, des fonctionnaires remplacés, des institutions réaménagées et que des réparations soient versées.

A cette fin, les organisations de la société civile déposent des plaintes contre des mesures relevant de la mondialisation économique auprès d’auditeurs, de médiateurs, de parlements, de tribunaux et de grands médias. De plus, certains militants organisent des « procès » symboliques devant des tribunaux parallèles, pour interpeller les autorités.

En bref, les divers efforts de la société civile visent à obtenir une responsabilité démocratique dans la gouvernance de la mondialisation économique à une époque où peu d’acteurs politiques poursuivent méthodiquement cet objectif. Les associations de la société civile réussissent ainsi à réparer quelques injustices, mais on peut et l’on doit faire encore beaucoup plus.

La pression des groupes de la société civile a été déterminante dans la création d’une commission d’inspection à la Banque mondiale en 1994, et d’un service d’évaluation indépendant au FMI en 2001. Les associations de la société civile suivent de près les activités de ces organismes, et elles les utilisent.

Le réseau ougandais sur la dette développe un programme de transparence et de responsabilité, pour vérifier que les fonctionnaires utilisent correctement les sommes récupérées. Les comités de surveillance des fonds d’action contre la pauvreté, avec une participation populaire, fonctionnent dans 17 districts de l’Ouganda.

Les associations de la société civile de plusieurs pays encouragent les idées et les pratiques de responsabilité sociale des entreprises. Dans ces projets, les entreprises (y compris celles qui opèrent dans plusieurs pays) rendent des comptes à diverses catégories de gens concernés par leurs activités. Parmi ces associations, on trouve par exemple le Conference Board canadien, les Dirigeants d’entreprises pour une responsabilité sociale en Egypte, le Forum pour un investissement responsable, en France, l’Institut Ethos au Brésil, la chambre de commerce thaïe et le Social Venture Network en Thaïlande.

L’Observatoire mondial des forêts, un réseau présent dans 12 pays, dont le Canada et la Russie, repère les exploitations illégales et leurs conséquences pour la population. De cette façon, il assure une mission que beaucoup de gouvernements négligent.

Les groupes de noirs au Brésil ont rejoint un large mouvement réclamant des réparations pour les crimes historiques du colonialisme contre les peuples de couleur. Géledes, une association de femmes noires à São Paulo prépare un dossier sur cette question, qu’elle entend soumettre au tribunal interaméricain des droits de l’homme.

Pendant des années, nombre d’associations de la société civile ont réuni des « tribunaux » parallèles pour faire le procès des torts présumés des acteurs de la mondialisation économique. Par exemple un tribunal populaire international sur la dette a siégé au Forum social 2002, à Porto Alegre.

Conclusion

L'exposé qui précède montre que les associations de la société civile peuvent contribuer à une gouvernance plus démocratique de la mondialisation économique, et qu'elles le font, principalement dans cinq domaines ayant des liens entre eux :

- l'éducation du public – former des citoyens compétents
- le débat public – éviter le monopole autoritaire de la pensée unique
- la participation du public – fournir aux citoyens des canaux d'influence politique
- la transparence – rendre la gouvernance visible par les citoyens
- la responsabilité publique – rendre ceux qui gouvernent responsables devant ceux qui sont gouvernés

Combinés, ces cinq apports bénéfiques de la société civile peuvent injecter plus de légitimité démocratique dans la mondialisation économique. Dans un régime démocratiquement légitime, le public sait que les autorités ont le droit de diriger et que les citoyens ont le devoir d'obéir. A ce jour, la gouvernance de la mondialisation économique n'a pas joui d'une grande légitimité démocratique. Comme l'exposé ci-dessus et les exemples que nous avons donnés le montrent, une société civile étendue et active pourrait améliorer la situation.

Cela étant, il ne faut pas non plus exagérer la dimension et l'impact de ces apports. Les mouvements de la société civile en faveur de la démocratie dans la mondialisation économique ont été jusqu'ici limités et faibles dans de nombreuses parties du monde. De plus, comme nous l'avons noté au début de ce rapport, les groupes de la société civile n'accordent pas tous la priorité à l'avancement de la démocratie. Assez peu d'associations de la société civile travaillant sur la mondialisation économique disposent d'un effectif important et stable. Les organisations de la société civile peuvent et doivent faire beaucoup plus pour faire progresser l'éducation et la participation du public, le débat, la transparence et la responsabilité publiques dans la gouvernance de la mondialisation économique.

Il nous faut un espace public mondial, un espace de dialogue et de confrontation où les réseaux mondiaux d'acteurs non-gouvernementaux défendent les biens publics mondiaux.

Bernard Pinaud

Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID), Paris

La société civile peut aider à construire un monde unique du peuple plutôt qu'un monde unique du capitalisme libéral.

Suriyasai Katasila

Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Quatrième partie

Réaliser les potentiels : les influences de l'environnement

Jusqu'ici, ce rapport a exploré les déficits démocratiques de la gouvernance de la mondialisation économique (2^e partie) et les actions que peut mener la société civile pour y faire face (3^e partie). Les deux prochaines parties examineront les défis que doivent relever les groupes de la société civile pour concrétiser leurs possibilités de démocratiser la mondialisation économique. Un diagnostic des circonstances qui favorisent ou au contraire entravent ces efforts peut susciter des préconisations sur les types de stratégies que les acteurs de la société civile peuvent adopter pour aller le plus loin possible dans la démocratisation de la mondialisation. On trouvera dans la 6^e partie de nombreuses suggestions dans ce but.

Les circonstances qui affectent le degré d'influence que peut avoir la société civile sur la mondialisation économique sont aussi bien externes qu'internes. Certaines sont liées à l'environnement dans lequel opèrent les associations, d'autres aux pratiques même de ces organisations. Il est inutile de préciser que les

facteurs externes et internes se recoupent souvent et ont des liens entre eux. Les acteurs de la société civile doivent s'occuper à la fois de leur environnement (dont nous allons traiter dans la présente partie) et des questions de fonctionnement internes (qui seront examinées dans la 5^e partie), afin de concrétiser leurs potentiels de démocratisation.

Dans les pages qui suivent, nous examinons les influences des contextes culturel, économique, historique, politique et social dans lesquels se trouvent les groupes de la société civile. Un environnement propice peut favoriser considérablement les efforts de la société civile pour développer plus d'éducation du public, de débat, de participation, de transparence et de responsabilité dans la gouvernance de la mondialisation économique. En revanche, des contextes défavorables peuvent contrecarrer l'action des associations même si elles sont animées des meilleures intentions, ont un très haut niveau d'engagement et débordent d'énergie.

Les discussions que nous avons eues dans le cadre de ce projet avec plusieurs centaines de praticiens de la société civile placés dans des situations différentes, à travers le monde, montrent que l'on peut trouver une demi-douzaine de situations-types d'environnement influant sur les moyens qu'ont les groupes de citoyens d'introduire de la démocratie dans la mondialisation économique, et les résultats qu'ils peuvent espérer. Nous avons recensé : le niveau des ressources, la présence ou l'absence de réseaux de soutien de la société civile, l'attitude des milieux officiels vis-à-vis de la société civile, le traitement par les médias de la mondialisation économique et des activités de la société civile dans ce domaine, la culture politique dominante et la nature et la force des hiérarchies sociales.

Les ressources

L'activité de la société civile demande des ressources : des fonds, du personnel, de l'information, de l'aisance dans l'expression, des locaux, de l'équipement, des fournitures, une réputation, etc. Les associations ont besoin de moyens pour organiser des actions concernant l'éducation, le débat public, la participation des citoyens, la transparence et la responsabilité vis-à-vis du peuple, dans la gouvernance de la mondialisation économique. Tout cela ne peut être réalisé sans ressources.

En particulier, défendre des causes à travers le monde nécessite des moyens significatifs. Il est vrai que les communications par Internet sont devenues relativement peu chères pour de nombreuses associations, même si certaines manquent encore d'ordinateurs. Mais d'autres aspects de l'action mondiale restent coûteux : les voyages aériens, les téléconférences, les traductions. Agir activement dans le monde entier – ce qui est souvent nécessaire lorsqu'on veut s'attaquer efficacement aux questions de gouvernance de la mondialisation économique – n'est généralement possible que pour les organisations bien dotées.

Parmi les groupes de la société civile s'intéressant à la mondialisation économique, certains, comme les instituts de recherche économique et les associations de grandes entreprises, disposent d'assez larges ressources. De même, certaines ONG et organisations religieuses savent réunir de nombreux adhérents et des fonds substantiels. Oxfam et l'église catholique romaine en sont des exemples.

Mais ces exceptions renforcent la règle : de sévères contraintes de ressources pèsent sur le combat de la société civile sur les questions de mondialisation économique. La plupart des associations communautaires, des ONG, des groupes religieux et des syndicats de travailleurs fonctionnent avec de petits budgets et une précarité financière à long terme. Ils ne disposent que de quelques personnes spécialisées dans les questions de mondialisation économique et doivent souvent s'appuyer largement sur des bénévoles et des employés faiblement rémunérés. Même certains groupements d'entreprises (en particulier les petits entrepreneurs) et certains groupes de réflexion (en particulier dans le Sud) ont une existence

Le jeu est tellement inégal. La société civile a si peu de force. Nous sommes si pitoyablement faibles, fragiles, chancelants.

Gerry Barr

Conseil canadien pour une coopération internationale, Ottawa

Il est très coûteux d'agir internationalement. Nous pouvons consommer beaucoup de nos ressources rien qu'en billets d'avion. Dans le passé, nos membres pouvaient se réunir dans le sous-sol d'une église et trouver une solution. Aujourd'hui, il vous faut des ressources importantes, que nous n'avons pas, pour des réunions internationales. C'est très décourageant.

Darrin Qualman

Syndicat national des fermiers, Saskatoon

En Russie, la société civile est une intelligentsia des sciences sociales de quelques centaines de personnes, que vous pouvez faire tenir dans une salle.

Judith Shapiro

Nouvelle école économique, Moscou

En Égypte, les groupes de la société civile s'occupant de questions sociales et de gouvernance n'ont pas de sources stables de financement, sauf de donateurs étrangers. Il n'existe pas de philanthropie de la part des entreprises locales pour soutenir ce travail, et ce sera long à développer.

Bassma Kodmani

Fondation Ford, Le Caire

Pour construire la démocratie il vous faut du temps, de la place et des ressources. Il est fréquent que nous n'ayons rien de tout cela.

Josephine Grey

Familles à faibles revenus ensemble, Toronto

précaire.

La plupart des organisations de la société civile qui s'intéressent à la mondialisation économique sont relativement récentes, ce qui aggrave leurs difficultés en matière de ressources. Créées il y a moins d'un quart de siècle, voire dans les toute dernières années, elles n'ont pas eu le temps de se constituer un patrimoine ou une mémoire collective. Beaucoup ne survivent pas. En fait, dans nombre de pays, une proportion substantielle d'organisations reconnues de la société civile sont moribondes.

Malheureusement, les associations de la société civile les mieux dotées, comme les groupements d'entreprises ou les groupes de réflexion économique, donnent généralement une priorité toute relative à la promotion de la démocratie dans la mondialisation économique. En revanche, les groupes qui militent activement pour plus de démocratie dans la production, les échanges et la consommation, se battent d'ordinaire avec des moyens très limités. Et ce sont les associations qui cherchent à donner la parole aux secteurs les plus dominés qui disposent du moins de ressources. La conséquence est que les gens qui ont le plus à gagner de ce que peut apporter la société civile en matière d'éducation, de débat public, de participation, de transparence et de responsabilité des dirigeants de la mondialisation économique sont ceux qui ont le moins de chances d'en bénéficier, à cause de la limitation des ressources.

Il est inutile de préciser que le contexte économique général dans lequel opèrent les associations de la société civile est déterminant pour l'obtention ou non de ressources suffisantes à la réalisation de leurs programmes. Si une organisation travaille dans un environnement relativement prospère, elle a plus de chances d'obtenir les moyens nécessaires pour lancer des actions significatives en faveur de la démocratisation de la mondialisation économique. Les gens riches peuvent payer des cotisations, contribuer aux campagnes et soutenir des fondations philanthropiques pour financer le travail de la société civile. Par contre, les associations travaillant dans un milieu pauvre ont beaucoup plus de mal à réunir les ressources qui leur sont nécessaires. De plus, les pauvres – qui souffrent le plus des insuffisances de la démocratie dans la mondialisation économique – manquent généralement de temps pour militer eux-mêmes de façon suivie, et de ressources pour soutenir ceux qui pourraient le faire en leur nom.

Nous aimerions nous lancer dans l'éducation du public sur les questions de mondialisation économique, mais nous n'avons ni les fonds ni le personnel compétent pour le faire.

Anne-Christine Hubbard
Fédération internationale des droits de l'homme, Paris

Le gouvernement canadien dépense des centaines de millions de dollars pour promouvoir les exportations et quelques millions dans un programme qui soutient les droits de l'homme. Nous sommes négligeables. Nous sommes si petits. Il est miraculeux que nous ayons un peu d'influence.

Diana Bronson
Droits et démocratie, Montréal

En Russie, les ONG s'occupent de dossiers pour lesquels elles seront payées, et cela n'intéresse personne de financer un travail sur des thèmes tels que la démocratie économique et les droits des travailleurs.

Nodari Simonia
Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, Moscou

Même ceux d'entre nous qui sont conscients de ce que signifie la mondialisation ne peuvent s'occuper de questions stratégiques. Ils sont bien trop enlisés dans des luttes pour survivre. C'est très dommage : si un jour nous avons le temps de réfléchir, il sera trop tard pour se battre.

William Kalema
Association des industriels d'Ouganda, Kampala

La plupart des Égyptiens luttent pour vivre. Pour eux, c'est un luxe de s'intéresser aux activités de la société civile.

Abd El-Hamid Hasan El-Ghazali
Faculté de sciences politiques et économiques, Université du Caire

Dans la Russie post-communiste, les luttes quotidiennes pour assurer les besoins fondamentaux de l'homme laissent à la plupart des gens peu de temps et d'énergie pour l'activité de la société civile. Les nouveaux riches montrent peu de goût pour la philanthropie. Et les milieux professionnels qui fournissent le plus gros de la base sociale pour les campagnes de la société civile dans les autres pays

Bien sûr, les associations de la société civile peuvent faire preuve d'imagination pour améliorer leur situation. Certaines organisations entrepreneuriales (comme les grandes organisations humanitaires) réunissent des ressources très importantes, alors même qu'elles s'occupent de groupes extrêmement marginalisés. Mais ce sont les exceptions qui confirment la règle selon laquelle trop d'efforts faits par la société civile pour démocratiser la mondialisation économique pâtissent d'une insuffisance de ressources. Cela a pour conséquence, comme nous le verrons dans la 5^e partie, que certaines associations compromettent leur autonomie pour obtenir des financements.

Les réseaux

Il est possible de pallier partiellement le manque de ressources lorsque les associations participent à des réseaux. Une organisation de la société civile, faible isolément, peut devenir plus forte en coopérant avec d'autres groupes. Adhérer ou non à un réseau modifie sensiblement ses perspectives de survie et les résultats qu'elle peut obtenir.

Les réseaux permettent une mise en commun des compétences. Grâce à leurs liens entre elles, les associations en réseau partagent l'information et l'expertise. La coopération évite aussi les redondances, ce qui ménage des ressources limitées. Dans certains cas, les organisations de la société civile peuvent associer leurs moyens pour monter des actions qu'elles ne pourraient pas – ou pas aussi bien – réaliser seules.

La plupart des réseaux de la société civile se tissent entre groupes de même type : les syndicats coopèrent avec d'autres syndicats, les organisations de défense des droits de l'homme avec d'autres organisations de défense des droits de l'homme, etc. Des réseaux regroupant des secteurs différents peuvent toutefois être efficaces, pour les questions de mondialisation. Par exemple, des ONG, des groupes religieux, des syndicats et des groupes d'entreprises militent ensemble pour un

font souvent partie des nouveaux pauvres.

La Thaïlande n'a pas de tradition de don aux organisations de la société civile, qui doivent souvent chercher des fonds à l'étranger.

Prasong Lertratanawisute
Association des journalistes de Thaïlande, Bangkok

En Indonésie, certains groupes de la société civile ont cherché à mobiliser la zakat (*l'aumône légale musulmane - NDT*) et autres dons charitables prévus par l'Islam pour améliorer leurs ressources.

Certains groupes de la société civile (notamment en Russie et en Thaïlande) ont reporté leurs efforts pour réunir des fonds des grandes entreprises sur les PME.

Depuis son lancement en 1995, le réseau Transparence internationale a donné beaucoup plus de force à des dizaines de campagnes nationales (y compris dans les sept pays couverts par le présent rapport) pour accroître l'ouverture et réduire la corruption dans la gouvernance économique.

Le Réseau liberté économique relie des instituts de recherche (petits, pour la plupart) de 56 pays (dont le Brésil, le Canada, la France et la Russie) pour promouvoir des politiques ultra-libérales pour la mondialisation.

Inauguré en 2001, le Forum social mondial agit largement par la mise en réseau de groupes de la société civile dans un cycle de réunions mondiales, régionales et nationales, à Porto Alegre, Bamako, Bangkok, Florence, Hyderabad.

En Ouganda, un grand nombre d'ONG contribuent depuis le milieu des années 1990 à un Forum national. Toutefois, la coopération entre secteurs, entre ONG, syndicats ouvriers et associations d'entreprises est faible.

allègement de la dette des pays pauvres. Les réseaux transversaux peuvent être particulièrement utiles pour améliorer la situation des groupes dominés dans la mondialisation économique. Des mouvements noirs et des féministes peuvent associer leurs efforts, des organisations de jeunes peuvent se rapprocher de mouvements paysans, etc.

Une autre forme particulièrement fructueuse de travail en réseau, en matière de mondialisation économique, est la coopération transfrontières. Ce sont alors des associations de différents pays – du même secteur ou de secteurs multiples - qui travaillent ensemble. En particulier, des coalitions Nord-Sud et Sud-Sud peuvent renforcer la situation de groupes faibles de la société civile dans des pays pauvres.

Les réseaux de la société civile présentent diverses caractéristiques organisationnelles. Certaines collaborations entre associations sont formalisées par des accords écrits, d'autres restent informelles. Les contacts peuvent être réguliers ou occasionnels. Certaines relations entre groupes évoluent vers des coopérations de long terme et portent sur une large palette de questions, alors que d'autres réseaux sont des coalitions éphémères qui réagissent à un événement ou à un problème particulier.

Quelle qu'en soit la forme organisationnelle, les réseaux de la société civile peuvent collaborer sur des questions touchant à la mondialisation économique dans de nombreux contextes. Les associations peuvent par exemple se rencontrer à l'occasion de conférences officielles au niveau national, régional ou mondial. Les groupes peuvent également organiser eux-mêmes des congrès ou se rendre visite dans leurs bureaux respectifs. On peut aussi construire des réseaux avec des communications électroniques, en utilisant des listes, des liens entre sites Internet, et des contacts téléphoniques.

Les réseaux peuvent soutenir de multiples façons les efforts de la société civile pour rendre plus démocratique la mondialisation économique. Par exemple, l'information mise en commun et les actions coordonnées augmentent l'efficacité et les résultats des actions engagées pour obtenir des organes de gouvernement qu'ils rendent des comptes. De plus, le partage d'expérience peut donner des idées sur les façons d'assurer l'éducation du public, d'encourager le débat, d'ouvrir des voies pour la participation des citoyens et d'obtenir transparence et responsabilité,

Le programme de formation des jeunes pour le développement, en Thaïlande, cherche à établir des liens, par-dessus les frontières de classe, entre étudiants et jeunes paysans.

Dans le Brésil d'aujourd'hui, on assiste à de puissantes combinaisons de forces de la société civile entre les églises, les associations communautaires, les ONG et les syndicats, dans lesquelles on trouve également parfois des universitaires engagés et des forums d'entreprises.

Les réseaux transfrontières de la société civile soutiennent beaucoup les campagnes pour l'abolition de la dette des pays pauvres. Des groupements comme le Réseau africain sur la dette et le développement (AFRODAD) et le Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD) regroupent des membres régionaux. La campagne du Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette à l'aube du nouveau millénaire a impliqué des adhérents de plus de soixante pays.

Les prostituées de Thaïlande parviennent à faire entendre leur voix dans la mondialisation économique grâce à des réunions ponctuelles du réseau des travailleurs sexuels d'Asie-Pacifique.

La création du Mercosur a incité les associations noires d'une douzaine de pays (dont le Brésil) à constituer l'Alliance stratégique des descendants d'Africains d'Amérique latine et des Caraïbes.

Parmi les listes de discussion sur Internet autour de la mondialisation économique, on peut citer « Focus on trade », coordonnée par Focus on the Global South à Bangkok, et « Sand in the Wheels », coordonnée par ATTAC-France

Les groupes de la société civile de neuf pays (dont le Brésil, le Canada et la Russie) collaborent au programme de l'Observatoire mondial des forêts afin d'accroître la transparence et la responsabilité de la gestion des forêts en surveillant les actions des entreprises, des gouvernements et des individus.

pour ce qui concerne la gouvernance de la mondialisation économique. De plus, le simple fait de travailler avec d'autres qui partagent les mêmes valeurs et les mêmes intérêts peut insuffler beaucoup de confiance et d'énergie aux groupes qui risqueraient, autrement, de se sentir isolés et impuissants.

Cela ne veut pas dire que les réseaux de la société civile ne posent aucun problème. D'abord, travailler efficacement en réseau demande des ressources dont beaucoup d'associations ne disposent pas. Ensuite, les réseaux manquent souvent de procédures claires pour exprimer et appliquer des positions communes, ce qui peut rendre lourd et confus le processus de prise de décision collective entre les groupes participants. De plus, les membres d'un réseau de la société civile doivent inévitablement négocier pour régler des différends – parfois assez tranchés – sur les priorités, les analyses, les stratégies et les tactiques. De telles négociations deviennent particulièrement difficiles dans les réseaux trans-frontières et dans ceux touchant à des domaines différents, la diversité culturelle engendrant alors d'importantes difficultés de communication. Sans oublier que dans certains contextes, tel celui de la Russie contemporaine, collaborer avec des étrangers peut provoquer une méfiance considérable de la part des milieux dirigeants et de l'opinion publique. En outre, dans les réseaux de la société civile comme dans toute organisation politique, il arrive qu'il y ait des hiérarchies et des luttes de pouvoir qui affaiblissent les efforts de coopération.

Malgré tout, les associations qui réussissent à surmonter ces obstacles améliorent grandement leur influence, en particulier sur la démocratie dans la mondialisation économique. Les exemples cités dans la colonne de droite illustrent les possibilités. La capacité de travailler efficacement en réseau – y compris au-delà des frontières et dans des secteurs différents – est donc une compétence organisationnelle capitale pour les groupes de la société civile qui s'intéressent à la mondialisation économique.

Les militants contre la construction des grands barrages, comme le Mouvement des populations affectées par les barrages (MAB) au Brésil, ont trouvé beaucoup d'idées grâce à des réunions mondiales et à des visites internationales de solidarité qu'ils se sont rendues les uns aux autres.

Travailler avec des amis de tous les pays est une bonne chose. Ils viennent et manifestent leur solidarité : des gens des Etats-Unis, d'Inde, du Japon, du Vietnam, des Pays-Bas, de Suède, du Danemark, d'Australie. Ici, nous avons un village mondial.

Suan Sangsom

Assemblée des pauvres, Mae Mun Man Yuan Village, Thaïlande

Les réseaux d'associations de femmes – par exemple à travers l'Institut pour une société ouverte en Russie – peuvent attirer l'attention sur les problèmes liés au genre dans la mondialisation économique

L'Alliance sociale de l'hémisphère, constituée officiellement en 1999 en réseau de la société civile pour des formes alternatives d'intégration régionale dans les Amériques agit, en pratique, largement par des contacts épisodiques entre une poignée de militants.

Tout contact avec un étranger peut être utilisé contre nous.

Ludmilla Alexeeva

Groupe Moscou Helsinki

Des différences de point de vue et des luttes internes pour le pouvoir affaiblissent parfois le Réseau Initiative de recherche participative sur les ajustements structurels (SAPRIN), qui a rassemblé à la fin des années 1990 plusieurs milliers de groupes de la société civile dans le monde afin d'évaluer les résultats des programmes d'ajustement structurel dans une douzaine de pays.

Notre groupe est en contact avec la Confédération de l'industrie britannique (CBI), le Mouvement des entreprises de France (MEDEF), etc. Ce sont des copains. Nous nous appelons tous par nos prénoms.

Amaury Temporal

Fédération des industries de l'état de Rio de Janeiro

Les relations avec les milieux officiels

En plus de la qualité de leur coopération, la capacité des associations de la société civile à encourager la démocratie dans la mondialisation économique dépend énormément des relations qu'elles ont avec les gouvernants. Si les milieux officiels connaissent bien ces groupes et souhaitent les impliquer dans les démarches politiques, les chances pour que les activités de la société civile contribuent à une meilleure démocratie augmentent sensiblement. En revanche, si les instances dirigeantes ignorent ces organisations, ne sont pas disposées à s'engager auprès d'elles et sont généralement réticentes à leur accorder une place dans le jeu politique, les chances d'une démocratisation de la mondialisation économique par l'action collective volontaire des citoyens diminuent beaucoup.

Le statut légal reconnu par les états et les autres pouvoirs publics aux organisations de la société civile est significatif. Selon sa nature, les règles juridiques peuvent encourager ou handicaper les activités de la société civile. Par exemple, les textes sur la reconnaissance officielle des groupes par les organes étatiques, supra et infra-étatiques, peuvent aller d'accords très libéraux à des cadres extrêmement contraignants. De plus, la fiscalité (pour ce qui concerne, par exemple, la soumission ou l'exonération à certains impôts) peut améliorer ou aggraver la situation financière des associations. Bref, les lois ont de l'importance.

Les façons dont les autorités usent et abusent de leurs pouvoirs légaux importent également. Des dirigeants hostiles peuvent prendre de multiples mesures pour restreindre les activités de la société civile : interdire des réunions, censurer des publications, bloquer des projets, confisquer des biens, intercepter des communications, interdire des déplacements, imposer des obligations bureaucratiques particulières, pratiquer l'intimidation policière, mener des campagnes de diffamation pour discréditer les groupes et leurs dirigeants, ou encore dissoudre purement et simplement des associations. Dans certains cas, les milieux officiels répriment illégalement le travail de la société civile, par exemple en vandalisant des biens ou en menaçant physiquement les militants. Bien entendu, les groupes peuvent prendre des dispositions pour se défendre contre de telles pressions, par exemple en utilisant des failles des législations nationales, en invoquant des conventions internationales, en recherchant le soutien du public par

En Russie, l'état encourage peu le travail de défense de la société civile. Les associations de la société civile indépendantes ne sont légales que depuis 1991, et même à cette date, le modèle de référence était le régime autoritaire de l'Ordre Nouveau en Indonésie. A ce jour, le code fiscal traite les organisations de la société civile de la même façon que les entreprises privées, malgré plusieurs années d'efforts concertés des ONG pour faire changer cette législation.

Dans le Tiers monde, la coopération entre la société civile et les gouvernements est souvent médiocre, notamment sur des questions telles que les droits de l'homme et l'environnement, pour lesquelles les gouvernements sentent que la pression est forte. L'organisation arabe de défense des droits de l'homme a fonctionné pendant des années sans reconnaissance officielle ; elle est parvenue finalement à un accord avec le gouvernement en mai 2000.

Mohammed Faiq
Organisation arabe de défense des droits de l'homme, Le Caire

L'article 40 de la récente constitution thaïe garantit l'accès public à la radio. Beaucoup d'associations de la société civile utilisent cette disposition pour obtenir du temps d'antenne.

Pour nous, le principal problème est la mise en œuvre. En Sibérie, les autorités ont voté 120 lois sur les ONG depuis 1995 – dont d'excellentes mesures mises au point par des juristes spécialisés – mais pour les mettre en pratique, c'est autre chose.

Igor Baradachev
Centre de soutien des initiatives civiques en Sibérie, Novosibirsk

Il arrive que le gouvernement thaï nous présente comme des colporteurs de rumeurs, ce qui fait que certaines personnes peuvent avoir une idée fautive du rôle des ONG.

Reawadee Praserjareonsuk
ONG Comité de coordination pour le développement, Bangkok

le truchement des médias, en transférant des fonds dans des endroits plus sûrs, etc. Toutefois, même en trouvant des parades ingénieuses, les possibilités de la société civile de démocratiser la mondialisation économique peuvent être sérieusement affectées dans un contexte d'hostilité officielle. (Ce paragraphe doit beaucoup à Peter van Thuijl, « Réagir aux droits menacés : les ONG dans un contexte difficile », texte non publié, juillet 1997.)

Inversement, des dirigeants bienveillants peuvent beaucoup faciliter la réalisation des programmes de la société civile en matière d'éducation du public, de débat, de participation des citoyens, de transparence et de responsabilité vis-à-vis de la mondialisation économique. Dans ces scénarios plus favorables, les institutions officielles peuvent participer à la distribution des publications de la société civile, donner du temps d'antenne à ses groupes sur les chaînes de radio et de télévision publiques, mettre en place avec eux des assemblées, les défendre contre les attaques des tiers, et même financer directement les initiatives de la société civile. Cela dit, comme nous le verrons dans la 5^e partie, des relations trop étroites avec les pouvoirs publics peuvent soulever un problème de récupération des mouvements.

Les milieux officiels peuvent aussi faire ou non une place aux associations de la société civile par le biais des procédures qu'ils appliquent pour inclure ou exclure les apports de la société civile aux processus politiques. Par exemples, les organismes gouvernementaux peuvent donner à leur personnel des directives spécifiques et explicites (éventuellement appuyées par des cours de formation) montrant quand, pourquoi et comment se rapprocher des groupes de la société civile. De plus, les institutions étatiques, supra-étatiques, infra-étatiques et privées peuvent affecter spécialement du personnel et des fonds aux contacts avec les associations citoyennes, et permettre à ces organismes d'avoir largement et directement accès aux autorités supérieures. Les organismes gouvernementaux les mieux disposés devraient considérer les bonnes performances dans les relations avec la société civile comme un critère pour l'évaluation et la promotion de leur personnel. Les officiels devraient aussi mener un cycle régulier de consultations approfondies des associations de la société civile et leur demander leurs réactions à tout moment par courrier postal ou électronique. De plus, les organismes de gouvernance devraient réserver des sièges à des délégués de la société civile dans les comités et les groupes de travail. Inversement, les milieux dirigeants peuvent

En Ouganda, beaucoup d'associations de la société civile craignent que la nouvelle loi sur les ONG présentée au parlement en 2002 menace leurs droits démocratiques et se traduise par plus d'ingérence du gouvernement dans leurs affaires.

En Égypte, la loi sur les ONG est très contraignante. Les ONG dépensent beaucoup d'énergie pour empêcher le gouvernement d'être toujours sur leur dos.

Alaa Ezz

Association des entreprises pour la préservation de l'environnement, Le Caire

Nous ne déclarons pas notre association, parce que le gouvernement contrôlerait notre activité. La police a déjà fait une descente dans nos locaux, et les autorités ont enquêté sur nos comptes bancaires personnels et sur ceux de l'organisation.

Militant anonyme, Bangkok

Le gouvernement canadien a lancé, et largement financé, plusieurs grandes initiatives de la société civile en rapport avec la mondialisation économique, dont l'Institut international pour un développement durable, et Droits et démocratie. Les autorités d'Ottawa soutiennent aussi des activités de la société civile. Elles ont par exemple accordé des fonds pour la tenue d'un Sommet des peuples parallèlement à une réunion intergouvernementale à Québec en avril 2001.

Il est utile d'avoir des relations avec des organisations internationales à l'esprit ouvert. C'est inutile avec celles qui ont un problème pour chaque solution.

Mohamed Idris

Association centrale des unions de coopératives, Le Caire

Les consultations autour des Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) sont un instrument de fausse démocratie. La dynamique du pouvoir n'a pas changé. On donne aux peuples le « droit » de « choisir » l'ajustement structurel. Les consultations n'ont pas d'effet démocratique si elles n'apportent pas de changement substantiel.

Pam Foster

Initiative de Halifax, Ottawa

négliger ou carrément refuser de prendre toute mesure allant dans ce sens.

Les pratiques officielles, dans ce domaine, sont extrêmement variées, bien entendu. Parmi les organismes supranationaux, par exemple, certains comme l'UE et la Banque mondiale ont conclu des accords assez élaborés pour coopérer avec les groupes de la société civile. En revanche, d'autres organisations comme la BRI et l'OCDE n'ont pris à peu près aucune disposition allant dans ce sens.

Le comportement des fonctionnaires lors des consultations des organisations de la société civile a également son importance. Par exemple, les organes de gouvernance peuvent considérer ces discussions comme des dialogues sérieux avec des suites importantes, mais ils peuvent aussi les considérer comme des exercices formels de relations publiques. Lorsqu'elles organisent les consultations, les autorités peuvent déterminer les participants, l'ordre du jour et les règles de déroulement en liaison avec les associations de la société civile, ou unilatéralement. Les dirigeants et le personnel des agences de régulation peuvent faire l'effort de se rendre dans des lieux choisis par les groupes de la société civile ou toujours attendre ces derniers dans leurs bureaux. Les fonctionnaires peuvent fournir ou non à leurs interlocuteurs des informations pertinentes et suffisamment de temps pour préparer des contributions politiques significatives. Les associations de la société civile peuvent être consultées tout au long d'un processus de décision, ou seulement lors des dernières étapes, quand toutes les orientations importantes ont déjà été arrêtées. Les autorités peuvent faire des efforts particuliers pour écouter les groupes défavorisés, ou n'avoir de contacts qu'avec les parties de la société civile les plus facilement accessibles. Les organes de gouvernance peuvent être ouverts aux critiques, ou ne rechercher que les points de vue des acteurs qui leur sont favorables. Les fonctionnaires peuvent rendre compte aux citoyens des effets de leur participation sur les décisions, ou négliger de le faire. Les milieux dirigeants peuvent marquer leur reconnaissance aux associations de la société civile pour le temps et les efforts qu'elles consacrent à faire des propositions, ou faire peu de cas des militants, ne pas répondre aux courriers et annuler les réunions à la dernière minute..

Dans le comportement des milieux officiels, une question a une importance particulière, en matière de gouvernance de la mondialisation économique. C'est leur réaction aux contacts de la société civile avec les organismes supranationaux.

Dans la dernière stratégie d'aide au Brésil, la Banque mondiale a fait semblant de consulter quelques groupes de la société civile, mais le résultat n'a été qu'une annexe à son rapport. La consultation n'a rien changé. À quoi bon ?

Flavia Barros
Réseau brésilien sur les institutions financières multilatérales, Brasilia

Les ONG perdent beaucoup de temps qu'elles n'ont pas les moyens de gaspiller en entrant dans toute cette « participation » avec les IFI.

John Dillon
Coalition œcuménique pour la justice économique, Toronto

À Saint-Petersbourg, les autorités ne considèrent pas les ONG comme des partenaires égaux avec qui on peut chercher des solutions aux problèmes. Les procédures de relation entre les ONG et les autorités n'existent que sur le papier, ou fonctionnent de façon très peu efficace. Généralement, les fonctionnaires dédaignent le secteur de la société civile, ce qui est dû en partie à sa faiblesse et en partie à l'ignorance arrogante de la plupart des fonctionnaires.

Rosa Khatskelevitch
Centre pour le développement des ONG, Saint-Petersbourg

La participation des citoyens avec le Ministère des affaires étrangères et celui du commerce internationale n'est qu'une façade. Il faut des contributions citoyennes sérieuses.

Tony Clarke
Institut Polaris, Ottawa

Le FMI fait savoir aux gens. Il ne les consulte pas. Il connaît la réponse.

Mostafa Waly
Fédération des industries égyptiennes, Le Caire

Les projets de la Banque mondiale en Russie ne comportent pas de discussions publiques sérieuses des questions ou des mécanismes. Habituellement, le public n'est impliqué que lorsque les grandes décisions ont été prises.

Andrei Kortunov
Fondation pour la science, Moscou

Certains gouvernements tolèrent les relations directes (c'est-à-dire court-circuitant l'état) des associations avec des institutions régionales ou mondiales. D'autres s'opposent à de tels contacts qu'ils considèrent comme des atteintes à la souveraineté de l'état, et s'efforcent de les décourager ou d'y faire obstruction. Ce qui accroît les difficultés des citoyens pour accéder aux IFI, aux organismes de commerce multilatéral, aux agences des Nations Unies, etc.

Pour nous résumer, la façon dont les milieux officiels considèrent leurs rapports avec les groupes de la société civile a d'importantes conséquences sur la capacité de ces associations à contribuer à plus de démocratie dans la gouvernance de la mondialisation économique. Cela ne veut pas dire qu'il est de la seule responsabilité des pouvoirs publics de permettre aux organisations de la société civile de favoriser la conscience des citoyens, leur implication et le contrôle public des décisions en matière de mondialisation de la production, des échanges et de la consommation. Bien au contraire, la 5^e partie du présent rapport détaille longuement ce qui incombe, en parallèle, à ces groupes. Néanmoins, le comportement officiel a une importance capitale sur ce que peuvent faire ou ne pas faire les associations de la société civile pour rendre plus démocratique la mondialisation économique.

Les relations avec les médias

Parallèlement à la démarche des milieux officiels, la situation des médias de grande diffusion peut aussi accroître ou restreindre les possibilités qu'ont les associations de la société civile de démocratiser la mondialisation économique des. La presse écrite, la radio et la télévision sont au quotidien les sources d'information de la plupart des citoyens, sur les affaires publiques. A ce titre, elles influent sur la façon dont la population perçoit la mondialisation économique et les efforts de la société civile pour la faire évoluer dans une voie plus démocratique.

Pour ce qui concerne la mondialisation économique et sa gouvernance, les activités de la société civile sont facilitées par le niveau de conscience que les citoyens ont de ces questions. Lorsque les journaux, les magazines, la radio, la télévision, les CD Rom, etc. donnent une grande place à la mondialisation de la production, des

Il nous faut changer l'attitude des bureaucrates, afin qu'ils consultent d'autres groupes que les milieux d'affaires et les experts techniques.

Somkiat Tangkivanitch
Institut de recherche sur le développement de Thaïlande, Bangkok

Les institutions multilatérales pensent qu'il suffit de nous rendre visite pour considérer que nous avons été consultés. Nous disons non. Il nous faut du temps, de l'information, il nous faut discuter avec d'autres.

Vincent Edoku
Réseau sur la dette d'Ouganda, Kampala

Nous avons invité des représentants thaïs au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable à venir parler avec nous, mais un seul est venu. Nous avons dû poursuivre les autres dans les couloirs.

Chanida Chanyapate Bamford
Focus on the Global South, Bangkok

Il est important pour nous de travailler sur les médias. L'information habituelle vient des grandes entreprises et de l'état. Elle domine les points de vue des gens et conditionne leurs esprits.

Kaninkar Kpunkachon
Service volontaire thaï, Bangkok

La plupart des gens ne voient la mondialisation que comme elle est présentée par la télévision. C'est leur seule information. Rien ne vient des écoles ou des organisations populaires. La TV les domine, avec les principales chaînes qui disent toutes la même chose.

Rafael
Mouvement des travailleurs sans abri, Rio de Janeiro

échanges et de la consommation, les associations qui traitent ces problèmes trouvent plus facilement un public large et informé. Si les médias ne prêtent aucune attention à la mondialisation économique, le public est par voie de conséquence moins réceptif aux initiatives de la société civile dans ce domaine. Malheureusement, comme nous l'avons déjà noté, les principaux médias ignorent plus souvent ces questions qu'ils ne les mettent en avant. Ce manque d'intérêt ne facilite pas les efforts de la société civile pour mobiliser l'opinion publique.

En plus de la quantité, la qualité de la couverture par les médias des problèmes de la mondialisation économique a également de l'importance pour le travail de la société civile. Dans le meilleur des cas, les reportages de la presse écrite, de la radio et de la télévision sur la mondialisation du commerce, des migrations, de l'investissement, de la finance et des communications sont clairs, détaillés, pénétrants et nuancés. Ainsi aidées par les médias, les associations de la société civile peuvent tabler sur une bonne compréhension de la mondialisation économique par le public, et plus facilement encourager un investissement de qualité des citoyens dans sa gouvernance. Dans d'autres contextes, les médias font de la mondialisation économique des comptes rendus confus, bâclés, superficiels et recherchant le sensationnel. Ils gênent plus qu'ils n'aident, et les groupes de la société civile doivent alors rectifier auprès du public la désinformation journalistique. Malheureusement, le traitement de la mondialisation économique par les principaux médias de grande diffusion est d'une qualité médiocre.

De surcroît, il manque souvent dans les reportages des médias une dimension critique qui mettrait en valeur les efforts de la société civile pour encourager le débat public. En fait, aujourd'hui, la plupart des médias sont de grandes entreprises, et beaucoup travaillent avec des groupes multinationaux. Nombre de rédacteurs en chef et de personnalités de l'audiovisuel ont des liens étroits avec les milieux dirigeants. Ils n'ont guère intérêt à remettre en cause le statu quo de la mondialisation économique. Bien sûr, nombre de journaux importants ont publié, à l'occasion, des articles de fond critiquant le fonctionnement actuel de la mondialisation économique, y compris son maigre bilan démocratique. Mais les grands médias ont très rarement adopté une ligne éditoriale durablement et fondamentalement critique. Pendant ce temps, des média alternatifs sans intérêts commerciaux mènent un combat marginal dans la plupart des pays du monde – là où ils leur est possible d'exister.

Avec un média contrôlé par l'état, celui qui parle de la gouvernance non démocratique de la mondialisation économique peut voir son avis manipulé avant d'être diffusé. Je préfère donc les interviews en direct, où je sais que mes paroles ne seront pas coupées, recollées et manipulées.

Gouda Abdel-Khalek

Faculté des sciences économiques et politiques, Université du Caire

En Russie, la plupart des médias ont besoin des politiciens, des grandes entreprises ou des bandits pour survivre. Ils ne sont pas attentifs à l'opinion du public, mais à celle des gros bonnets qui les paient. Les journaux savent qui ils doivent et qui ils ne doivent pas critiquer.

Alexei Simonov

Fondation pour la défense de la Glasnost, Moscou

Les médias en Russie portent toute leur attention sur la vie officielle plutôt que sur la société civile. Notre grande chance a été qu'ils nous aient ignorés, au début. Cela nous a laissé une chance de nous développer avant qu'ils ne nous écrasent. Maintenant, nous sommes plus forts et nous pouvons nous défendre tout seuls.

Ludmilla Alexeeva

Groupe Helsinki de Moscou

En Thaïlande et en Amérique, beaucoup de médias décrivent les militants comme des terroristes. Aussi, les gens ont du mal à comprendre et à soutenir les ONG.

Reawadee Praserjareonsuk

Comité de coordination des ONG pour le développement, Bangkok

La ligne éditoriale de la plupart des grands journaux brésiliens est néo-libérale. Il y a très peu de publications critiques. Cela ressemble à une situation totalitaire. Les gens ne sont pas libres d'obtenir une bonne information et d'avoir une réflexion critique sur ce qui se passe.

Octavio Ianni

Faculté de sciences sociales, Université de São Paulo

En dehors des questions touchant de façon générale à la mondialisation économique, la façon dont la presse traite plus spécifiquement, en quantité et en qualité, les initiatives de la société civile peut également aider ou gêner ces activités. Dans les cas favorables, la visibilité que leur procurent les médias a permis à des associations et à leurs porte-parole de toucher de larges publics et d'accroître le nombre de leurs adhérents. En particulier, les journaux et la télévision ont substantiellement amélioré l'image de ce qu'on appelle « le mouvement anti-mondialisation », depuis les manifestations contre l'OMC, en 1999 - baptisées « bataille de Seattle ». Par contre, le Forum social mondial n'a jusqu'ici pas réussi à faire les gros titres de la grande presse mondiale, même si cette initiative a attiré des dizaines de milliers de participants pendant plusieurs jours de suite. Les médias ne prêtent pas non plus beaucoup d'attention au travail quotidien des associations, en dehors des projecteurs des manifestations de rue périodiques et des « sommets populaires ». La grande presse a tendance à s'intéresser plus aux coups d'éclat publicitaires et aux violences occasionnelles dans le cadre des événements de la société civile qu'aux questions de fond de la mondialisation économique que les associations souhaitent placer sur le devant de la scène. En outre, de nombreux journalistes simplifient et caricaturent outrageusement les positions de la société civile à propos de la mondialisation économique, en racontant par exemple que les « ONG s'opposent aux échanges commerciaux ». Par conséquent, la simple attention que peuvent leur porter les médias n'est pas forcément un avantage pour les groupes de la société civile. La nature de la couverture médiatique est aussi importante.

Étant donné le poids des médias dans la représentation de ce que sont et de ce que font les associations de la société civile en matière de la mondialisation économique, il est vital que les militants aient les compétences nécessaires pour travailler avec eux. Beaucoup de praticiens de la société civile devraient entretenir des contacts assidus avec les médias, qui seraient ainsi en mesure de diffuser des messages où, quand et comment l'organisation le souhaite. Dans cet esprit, plusieurs groupes de la société civile ont organisé des ateliers spécialisés pour informer les journalistes sur leurs organisations et leurs programmes. De plus, des associations de la société civile peuvent, toutes les fois où c'est possible, soutenir les efforts des médias alternatifs pour produire de « la connaissance d'acteur » plutôt que de la « connaissance de spectateur ».

Une manifestation de 10 000 personnes ne compte pas si la TV, la radio et les journaux n'en parlent pas.

Suriyasai Katasila
Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Les initiatives de la société civile sur la mondialisation économique - le plébiscite national sur la dette extérieure, la publication de la Stratégie de la Banque mondiale sur l'assistance au pays, le rapport annuel de Social Watch – rien de tout cela n'a fait la une des principaux journaux. Ce sont des événements importants pour la société civile mais pas pour le grand public.

Liz Leeds
Fondation Ford, Rio de Janeiro

Si ATTAC a réussi à stimuler le débat et l'éducation du public en France à propos de mondialisation économique, c'est en grande partie grâce à une bonne couverture médiatique. En fait, le mouvement a largement été lancé par *Le Monde diplomatique* en 1998. Depuis, ATTAC a toujours bénéficié d'une couverture régulière et détaillée – même si elle est souvent critiquée – de ses activités et de ses propositions dans la presse et les médias électroniques en France.

Nous travaillons depuis plusieurs années à développer des points de vue très sérieux, et la presse se contente de dire que nous sommes contre le commerce, et que nous ne sommes pas crédibles. Quelqu'un lance une boule puante dans une manifestation, et notre message ne passe pas du tout dans la population.

Warren Allmand
Droits et Démocratie, Montréal

L'intérêt porté par les médias à la société civile est inconstant et superficiel.

Françoise Saulnier
Médecins sans frontières (MSF), Paris

Il nous manque une stratégie de communication. Parfois, nous oublions même de faire un communiqué de presse.

Chanida Chanyapate Bamford
Focus on the Global South, Bangkok

En un mot, les organismes de la société civile doivent faire travailler les médias pour eux plutôt que le contraire. Malheureusement, jusqu'ici, les choses ne se passent pas de cette façon. Ce qui peut arriver de pire, ce n'est pas que les médias protègent les droits de la société civile, mais que la société civile ait besoin de la protection des médias.

La culture politique

Les quatre dimensions de l'environnement que nous avons examinées jusqu'ici – les ressources, les réseaux, les attitudes des milieux officiels, et le comportement des médias – se rapportent aux *attributs des acteurs*. C'est-à-dire qu'ils concernent des caractéristiques que les associations de la société civile et les autres acteurs intervenant dans la politique de la mondialisation économique ont ou n'ont pas. Les deux facteurs d'influence de l'environnement qu'il nous reste à étudier – la culture politique et les hiérarchies sociales – appartiennent aux *conditions structurelles*. Ces caractéristiques tiennent à l'ordre social en général plutôt qu'aux acteurs eux-mêmes.

La « culture politique » se réfère aux façons habituelles de traiter, dans un contexte politique donné, des questions comme l'acquisition du pouvoir, sa répartition et son exercice. Par exemple, certains pays, régions, ou secteurs de la société peuvent avoir des rituels de mobilisation des citoyens établis de longue date et une culture politique démocratique profondément ancrée. Dans un tel cadre, « la politique » signifie faire son possible pour que tous les électeurs aient les mêmes possibilités de participer à des décisions collectives prises de façon libre, transparente et responsable. Par contre, d'autres environnements manquent complètement de culture politique démocratique. Il est inutile de préciser qu'il est beaucoup plus facile pour les associations de la société civile de faire progresser concrètement leurs idées de démocratisation de la mondialisation dans un contexte favorable par principe à la démocratie que dans un environnement non démocratique, voire

L'Institut Ethos, une ONG de São Paulo qui encourage la responsabilité sociale de l'entreprise, cultive systématiquement l'attention positive des médias. Deux personnes sont désignées pour les contacts avec les médias et il envoie une circulaire mensuelle d'information à une centaine de journalistes. Pour favoriser une couverture de haute qualité de la RSE, l'organisation sponsorise également cinq prix annuels pour des reportages sur ce sujet.

Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, et José Bové de la Confédération paysanne, en France, sont des exemples de dirigeants de la société civile qui utilisent (avec des styles personnels différents) les médias avec succès pour faire progresser les causes de leurs mouvements respectifs.

L'héritage autoritaire du tsarisme et du communisme inhibe sérieusement le développement de la société civile dans la Russie contemporaine.

Le Brésil a une longue tradition de patrimonialisme, avec un état centralisé dominateur qui affaiblit la société. Au milieu du vingtième siècle, le Président Vargas a adopté le modèle de l'Italie fasciste, dans lequel l'état organise les intérêts des divers secteurs sociaux dans des associations, au lieu d'avoir des organisations de la société civile spontanées.

Carlos Afonso

Réseau d'information du tiers secteur, Rio de Janeiro

Dans notre culture, nous ne pouvons pas travailler en tant que société civile sans gouvernement, aussi il est préférable de travailler avec lui que contre lui. Une bonne démocratie en Égypte, c'est une société civile avec le gouvernement.

Nady Kamel

Organisation évangélique copte pour les services sociaux (CEOSS), Le Caire

En France, le souci de la démocratie est au premier plan de l'action civique sur la mondialisation à cause de la tradition révolutionnaire française.

Bernard Cassen
ATTAC France, Paris

hostile à la démocratie.

Dans le monde actuel, la culture politique est largement fonction du type d'état qui gouverne une population donnée. Il arrive qu'un état autoritaire restreigne les possibilités de développer une société civile autonome. Par exemple, dans les régimes fascistes et communistes, les autorités sont généralement les premières à organiser – et à piloter et contrôler étroitement – toutes les associations civiques qui peuvent exister. Les « états en développement » du Sud regardent souvent avec méfiance les associations de la société civile qui apparaissent et agissent hors de tout contrôle officiel. En revanche, les états libéraux considèrent habituellement comme un phénomène normal et prévisible du jeu politique la formation spontanée de telles associations. Même si les gouvernements de ces pays n'apprécient pas toujours ce que disent et font les groupes de la société civile, la culture politique garantit à ces associations le droit à l'existence. Les organes de gouvernance régionaux et mondiaux dominés par des états libéraux acceptent également le principe du militantisme de la société civile, même si, en pratique, les relations ne sont pas toujours faciles.

Dans un contexte donné, il y a généralement une relation étroite entre le type d'état et le type de citoyen. Par exemple, certaines cultures politiques sont caractérisées par une forte tradition de militantisme citoyen. Il est alors fréquent que les enfants soient éduqués dans un esprit démocratique dès leur plus jeune âge. D'autres cultures se définissent par la déférence envers les autorités. La monarchie, le populisme et certaines religions ont souvent eu, dans le passé, des effets de dépolitisation. Plus récemment, une culture axée sur la consommation et la distraction a fréquemment éloigné les gens – en particulier les jeunes – d'un civisme actif. Dans un contexte consumériste, les gens ont tendance à s'évader grâce aux feuilletons télévisés et aux centres commerciaux plutôt que d'affronter les forces dominantes. Il va sans dire qu'une culture de passivité politique va sérieusement à l'encontre des initiatives de la société civile dans le domaine de la mondialisation économique – comme dans tout autre domaine, d'ailleurs.

De la même façon, un contexte de cynisme généralisé à propos de la politique peut décourager fortement l'engagement des citoyens dans les associations de la société civile. Il est évidemment difficile de mobiliser des gens qui ne croient pas que l'action politique ait de l'importance ou qu'un changement soit possible. Lorsque

Le système de clientélisme est fort en Thaïlande. Nous avons un héritage d'esclavage, de servitude à la noblesse, et une acceptation du pouvoir d'en haut. Dès 1932 nous avons une constitution, mais les Thaïs n'ont pas commencé à s'intéresser à la politique avant 1973.

Sarawut Pratoomraj
Comité de coordination des organisations de défense
des droits de l'homme de Thaïlande, Bangkok

A part quelques révoltes de masse, l'opinion publique n'est pas une force notable de la politique russe. Les débats intéressant le grand public portent sur l'art, la culture et la littérature plus que sur la politique. En matière de politique, les gens se reposent beaucoup sur les leaders d'opinion. La croyance est bien ancrée, que c'est aux autorités de l'état de s'occuper des problèmes, pas aux gens eux-mêmes.

Elena Vartanova
Faculté de journalisme, Université d'état de Moscou

Au Brésil, nous avons une tradition de populisme, pas d'implication sociale. Maintenant, les gens se rendent compte qu'ils doivent participer.

Aspasia Camargo
Centre international pour un développement durable, Brasilia

Il n'existe pas de tradition démocratique en Russie. Seule une petite minorité de la population pense qu'elle vit en démocratie.

Ksenia Yudaeva
Centre pour la recherche économique et financière, Moscou

Comment motiver les jeunes pour l'action militante ? Ils vivent dans une société qui décourage l'engagement civique. Ils considèrent la politique comme un métier et décident que ce n'est pas pour eux.

Philippe Herzog
Confrontations, Paris

les citoyens considèrent que tous les gouvernants et les dirigeants d'entreprises sont corrompus, ils sont nombreux à regarder également d'un œil sceptique les raisons d'agir des organisations de la société civile, et à douter que l'on puisse y trouver des personnes intègres soucieuses de l'intérêt public. Les militants eux-mêmes, confrontés en permanence à ce genre d'attitudes, risquent de se décourager rapidement.

Un autre problème de culture politique présente des difficultés particulières pour le travail de la société civile sur la mondialisation. Ce sont les mentalités nationalistes, étatistes et particularistes. Dans le monde tel qu'il est, il est fréquent que les gens ne puissent concevoir le terrain politique qu'en terme d'état national. Certains environnements politiques sont donc marqués par de fortes tendances isolationnistes. Les associations de la société civile qui travaillent sur des questions de mondialisation économique doivent alors beaucoup se battre pour obtenir attention et soutien, car leurs adhérents potentiels ne sont pas habitués à penser globalement.

Bien entendu les cultures politiques – y compris dans leurs aspects défavorables aux activités des groupes de la société civile en faveur de la démocratie – ne sont pas immuables. On peut vaincre des habitudes d'oppression, de déférence et de cynisme. Le civisme actif peut être vivement encouragé. Mais les pratiques politico-culturelles se sont habituellement construites sur de longues périodes, et l'on ne peut généralement pas les modifier du jour au lendemain. Il faut un effort patient et soutenu pour bâtir et entretenir des environnements politico-culturels dans lesquels l'action de la société civile pour démocratiser la mondialisation économique puisse se développer.

Les hiérarchies sociales

Ensuite, il y a les diverses hiérarchies sociales, qui s'opposent à la démocratisation par la société civile. Ces subordinations arbitraires peuvent se fonder sur l'âge, la caste, la classe, le pays, la culture, la religion, le genre, la race, les préférences sexuelles, le partage urbain/rural, etc. Nous avons relevé dans la 2^e partie de ce

Beaucoup de gens sont prêts à sacrifier leur liberté dans la consommation passive de la mondialisation. Il n'y a pas d'espoir pour la démocratie si les jeunes se contentent de consommer.

Pakorn Lertsatiengchai
Siam Children Play, Bangkok

Il est difficile de demander aux gens de manifester leur civisme dans une situation qui ne change jamais, où jamais ils ne voient le résultat de leur action.

Sadi Baron
Mouvement des populations affectées par les barrages, San Carlos, Brésil

Au Brésil, la politique est très isolationniste, avec une très faible conscience mondiale. Il n'est pas facile de faire naître un intérêt pour ce qui ne se passe pas ici. Seuls quelques groupes très politisés suivent les événements mondiaux.

Fernando Cardim
Institut de sciences économiques, Université fédérale de Rio de Janeiro

En Ouganda, les gens voient généralement les questions mondiales comme très lointaines. Ils ne font pas le rapport entre la pauvreté locale, les questions de crédit et de terres et la mondialisation économique.

Sheila Kawamara-Mishambi
Réseau des femmes d'Ouganda, Kampala

rapport que les déficits démocratiques dans la mondialisation économique proviennent pour une grande part d'inégalités sociales structurelles profondément enracinées. Dans le monde actuel, la majorité des gens ne peuvent bénéficier de plus d'éducation, s'engager plus avant et avoir un meilleur contrôle de la production, des échanges et de la consommation mondialisés à cause de la place dans la société que leur a assignée le hasard de leur naissance.

Bien sûr, ces hiérarchisations se manifestent différemment et à des degrés divers dans des contextes différents. Par exemple, les relations entre les classes sont plus souples dans certains pays, certaines régions et certains secteurs que dans d'autres. La tolérance à la diversité culturelle, religieuse et sexuelle est plus grande dans certains environnements que dans d'autres. Toutefois, il arrive que l'inégalité structurelle des chances – liée par exemple à la discrimination raciale, à la prédominance des hommes et à celle des citoyens – soit si répandue et si profondément enracinée qu'elle paraît immuable. Il est évident que la puissance de la stratification structurelle de l'environnement dans lequel agit une association de la société civile influence grandement ses capacités de faire progresser la démocratie.

Les groupes de la société civile peuvent plus facilement s'attaquer aux hiérarchies structurelles quand l'environnement s'efforce de réduire les inégalités sociales. Autrement dit, lorsque les gouvernants, les médias, les écoles, les entreprises et les autres acteurs sont sensibles aux inégalités structurelles et veulent les diminuer, les efforts de la société civile pour combattre le racisme, le sectarisme, le sexisme, etc., arrivent en terrain fertile et ont plus de chances de réussir. En revanche, dans un contexte où personne n'a conscience ou ne se préoccupe des subordinations sociales arbitraires, le combat est très rude pour les associations de la société civile qui défendent l'égalité.

Conclusion

Globalement, les conditions d'environnement en termes de ressources, de réseaux, de positions officielles, de médias, de culture politique et de hiérarchies sociales

En Russie, la plupart des gens ne connaissent rien à la mondialisation. Il n'y a pas de débat public et l'information est insuffisante. Le sujet n'est abordé que dans les journaux de qualité et sur Internet, dont les lecteurs et les utilisateurs ne constitue qu'une part infime de la population. Cela n'intéresse personne d'éclairer le public sur cette question

Rosa Khatskelevitch

Centre pour le développement des ONG, Saint-Pétersbourg

En Ouganda, une conscience aiguë des inégalités entre hommes et femmes – de la part du gouvernement, des organismes donateurs et de la société dans son ensemble – a créé un environnement dans lequel les associations de femmes ont trouvé, ces dix dernières années, des possibilités sans précédent de travailler.

ont des conséquences considérables sur la possibilité des associations de la société civile de parvenir à accroître l'éducation du public, le débat, la participation, la transparence et la responsabilité dans la gouvernance de la mondialisation économique. En un mot, l'environnement compte – énormément. On ne doit pas s'attendre à ce que les organisations de la société civile fassent apparaître des types et des niveaux de démocratie auxquels l'histoire de la société dans laquelle ils agissent ne leur permet pas d'accéder.

Cela ne condamne pas les associations à rester passives face à leur environnement et à se résigner aux limites qui leur sont imposées par le contexte. Les influences externes sur le travail de la société civile peuvent bien sûr être hors de portée des groupes de citoyens. Mais ces derniers peuvent malgré tout, comme on l'a vu à plusieurs dans les développements précédents, faire face et diminuer l'impact de circonstances défavorables comme des ressources limitées ou des gouvernements autoritaires. Il est donc très important que les praticiens de la société civile connaissent parfaitement leur environnement, et discernent bien les chances et les obstacles qu'il recèle pour la démocratie. Cette lucidité permet aux associations de faire le maximum possible pour la démocratisation de la mondialisation économique, dans leurs contextes respectifs.

Un climat général de tolérance religieuse permet aux organisations chrétiennes de la société civile d'agir sans difficulté particulière dans la Thaïlande majoritairement bouddhiste.

En Russie, les organisations de la société civile travaillent généralement avec peu de ressources, peu de collaboration transfrontières ou entre secteurs, des milieux officiels et des médias indifférents ou hostiles, une culture politique qui donne peu de place à la société civile et des différences sociales profondément ancrées. Par contre, au Canada, les associations de la société civile ont généralement plus de ressources, des réseaux considérables au-delà des frontières et entre secteurs, des politiques officielles relativement favorables, une attention considérable de la part des médias, des usages politiques bien établis qui respectent l'activité de la société civile, et de larges efforts (même s'ils ne sont pas toujours couronnés de succès) pour reconnaître et réparer les inégalités structurelles.

Cinquième partie

Réaliser les potentiels : les pratiques internes

Même si les conditions d'environnement peuvent selon le cas favoriser ou entraver de façon importante les possibilités qu'ont les associations de la société civile de rendre plus démocratique la mondialisation économique, les résultats ne peuvent être imputés aux seules forces extérieures. Les pratiques des organisations elles-mêmes sont aussi importantes. Pour maximiser les résultats de leurs actions, il leur faut regarder à l'intérieur, leur propre fonctionnement, aussi bien qu'à l'extérieur.

En même temps qu'augmentait la visibilité des associations de la société civile et leur influence sur la gouvernance de la mondialisation, les questions sur leur niveau de démocratie interne se multipliaient. En fait, beaucoup de ces critiques proviennent de milieux officiels ou de dirigeants d'entreprises hypocrites et cherchant, par intérêt personnel, à détourner les menaces que fait peser la société civile sur leur propre conduite et sur leur

pouvoir. Souvent, ces critiques sont malgré tout largement fondées. Pour des raisons pratiques et morales, il faut traiter des problèmes de démocratie à l'intérieur de la société civile. En particulier, les associations doivent s'efforcer d'être exemplaire en matière de démocratie, si elles veulent maintenir et accroître leur influence sur la gouvernance de la mondialisation économique.

En fait, à tous les points que nous avons exposés dans la troisième partie, sur lesquels les activités de la société civile peuvent contribuer à rendre plus démocratique la mondialisation économique, correspondent des problèmes de démocratie interne. Ainsi, pour parvenir à améliorer l'éducation du public, les associations de la société civile doivent être elles-mêmes suffisamment formées. Pour pouvoir encourager un débat public ouvert, il leur faut respecter les différences d'opinion dans leurs

propres groupes et se prémunir contre la récupération par des forces extérieures.

Si elles veulent encourager la participation du public, elles doivent s'efforcer d'offrir à tous des chances égales de participer à leurs propres activités. Pour encourager la transparence et la responsabilité, il leur faut aussi rendre maximale leur propre visibilité et leur responsabilité vis-à-vis de leurs mandants et du public en général.

Les pages qui suivent explorent successivement ces questions de compétence, d'ouverture, d'autonomie, de facilité d'accès, de transparence et de responsabilité. Comme dans les autres parties du rapport, l'exposé juxtapose une analyse générale dans la colonne de gauche et, dans celle de droite, les témoignages de la société civile et les expériences recueillies en divers endroits.

Nous devons lutter par des voies démocratiques. Nous ne pouvons pas remettre la démocratie à après la victoire.

Luis Bassegio
Pastorale des migrants, Brésil

Si les organisations de la société civile se saisissent de questions démocratiques, elles doivent aussi avoir une réflexion autocritique sur leur propre fonctionnement.

John Foster, Institut Nord-Sud, Ottawa

Il existe des organisations de la société civile effroyables, tout comme il y a des multinationales effroyables.

Aleksandr Buzgalin
Mouvement social russe « Alternatives », Moscou

Nous avons besoin d'une démocratisation de la société civile elle-même : de ses attitudes, de ses activités, de sa composition.

Philippe Herzog
Confrontations, Paris

La compétence

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les associations de la société civile peuvent exercer une influence significative en faveur de la démocratisation de la mondialisation économique en encourageant l'éducation du public en matière de communications, de finance, d'investissement, de migration et de commerce, dans leur dimension transnationale. Toutefois, ces progrès potentiels – et par voie de conséquence toutes les activités de la société civile touchant à la mondialisation – sont compromis lorsque les militants eux-mêmes n'ont pas la compétence nécessaire pour traiter ces questions.

Bien sûr, certains groupes de la société civile comptent parmi les meilleures sources d'information et d'analyse sur la mondialisation économique. Mais d'autres souffrent d'une connaissance insuffisante. Même des forums d'entreprises et des groupes de réflexion financièrement bien dotés ne disposent que d'une ou deux personnes connaissant bien les systèmes de régulation des activités de la mondialisation économique, les processus institutionnels et les forces structurelles profondes qui produisent ces règles. Trop d'associations de la société civile n'ont pas de ligne budgétaire dédiée au développement des ressources humaines. En outre, les réseaux de la société civile manquent souvent de bonnes méthodes pour partager les compétences qu'elles ont sur la mondialisation économique et sa gouvernance.

Bien sûr, il est bon que les campagnes de la société civile sur la mondialisation économique s'appuient sur des valeurs morales, de bonnes intentions et des intuitions pénétrantes. Mais cela ne suffit pas. Une analyse sommaire et peu rigoureuse faisant appel à des arguments émotionnels plutôt qu'à une enquête minutieuse peut dans un premier temps accrocher l'attention du public, mais ne rendra guère les gens plus aptes à lutter, dans le long terme. De plus, plusieurs groupes de la société civile ont perdu leur crédibilité par un usage peu rigoureux des données sur la mondialisation économique.

Certains groupes de la société civile ont entrepris d'étudier longuement, patiemment, la mondialisation économique, mais d'autres ont été tentés de rechercher une publicité rapide, au dépens d'une recherche et d'une réflexion

Comme premier pas vers une démocratisation, la société civile doit développer la connaissance et mobiliser des ressources intellectuelles pour mettre au point des programmes de changement.

Silvio Caccia Bava
Association brésilienne des ONG (ABONG), São Paulo

Les militants sur la mondialisation ne sont pas très bons pour les analyse. Pour comprendre ce qui se joue actuellement, nous avons besoin d'autre chose que de slogans généraux. Il nous faut une réelle compétence.

Gerry Barr
Conseil canadien pour une coopération internationale, Ottawa

Dans la société civile russe, la formation est très limitée en matière de mondialisation. La discussion est souvent très superficielle, des mots pour ne rien dire, du baratin idéologique plutôt que de réelles analyses.

Andei Kortunov
Fondation pour la Science Moscou

Certaines consultations avec la Banque mondiale sont très techniques. Vous devez bien connaître le sujet si vous voulez faire des remarques pertinentes. Il arrive que les autorités laissent une place à une contribution de la société civile, mais cette dernière n'a pas la compétence nécessaire pour l'occuper.

Vincent Edoku
Réseau sur la dette en Ouganda, Kampala

Nous ne nous rendons pas service avec des diatribes exagérées contre les accords commerciaux internationaux. Les gens vous regardent comme un Caliméro ou se sentent impuissants.

Marc Lee
Centre canadien pour des alternatives politiques, Vancouver

sérieuses. En outre, nombre de militants ne s'intéressent qu'à un nombre limité de thèmes. Leur intérêt saute d'une question à une autre au gré des modes, de la dette au commerce, puis à la taxe Tobin et aux droits de propriété intellectuelle, etc. Ce qui empêche les groupes de poursuivre une campagne suffisamment longtemps pour obtenir des résultats importants et durables.

Il est courant qu'un activisme superficiel se contente de manifester son opposition, sans chercher à élaborer des propositions. Certes, s'opposer à des accords nocifs et chercher à les détruire est un comportement honorable et utile. Mais il faut aussi proposer et reconstruire. C'est une chose de réclamer de nouvelles règles de gouvernance de la mondialisation économique, c'en est une autre de préciser ce qu'elles devraient être. Pour être viables, les initiatives de la société civile doivent offrir des perspectives positives assorties de suggestions concrètes. Nombre de groupes cherchent à dépasser l'anti-mondialisation, et se présentent comme alter-mondialistes. La démarche du Forum social mondial donne une excellente illustration de ces comportements. Mais beaucoup d'autres associations devraient se consacrer plus à cette tâche. En fait, elles devraient susciter une réaction des officiels et du grand public contre le caractère « anti » de la société civile, tel qu'elle est actuellement perçue.

Cela ne veut pas dire que les initiatives de la société civile en matière de la mondialisation économique nécessitent de nombreux spécialistes formés de la même façon, développant les mêmes analyses, et s'appuyant sur les mêmes informations que les autorités au pouvoir. Bien sûr, les praticiens de la société civile peuvent agir plus efficacement s'ils comprennent le jargon et les statistiques qui ont cours dans les milieux officiels. Mais être compétent ne signifie pas partager la même expertise que les régulateurs. Au contraire, une partie de l'utilité de l'activité de la société civile est de provoquer le débat en s'opposant à l'orthodoxie dominante et en proposant d'autres points de vue. Cela dit, que les militants adoptent une perspective conventionnelle ou hétérodoxe, il est indispensable qu'ils aient une bonne connaissance de la mondialisation économique.

Comment développer cette connaissance ? Malheureusement, les établissements d'enseignement proposent peu de cours sur la mondialisation économique et sa gouvernance, qui soient adaptés aux praticiens de la société civile. Les

Les ONG sont mal préparées aux questions de finance internationale. Elles ne savent pas quels droits réclamer et à quels mécanismes s'attaquer. Peu de personnes entrent vraiment dans le débat ou disent quelque chose de vraiment concret.

Fernando Cardim
Institut de sciences économiques, Université fédérale de Rio de Janeiro

Un problème, avec la plupart des organisations de la société civile, c'est qu'elles manquent d'endurance et ne s'accrochent pas à une question dans le long terme.

Alaa Ezz
Association des entreprises pour la préservation de l'environnement
Le Caire

Le mouvement anti-mondialiste est toujours en train de s'opposer. Nous avons aussi besoin de nous asseoir et de réfléchir à ce qui peut être fait.

Kamal Abbas
Centre de services pour les syndicats et les travailleurs

La société civile doit éviter le culte de l'action. Il faut de temps à autre agir moins et réfléchir plus. Il n'est pas nécessaire d'agir en permanence. Il est aussi très important d'analyser, de reconsidérer ce qui a été fait et d'apprendre.

Chaiwat Thirapantu
Civicnet, Bangkok

Le danger, en étant mal informés, est de prendre des positions qui aient des conséquences négatives pour nous.

Aleksandr Bougaev
Confédération russe du travail (VKT), Moscou

Au Brésil, depuis 1955, le mouvement syndical dispose d'un département intersyndical de statistiques et d'études économiques (DIEESE) pour faire les recherches nécessaires aux militants. De plus, le DIEESE aide à organiser des formations pour les syndicalistes sur des questions de mondialisation économique, notamment sur les négociations et les accords commerciaux régionaux et mondiaux.

documents d'étude sont rarement conçus pour ces types de publics. En conséquence, les compétences de la société civile reposent trop souvent sur une formation universitaire qui ne lie pas correctement la théorie et la pratique, ou sur une formation « sur le tas » qui ne permet pas de rattacher les actions quotidiennes à une compréhension plus large et plus profonde des questions.

Avec des gens bien formés, les associations de la société civile peuvent aussi se doter d'une capacité de recherche sur la mondialisation économique. Des programmes de recherche menés en interne par des experts spécialement affectés à l'analyse politique peuvent produire des informations et des idées répondant bien aux besoins de l'organisation. Lorsque, et c'est souvent le cas, des organismes n'ont pas à eux seuls les moyens de mettre en place leur propre unité de recherches, ils peuvent mettre leurs ressources en commun pour financer collectivement des centres. (Bien entendu, il faut éviter que dans cette coopération les partenaires les plus gros dominent les petits.)

Les acteurs de la société civile pourraient aussi améliorer leurs compétences en collaborant beaucoup plus avec les universitaires, les consultants et autres spécialistes de la mondialisation économique. Il est vrai que beaucoup d'universitaires montrent peu d'empressement à contribuer aux actions politiques de la société civile. En outre, praticiens et chercheurs travaillent et pensent souvent de façon très différente, ce qui rend le dialogue entre eux problématique dans certains cas. Mais ceux qui agissent et ceux qui pensent coopèrent efficacement dans nombre d'initiatives de la société civile sur la mondialisation économique. De plus, il arrive que les universitaires puissent servir utilement d'intermédiaires entre les groupes de la société civile et les milieux officiels.

Pour résumer, si les associations de la société civile veulent éduquer le public et les militants sur les questions de mondialisation économique, il leur faut consacrer une énergie considérable à déterminer : ce qui se passe précisément dans la mondialisation économique ; ce qu'elles veulent exactement ; et ce qu'elles doivent plus particulièrement faire pour atteindre leurs objectifs.

A Paris, l'Association internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs (AITEC) réunit des professionnels qui enquêtent sur des questions d'intérêt général et produisent des documents d'étude pour les mouvements sociaux. Entre autres, les groupes de l'AITEC travaillent sur la réduction de la dette et les IFI

Un centre pour la paix et la défense des droits de l'homme a été créé à Bangkok pour fournir aux organisations de la société civile en Thaïlande une documentation plus complète sur la mondialisation comme sur d'autres sujets.

Justice et Paix fonctionne comme un groupe de réflexion au service de l'église catholique romaine, et prépare des rapports sur la mondialisation, la dette, le commerce et les institutions économiques supranationales, en réponse à la demande des militants, prêtres ou laïcs, d'être mieux informés sur ces questions.

Il nous faut approfondir la connaissance de la mondialisation économique dans la société civile. Sinon, le cerveau de la société civile ne se compose que d'une poignée d'intellectuels.

John Dillon

Kairos : Coalition œcuménique pour la justice économique, Toronto

Dans l'état brésilien de Minas Gerais, l'université fédérale Jioz de Fora propose plusieurs programmes (dont une revue complète des questions de mondialisation) spécialement conçus pour les militants des mouvements sociaux. Les universitaires qui y participent enseignent bénévolement, et l'université prête gratuitement ses installations.

En Ouganda, la Coalition des défenseurs du développement et de l'environnement (ACODE) vise à constituer une équipe d'analystes sur des questions comme la mondialisation.

La collaboration entre les praticiens et les chercheurs pose de très gros problèmes de différences de langages et d'appréhension des problèmes, mais quand elle se passe bien elle produit des résultats intéressants.

Alexander Sungurov

Centre d'études littéraires et politiques « Stratégie », Saint-Pétersbourg

Des débats ouverts

Nous avons vu dans la troisième partie que la deuxième contribution importante de la société civile à une mondialisation plus démocratique – l’encouragement au débat public – peut être compromise si les associations elles-mêmes ne sont pas ouvertes à des discussions permettant à des points de vue multiples de s’exprimer librement. En fait, le manque d’ouverture d’esprit peut aussi diminuer la capacité des groupes de la société civile à offrir au public une éducation complète et une participation étendue.

Certains groupes de la société civile impliqués dans les questions de mondialisation économique imposent malheureusement à leurs débats internes de fortes contraintes. Par exemple, nombre d’instituts de recherche travaillent sur la finance, l’investissement et le commerce en s’enfermant dans les limites d’une seule discipline universitaire, l’économie. De nombreuses associations d’entreprises sont réticentes à entrer sérieusement dans des débats qui remettent en question la conception classique de la mondialisation économique. De la même façon, beaucoup de groupes religieux ne veulent pas entendre des opinions étrangères à leur propre doctrine. Et nombre d’organisations du mouvement social présentent leur vision du changement progressiste comme une vérité indiscutable.

Dans tous ces cas, les acteurs sectaires de la société civile font peu de cas de l’exigence démocratique d’écouter les avis opposés et de débattre tout en respectant l’adversaire. Bien sûr, cette obligation cesse lorsque les adversaires préfèrent des menaces de violence. Il est vrai que certains groupes « incivils » ont des comportements extrémistes, allant jusqu’aux agressions physiques voire aux assassinats politiques. Mais beaucoup d’associations de la société civile refusent d’écouter les points de vue différents bien avant d’être réellement menacées.

Quelques participants à ce projet – fort peu, heureusement – ont exprimé franchement leur crainte de contester les points de vue officiels de leur organisation sur la mondialisation économique. Exactement comme des gouvernements, des partis politiques et des entreprises répriment tout désaccord

Nous aimons à penser que la société civile rassemble des gens comme nous, mais beaucoup ne sont pas nos amis. Nous devons être prêts à accepter des points de vue de la société civile qui sont contraires aux nôtres.

Warren Allmand
Droits et démocratie, Montréal

L’église orthodoxe russe peut être très fermée, affirmant que sa vision est unique et se coupant de tout dialogue avec les autres religions et les autres pays. Mais dans l’esprit la religion orthodoxe est, en fait, tout à fait ouverte.

Georgy Tchistiakov
Église orthodoxe russe, Moscou

Ce qui m’a attiré chez ATTAC, c’est la variété des points de vue. Toutes les opinions sont représentées. Le dialogue est riche. C’est très intéressant.

Claude Piganiol-Jacquet
ATTAC-France, groupe femmes et mondialisation, Paris

Au Brésil, la *Politique nationale d’éducation* (2000) de l’Union centrale des travailleurs (CUT) prévoit que ses programmes de formation « stimuleront le débat entre plusieurs opinions ... de telle façon que différentes conceptions apparaissent, soient mieux connues les unes des autres, se confrontent et cherchent des points d’accord. »

Quand je conçois une politique pour notre organisation, j’invite ses membres à faire leurs propositions et à critiquer les miennes.

Reawadee Prasertjareonsuk
ONG Comité de coordination pour le développement, Bangkok

et toute division internes, certaines associations de la société civile imposent une discipline stricte à l'intérieur de l'organisation, qui rejette toute différence d'opinion. Une telle intolérance ne va pas seulement à l'encontre des principes démocratiques. Elle prive aussi l'organisation de débats internes qui permettraient de faire émerger de nouvelles idées intéressantes, de clarifier les finalités et de préciser la stratégie.

Certains groupes de la société civile ont une façon plus subtile de limiter le débat interne. Beaucoup, par exemple, sont très centralisés, et les décisions importantes sont prises par une poignée de dirigeants. Dans cette situation, le reste du personnel, ainsi que les adhérents (lorsque l'association en a) n'ont guère d'occasions de faire valoir des propositions ou des avis différents. En fait, beaucoup de dirigeants de la société civile – voire la plupart – n'invitent jamais leurs adhérents à critiquer leurs positions. Nombre de groupes locaux trouvent qu'il existe peu, voire pas, de canaux pour faire remonter les initiatives vers la direction. De même, il arrive que dans une coalition les groupes les plus puissants marginalisent – involontairement ou délibérément – les avis des partenaires plus petits.

Surmonter les problèmes d'ouverture des débats dans les milieux de la société civile est une affaire d'état d'esprit. Les associations peuvent accepter et même encourager la discussion de multiples points de vue, tant dans le groupe qu'avec des interlocuteurs extérieurs. En fait, s'il est géré de façon constructive, un désaccord interne peut amener plus – et non moins – de solidarité dans une organisation de la société civile. C'est sans aucun doute l'unité dans la diversité qui produit la force la plus grande et la plus durable.

A côté d'attitudes encourageant le débat, les associations de la société civile peuvent aussi prendre des mesures concrètes pour favoriser le pluralisme. Certains groupes s'efforcent, par exemple, que différents courants politiques soient représentés dans leur comité de direction. Des organisateurs veillent à inviter à leurs réunions des gens ayant des points de vue divergents. Pour élargir leur horizon, nombre d'organisations mènent activement des dialogues entre différents secteurs de la société civile – par exemple entre universitaires, entrepreneurs, travailleurs, ONG et groupes religieux.

Notre organisation est très diverse : des politologues, des juristes, des travailleurs sociaux, des syndicalistes. Nous discutons avec des points de vue différents. Il y a beaucoup de place pour le débat, même dans le cadre de priorités que nous partageons largement. Nous n'avons pas de ligne du parti.

Marc Lee

Centre canadien pour des politiques alternatives, Vancouver

Le conseil d'administration de 52 personnes de l'Union nationale des étudiants du Brésil comprend des représentants de tous les courants politiques. Sept groupes principaux comportant chacun plusieurs fractions font qu'il y a au total 20 à 25 groupes.

Felipe Maia

Union nationale des étudiants (UNE), Brasilia

Le Centre égyptien d'études économiques envoie des invitations à ses conférences sur la base de quotas donnant l'assurance que toutes les opinions politiques seront représentées. Les tables rondes sont constituées avec le souci de provoquer des discussions entre des points de vue antagonistes.

Pour obtenir une pluralité de points de vue, nous avons dans notre comité directeur des partisans de divers partis politiques (conservateur, libéral, social démocrate).

Shauna Sylvester

Institut pour les médias, la politique et la société civile (IMPACS), Vancouver

Notre organisation est un terrain de rencontre pour les entreprises, les syndicats, les ONG et le gouvernement. C'est un lieu où le Mouvement des paysans sans terre peut parler avec McDonald.

Marcelo Linguette

Institut Ethos, São Paulo

Bien entendu, de telles initiatives ne doivent pas avoir pour objectif de dissimuler les divergences et de créer un consensus artificiel, ce qui étoufferait le débat au lieu de l'enrichir. La confrontation de visions différentes, des débats où chacun est prêt à écouter et à apprendre, peuvent permettre à toutes les parties de mieux se connaître elles-mêmes et de mieux comprendre les autres.

L'autonomie

Une autre problème peut compromettre les possibilités de la société civile de faire progresser la démocratie dans la mondialisation économique. C'est la récupération. Une association peut être plus ou moins sous la coupe d'intérêts particuliers qui lui dictent ses priorités, ses analyses, ses propositions et ses activités. Bien sûr, aucun acteur politique ne peut être absolument indépendant de toute influence externe. Cependant, beaucoup de groupes de la société civile sont instrumentalisés – de gré ou de force, consciemment ou non – par d'autres forces.

Plus une organisation de la société civile est indépendante des divers centres de pouvoir, plus elle est libre de provoquer le débat public, d'exiger sans crainte de représailles que les gouvernants rendent des comptes aux citoyens. Inversement, plus une association est récupérée, plus elle est empêchée d'exprimer certains points de vue et de demander des comptes aux pouvoirs en place, ce qui limite l'efficacité de son action en faveur de la démocratie.

La récupération de la société civile peut être due aux acteurs aussi bien qu'aux structures profondes de la société. Pour ce qui concerne les acteurs, les associations de la société civile peuvent devenir les instruments d'acteurs politiques plus puissants. Par exemple, un groupe peut tomber sous la coupe d'un organe de gouvernement, d'un parti politique, d'une entreprise, d'une fondation, d'un individu puissant ou d'un quelconque autre agent. Dans ces cas, les organisations de la société civile sont subordonnées à d'autres organismes (souvent peu démocratiques), et peuvent être manipulées.

Le marché, c'est que nous arrêtons les manifestations et qu'ils engagent le dialogue.

Nicola Bullard
Focus on the Global South, Bangkok

En Russie, la société civile est dépendante. Nous préférons ne pas risquer d'offenser notre état ou notre employeur.

Yuri Milovidov
Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), Moscou

Nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de faire des commentaires explicites sur la façon dont travaillent des donateurs comme le Programme des Nations unies pour l'environnement ou la Banque mondiale.

Mario de Mello Dias
Fondation brésilienne pour la préservation de la nature, Rio de Janeiro

Vous devez être prudent en matière de politique. Si vous critiquez la mondialisation, vous craignez pour vos subventions.

Delius Asiimwe
Institut Makerere de recherche sociale, Kampala

Notre principal syndicat n'est pas un vrai syndicat. C'est un héritage de l'époque soviétique, organisé pour soutenir le gouvernement et contrôler les travailleurs.

Ludmilla Alexeeva
Groupe Helsinki de Moscou

Pour ce qui concerne les structures, les activités de la société civile peuvent – même contre leur gré – promouvoir les intérêts spécifiques et la domination, par exemple, du Nord, du capitalisme, de l'Occident, des hommes (sur les femmes), d'une race, des citadins (sur les ruraux), etc. Les associations de la société civile deviennent alors –peut-être inconsciemment - des agents soumis du « système », y compris sous ses aspects les moins démocratiques. Bien entendu, les deux formes de récupération peuvent se cumuler.

La perte d'autonomie des groupes de la société civile peut être flagrante ou subtile. La récupération est évidente lorsque d'autres acteurs interviennent dans les activités d'une association en lui versant de l'argent ou en désignant autoritairement des dirigeants. Dans d'autres cas, les acteurs de la société civile renoncent tacitement à leur indépendance, en pratiquant une autocensure (plus ou moins consciente) qui restreint ou supprime leurs critiques des pouvoirs en place et/ou des structures sociales dominantes.

En matière de récupération, ce sont souvent les relations entre les groupes de la société civile et les organes de gouvernement qui sont les plus préoccupantes. Une fois tombées sous la coupe de ces organismes, qu'ils soient étatiques, supra ou infra-étatiques, les associations deviennent leurs servantes dociles et peuvent alors être utilisées pour gagner des soutiens, en particulier pour des politiques impopulaires. Dans la même veine, des gouvernements ont parfois fondé eux-mêmes des associations de la société civile – ou du moins les ont fait passer pour telles. On trouve des forums d'entreprises et des syndicats créés par des états, des groupes de réflexion constitués à l'instigation d'institutions économiques multilatérales comme la Banque mondiale, et des ONG mises sur pied par des gouvernements (ce qu'on appelle les GONGO). Des représentants des organismes officiels peuvent siéger à qualité au directoire de ce genre d'organisation, matérialisant ainsi l'influence du pouvoir. De plus, les états et autres organismes de régulation peuvent financer des organisations de la société civile au moyen de subventions importantes, de contrats pour des travaux, d'exemptions particulières d'impôts ou de cotisations, ou de fonds pour participer à des réunions officielles. Il arrive aussi que des membres actifs de la société civile se voient proposer des emplois (bien rémunérés et avec des avantages sociaux intéressants). C'est ainsi que des militants passent dans le secteur officiel, temporairement ou définitivement. D'où le jeu de mots : l'ONG

L'état est souvent impliqué dans les associations d'entreprises se préoccupant de mondialisation économique. En Égypte, par exemple, le ministre du commerce désigne le chef de la Fédération générale des chambres de commerce et six membres sur 34 de son comité de direction. De la même façon, en Thaïlande, la fédération thaïe des industries est sous la tutelle du ministre de l'industrie. En Russie, la moitié du comité exécutif de l'association internationale des entreprises de Moscou est désignée par le gouvernement. Au Brésil, le gouvernement finance les principales associations d'entreprises.

Au Canada, le financement à grande échelle des organisations de la société civile par le gouvernement nous rend différents des États-Unis ou de l'Europe. Même les programmes internationaux des syndicats reçoivent de l'argent. Dépendre du gouvernement pour son financement incite à rester poli avec lui.

Diana Bronson
Droits et démocratie, Montréal

Le gouvernement thaï essaie d'organiser la société civile en « forums civiques » dans tout le pays. D'une certaine façon, ce n'est guère différent du système communiste, où tout était sous le contrôle de l'état.

Amara Pongsapich
Faculté de science politique, Université de Chulalongkorn, Bangkok

Trop d'ONG ont une approche instrumentale des IFI, leur objectif étant d'accéder à des financements, ce qui compromet leur rôle critique.

Jorge Durão
Association des organisations pour l'aide sociale et éducatrice (FASE)
Rio de Janeiro

Le gouvernement et la Banque mondiale vous invitent trois ou quatre fois et vous commencez à penser que vous feriez mieux de vous tenir tranquille. Les gens savent que les trois-quarts de leur argent viennent du gouvernement. Est-ce que vous allez le descendre en flammes et perdre vos subventions ? Non, vous allez à de nombreuses réunions et vous devenez des copains.

Nakanyike B. Musisi
Institut Makerere de recherche sociale, Kampala

– en anglais *NGO* – est « *Next Government Official* », c'est-à-dire « bientôt représentant officiel du gouvernement ». Des problèmes de récupération peuvent aussi se poser lorsque des représentants de la société civile acceptent l'invitation à se joindre à des délégations officielles pour des réunions multilatérales, ou même de tenir des conférences avec des responsables politiques officiels. Le fait, par exemple, de « dialoguer » avec des représentants du pouvoir peut désamorcer un conflit sans que les problèmes aient été traités sur le fond. Plus discrètement, des associations peuvent adopter le discours officiel, dans l'espoir d'être mieux considérés par les gouvernants. De la même façon, les organismes de régulation peuvent reprendre le vocabulaire critique des milieux de la société civile et neutraliser son pouvoir mobilisateur. Ce qui a été le cas d'expressions comme « développement durable » « responsabilité » et sans doute les notions (dans un certain sens) de « gouvernance » et de « société civile ».

Des problèmes de récupération identiques peuvent se produire entre les associations de la société civile et les partis politiques, avec une acuité particulière lorsque le parti en question est au pouvoir. Les organisations civiques proches de partis communistes ou fascistes fournissent des exemples particulièrement frappants de cette forme de dépendance. Les liens entre les syndicats ouvriers et les partis sociaux-démocrates peuvent aussi déraiper, avec récupération par les élites dirigeantes. Dans d'autres cas, des hommes politiques créent des organisations de la société civile pour servir de couverture à leurs ambitions personnelles, allant jusqu'à acheter des votes.

Il peut aussi y avoir récupération par des acteurs du marché. Des compagnies peuvent fonder, diriger, financer, ou influencer et contrôler par tout autre moyen des associations de la société civile. Ces atteintes à l'autonomie sont particulièrement évidentes dans le cas des forums d'entreprises, beaucoup d'entre eux étant avant tout des lobbies servant les intérêts particuliers des entreprises plutôt que l'intérêt général. En outre, nombre d'ONG et de groupes de réflexion dépendent fortement des entreprises qui les financent. Même des syndicats ouvriers sont des émanations d'employeurs bien plus que des travailleurs.

Les bienfaiteurs privés peuvent également avoir une attitude de récupération sur les acteurs de la société civile. Les fondations philanthropiques et les riches

Les donateurs choisissent avec soin les causes qu'ils soutiennent. Nous devons répondre à leurs intérêts pour survivre.

Rungtip Imruang
Commission catholique pour la justice et la paix, Bangkok

En Ouganda, nombre de parlementaires ont leur propre ONG pour mobiliser le soutien de leur électorat.

Nyangabyaki Bazaara
Centre pour la recherche fondamentale, Kampala

Au Brésil, la Centrale générale du travail (CGT) et la Force syndicaliste (FS) ont été créées sur l'initiative des employeurs. En Russie, la Confédération russe du travail (VKT) a son quartier général dans les bureaux de la compagnie pour laquelle travaillent la plupart de ses membres. Il n'est pas surprenant que les dirigeants de tels syndicats soient plutôt dociles envers les patrons.

Quand les ONG du Nord reçoivent de l'argent de multinationales, elles commencent à voir les avantages du compromis et du réformisme.

Reawadee Praserjareonsuk
ONG Comité de coordination pour le développement, Bangkok

Notre bureau est entièrement composé de gens venant d'entreprises, mais je leur ai annoncé dès le début que je dirais des choses qui ne leur feraient pas plaisir. Ils sont là depuis cinq ans et n'ont jamais demandé au Centre de promouvoir leurs intérêts privés.

Ahmad Galal
Centre égyptien pour les études économiques, Le Caire

particuliers peuvent – discrètement ou ouvertement – dicter les programmes et les tactiques des associations de la société civile, qui vont alors favoriser leur pouvoir au lieu de le remettre en cause. Question délicate, qui n'épargne pas le présent projet et le présent rapport !

En plus de la récupération des associations de la société civile par d'autres acteurs, il y a aussi celle opérée par les structures sociales dominantes. Cette mainmise par le système peut se produire même dans des groupes de la société civile qui ne sont pas particulièrement dépendants de l'état ou des agents du marché. La perte d'autonomie est parfois involontaire et inconsciente.

Par exemple, même des organisations de la société civile parfaitement indépendants des puissances capitalistes et des entreprises peuvent être des rouages du système capitaliste. Après tout, une grande partie de la société civile contemporaine est une industrie qui fait circuler de l'argent, avec des fonds substantiels pour créer des emplois, organiser des conférences, écrire des rapports, fournir des services d'aide aux populations, etc. Même lorsque des actions de la société civile comme les programmes de coopération pour le développement ou les campagnes pour les droits de l'homme sont financées par des subventions publiques et forment explicitement des attaques contre l'impérialisme, elles peuvent indirectement et à leur insu participer au soutien de cette situation non démocratique. Par exemple, certaines initiatives humanitaires peuvent détourner les énergies de la critique du capitalisme vers sa réparation.

Des dynamiques identiques peuvent se développer, en rapport avec les autres structures non démocratiques décrites dans la 2^e partie. Des associations de la société civile du Sud peuvent renforcer les structures de domination du Nord, par exemple par des accords de financement. Même les critiques de la primauté du Nord et du système capitaliste dans la mondialisation économique peuvent servir la domination occidentale. Nous allons voir dans la prochaine section comment les associations de la société civile peuvent devenir les instruments de la domination masculine, citadine, blanche et hétérosexuelle. Dans ces situations également, la récupération par les structures sociales dominantes limite les possibilités des groupes de la société civile d'encourager le débat public et la participation des citoyens.

Il est simple d'intégrer des parties de la société civile dans le capitalisme mondial pour les neutraliser en tant que force alternative.

Alexandr Buzgalin
Mouvement social russe « Alternatives », Moscou

Les ONG peuvent aussi faire partie de processus qui créent un simulacre de démocratie, comme tout le cycle de conférences sociales de l'ONU, qui ont une efficacité douteuse.

Jorge Durão
Association des organisations pour l'assistance sociale et éducative (FASE)
Rio de Janeiro

Il est important pour les organisations de la société civile russe de s'enraciner plus dans la population. On nous accuse souvent d'être des espions financés par l'étranger.

Evgeny A. Shvarts
WWF – Russie, Moscou

Le gouvernement du Québec a fourni les deux tiers des fonds pour le Sommet des peuples qui s'est tenu parallèlement au Sommet officiel des Amériques en avril 2001. C'est dans la tradition canadienne, que l'état facilite le développement de la société civile. Mais ce n'est pas de la récupération. Il suffit de regarder ce qui est sorti du Sommet des peuples.

Jessie Smith
Réseau d'information sur des alternatives réelles, Vancouver

Il vaut mieux travailler avec le gouvernement que le combattre. Et plutôt que de franchir la ligne rouge et vous faire rejeter, il est préférable de l'amener à reculer cette limite pour vous faire plus de place.

Alaa Ezz
Association des entreprises pour la préservation de l'environnement, Le Caire

Il est certain que les questions d'autonomie et de récupération sont souvent plus complexes et plus nuancées que pourraient le laisser croire les descriptions sommaires qui précèdent. Par exemple, les fonds venant d'un gouvernement sont-ils nécessairement de l'argent sale, s'ils proviennent des contribuables d'un état démocratique ? Des groupes contestataires de la société civile peuvent-ils être soutenus sans condition par des donateurs convaincus que les différences d'opinion sont indispensables dans une démocratie saine ? N'est-il pas possible de travailler avec les pouvoirs publics sans en devenir les auxiliaires ? Compromis est-il toujours synonyme de compromission ? La mission d'un groupe de la société civile peut-elle, dans certaines circonstances, l'obliger à prendre parti pour une formation politique et/ou à encourager ses dirigeants et son personnel à prendre officiellement position ? Doit-on distinguer l'engagement et les choix politiques des individus et l'indépendance de l'organisation elle-même ?

Nous avons déjà noté qu'un groupe de la société civile ne peut jamais être complètement autonome. L'écrasante majorité des associations dépendent fortement de forces extérieures à la société civile pour leur reconnaissance légale, leurs ressources et leur réputation. Elles agissent à l'intérieur des structures sociales existantes, quelle que puisse être leur réticence à utiliser, par exemple, les services de la finance capitaliste mondiale ou les technologies occidentales de communication. Les groupes qui recherchent l'autosuffisance et s'opposent à toutes les relations de pouvoir existant dans la mondialisation économique ne durent pas bien longtemps ou n'ont guère d'influence. Le problème, pour les associations de la société civile, est donc de ne pas poursuivre le mirage de l'indépendance absolue, mais de s'efforcer d'être aussi autonomes que possible.

Comment y parvenir ? Les groupes de la société civile les plus autonomes sont habituellement les plus vigilants. Ils réfléchissent de façon approfondie aux conséquences de leurs engagements, déterminent qui ils soutiennent et par qui ils acceptent d'être soutenus. Lorsque ces organisations décident de se faire aider par un parti politique, un organisme gouvernemental, une entreprise ou une fondation et/ou de lui apporter leur appui, elles restent un allié critique et doivent toujours être prêtes à rompre une relation qui compromettrait de façon

Certains disent qu'il n'est pas sain d'être trop ami avec les milieux officiels et d'oublier les vraies questions. A mon avis, il nous faut utiliser toutes les occasions. Vous entrez dans les débats avec un point de vue solide forgé lors des discussions préalables dans la société civile. Vous ne risquez de vous faire récupérer que si vous n'êtes pas sûr de votre position, et que vous avez mal préparé votre dossier. Dans ce cas-là, vous pouvez vous laisser influencer.

Jane Nalunga

Réseau de développement des associations indigènes volontaires, Kampala

Dans la société civile égyptienne vous devez faire des concessions pour être entendu par le gouvernement. En même temps, il est difficile d'être considéré comme représentant la société civile lorsque vous travaillez étroitement avec le gouvernement. Les militants sont confrontés à des compromis difficiles entre l'indépendance (situation dans laquelle ils n'ont aucune influence) et le contrôle par le gouvernement.

Bassma Kodmani

Fondation Ford, Le Caire

Les groupes de la société civile peuvent recevoir de l'argent du gouvernement tant qu'ils restent fidèles à leurs propres objectifs et qu'ils peuvent déterminer librement comment conduire leurs projets.

Suthy Prasartset

Faculté d'économie, Université de Chulalongkorn, Bangkok

Pour la société civile, c'est une difficulté importante en matière de démocratie que de savoir jusqu'à quel point elle peut nouer des relations avec les partis politiques et les gouvernements, et de quelles sortes.

Kjeld Jakobsen

Union centrale des travailleurs (CUT), São Paulo

inacceptable leur mission et leur autonomie. Elles défendent bien leur indépendance lorsqu'elles n'oublient jamais quels intérêts représentent leurs partenaires et quelle influence ils peuvent exercer sur leurs propres intérêts et sur leur action.

Outre cette vigilance, un bon moyen d'augmenter son autonomie, pour une associations de la société civile, est d'avoir des sources de financement multiples et diverses, afin de n'être l'otage d'aucune. Elle doit tout faire pour que le plus gros des fonds et des aides en nature lui soit apporté par ses adhérents. Si la nature du travail effectué par une association ou la pauvreté de ses membres ne lui permet de s'appuyer sur une base significative, elle doit assurer son autonomie en répartissant son financement sur de multiples donateurs. Ou, si elle le peut, en s'autofinçant par des activités telles que des conférences, la vente de publications, et des activités économiques «sociales» comme les systèmes de commerce équitable.

Enfin, les groupes de la société civile s'occupant de questions de mondialisation économique peuvent accroître leur autonomie en adaptant constamment leurs programmes d'actions et leurs discours de façon à garder une distance critique avec les priorités et le langage officiels. Le but n'est pas de pratiquer pour le plaisir une opposition systématique, mais de résister à la tendance très répandue chez les gouvernants de tenter de réduire la contestation en faisant semblant de prêter attention aux critiques.

L'accès

À côté des questions de compétences, d'ouverture du débat et d'autonomie, une association démocratique de la société civile doit aussi traiter celle de l'accès. Dans quelle mesure la société civile offre-t-elle un espace politique où tous les citoyens ont d'égales possibilités d'intervenir sur les problèmes de mondialisation économique ? Ces possibilités ne sont-elles pas limitées et inégales, et largement réservées aux privilégiés ? Qui peut, et qui ne peut pas,

La vigilance contre la récupération a été payante dans le cas du Forum de la société civile à Moscou en novembre 2001. Le gouvernement a lancé et financé l'événement, et cherché à faire approuver la création d'un organisme officiel de surveillance de la société civile. Mais plusieurs associations de défense des droits de l'homme ont mené une résistance déterminée à ce plan, que le gouvernement a retiré. En fin de compte, l'un des contestataires de la société civile a co-présidé l'assemblée plénière d'ouverture avec le Président Poutine.

Le Réseau de solidarité avec la Maquila, basé à Toronto, a réparti ses sources de financement entre de nombreux syndicats, onze organisations religieuses, cinq fondations et plusieurs ONG. Au Caire, l'association des entreprises pour la préservation de l'environnement s'est efforcé d'avoir dix à douze donateurs différents pour chacune de ses activités afin d'éviter la prise de contrôle par un apporteur de fonds unique. À Moscou, la Confédération inter-républiques des associations de consommateurs (KonfOP) ne prend pas d'argent des milieux d'affaires et tire ses ressources d'un mélange de cotisations de ses membres, de dons, de vente de magazines et de subventions légales. A Bangkok, Focus on the global South avait vingt donateurs à la mi-2002, afin de conserver son indépendance politique.

En Thaïlande, les gens dominés n'ont habituellement pas le droit de participer à la résolution de leurs propres problèmes.

Supensri Pungkoksung
Amis des femmes, Bangkok

participer à l'activité de la société civile, en matière de mondialisation économique ?

Comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, les hiérarchies sociales structurelles sont l'une des principales causes du déficit démocratique dans la mondialisation telle que nous la vivons. Et dans la troisième partie, nous avons montré que les actions de la société civile pouvaient promouvoir la démocratie en permettant à plus de citoyens de participer à la gouvernance de la mondialisation du commerce, des migrations, de l'investissement, de la finance et des communications. Cependant, dans la quatrième partie, nous avons noté que ces efforts pouvaient être compliqués lorsque les subordinations structurelles sont particulièrement importantes dans un environnement donné, et quand d'autres acteurs comme le gouvernement et les médias ne sont pas disposés à les réduire.

En outre, le potentiel de démocratisation que recèle l'action citoyenne en matière de la mondialisation économique peut être compromis lorsque la société civile elle-même n'offre pas des chances égales à tous. En effet, chacune des associations, tout comme l'ensemble de la société civile, peut refléter, perpétuer, voire exacerber, les inégalités structurelles qui caractérisent la mondialisation économique actuelle. Il est difficile – et peu cohérent – pour les groupes de la société civile, de s'attaquer aux déficits démocratiques dans la mondialisation économique, si leurs propres activités reproduisent les hiérarchies sociales.

Cet accès inégal à la société civile se manifeste sous différentes formes. Par exemple, des personnes appartenant à certains groupes sociaux auront plus de chances que d'autres de devenir membres, employés, dirigeants et financiers d'associations de la société civile. Certaines catégories sociales accéderont plus facilement – souvent beaucoup plus – aux ressources nécessaires à la société civile pour agir efficacement sur la mondialisation économique. C'est-à-dire qu'elles bénéficieront de plus d'éducation, d'argent, de techniques modernes d'information et de communication, d'attention de la part des médias, de possibilités de voyager, de place pour travailler, etc. La discrimination – ouverte ou cachée, délibérée ou involontaire – a pour conséquence que certains individus comptent plus que d'autres, à mérite personnel équivalent, lorsqu'il s'agit d'arrêter des ordres du jour, de formuler des stratégies, de déterminer des

La crédibilité des mouvements civiques dépend de la mesure dans laquelle ils ont un processus de prise de décision réellement participatif dans leurs propres organisations. C'est un défi permanent.

Tony Clarke
Institut Polaris, Ottawa

Les plus exclus ne sont pas directement dans la société civile. C'est toujours quelqu'un d'autre qui les représente.

Bénédicte Hermelin
Solagral, Paris

Idéalement, la société civile est un lieu où chacun participe, mais ce n'est pas le cas actuellement.

Sungee John
Comité national d'action sur le statut des femmes, Windsor

En Russie comme dans la majorité des autres pays, le profil de la société civile ne reflète pas celui de la population en général. Aujourd'hui, la base sociale de la majorité des associations est l'intelligentsia urbaine – la quasi-bourgeoisie de l'époque soviétique.

Evgeny Shvarts
WWF Russie, Moscou

Internet est une avancée capitale pour l'information des citoyens, mais il n'y a pas plus de deux millions d'utilisateurs en Russie, et ce sont généralement des gens qui ont déjà une bonne connaissance de la situation.

Yuri Vdovin
Citizens' Watch, Saint-Petersbourg

Si nous allons voir le Président, il vaut mieux que nous emmenions avec nous les investisseurs étrangers muzungu (blancs). Alors, il écoute mieux.

William Kalema
Association des industriels d'Ouganda, Kampala

tactiques, de mettre en place des programmes et d'évaluer des résultats. Ces différences de pouvoir social à l'intérieur de la société civile sont fréquemment équivalentes aux hiérarchies structurelles caractéristiques de la mondialisation économique, telles que nous les avons décrites dans la deuxième partie.

Par exemple, l'activité de la société civile en matière de mondialisation reproduit souvent les hiérarchies de pouvoir Nord-Sud. Dans l'ensemble, les associations les plus puissantes sont celles d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale. Bien sûr, beaucoup de groupes de la société civile en Afrique, en Europe de l'Est, en Amérique latine et dans le Pacifique contribuent notablement à l'action politique dans la mondialisation économique. Toutefois, même les associations du Sud les mieux dotées ne peuvent rivaliser avec les organisations universitaires, les entreprises, les ONG, les organismes religieux et professionnels du Nord. Le Nord détient également des positions dominantes dans les associations transfrontières et dans les réseaux de la société civile. En conséquence, les associations du Sud adoptent souvent les ordres du jour et les activités du Nord, même lorsqu'ils concernent des problèmes qui ne sont pas prioritaires pour elles. Et les critiques les plus virulents dénoncent dans la soi-disant « société civile mondiale » une invention néo-coloniale. Il est évident que la société civile n'est pas un lieu d'égalité Nord-Sud, même pour les associations qui ont pour objectif cette égalité. Jusqu'ici, au contraire, l'activité de la société civile en matière de mondialisation économique a plutôt, dans l'ensemble, perpétué, voire aggravé, le fossé Nord-Sud.

Les différences géographiques à l'intérieur de chaque pays fournissent un autre exemple d'inégalité d'accès à l'engagement de la société civile. Dans la plupart des cas, cette activité est fortement concentrée dans la capitale nationale et peut-être dans une ou deux villes importantes. Plus généralement, les citadins accèdent plus facilement que les ruraux aux programmes concernant la mondialisation économique. Même dans les cas – minoritaires – où les organisations de la société civile ont des sections réparties dans tout le pays, ces dernières ont souvent peu d'influence sur l'état-major. Par exemple, dans l'activité de la société civile sur la mondialisation, la Haute-Egypte est marginalisée, par rapport à la Basse-Egypte. De la même façon, les provinces occidentales du Canada ont moins la parole que celles de l'est, et les états du sud du Brésil sont des centres de la société civile moins actifs que ceux du nord et du

La CISL est très euro-centrée et dominée par les États-Unis et le Royaume-Uni. La plupart des propositions, des visions de l'avenir et des idées partent d'un point de vue de pays industrialisés. Les autres pays et les traditions syndicales différentes doivent être mieux représentés.

Point de vue résumant la position de l'Union centrale des travailleurs (CUT) au Brésil, de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), de la Confédération russe du travail (VKT) et de la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR)

En Ouganda, on ne peut pas comparer les ressources d'un groupe de réflexion comme le Centre de recherche de politique économique ou d'une association d'entreprises comme l'Association des industriels d'Ouganda avec celles de leurs équivalents du Nord.

Nous n'avons que des relations occasionnelles avec les associations de fermiers des pays en développement. Nos liens internationaux sont avec l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Joseph Garnotel

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), Paris

Dans les pays industrialisés, les militants pour le développement doivent aller au-delà des gestes condescendants, symboliques ou dictés par l'émotion, et s'engager dans la construction d'un partenariat réel avec les peuples du Sud. Pour procéder à des changements, il est indispensable de partager les ressources intellectuelles et financières aussi bien que les stratégies politiques et militantes.

Iris Almeida

Droits et démocratie, Montréal

Des capitales comme Le Caire, Paris, Moscou, Bangkok et Kampala dominent la scène de la société civile dans leurs pays respectifs. Le Brésil et le Canada ont plusieurs centres d'activité de la société civile en matière de mondialisation économique, mais ce sont tous des centres urbains importants.

En Russie, il n'y a pas de procédures permettant aux organisations de la société civile des régions de participer au niveau fédéral. En conséquence, certaines ONG de

nord-est.

Une autre discrimination dans la société civile tient aux frontières de classe. Nombre de mouvements sociaux qui s'intéressent aux questions économiques transfrontières ont des dirigeants et des adhérents issus principalement des classes populaires, tels que des pêcheurs, des paysans, des travailleurs à bas salaires et des habitants de bidonvilles. Mais les élites dominent généralement les parties de la société civile (comme les forums d'entreprises ou les groupes de réflexion) qui disposent des ressources les plus importantes et l'accès le plus facile aux milieux gouvernant la mondialisation économique. De plus, les associations regroupant de grandes entreprises ont un accès incomparablement plus facile aux négociations commerciales multilatérales que les groupes représentant des PME. De leur côté, les associations de banquiers et les instituts de recherche économique bénéficient d'un accès privilégié aux institutions de régulation de la finance mondiale. Nombre d'ONG recrutent également leur personnel et leurs membres dans les beaux quartiers. Ces emplois sont très convoités dans les pays pauvres, où une minorité privilégiée de la société obtient souvent la plus grosse part du financement des ONG. Quant au mouvement syndical majoritaire, il représente principalement une « aristocratie ouvrière » relativement privilégiée d'employés permanents à temps plein, plutôt que les milieux plus vulnérables de travailleurs à domicile, de domestiques, d'immigrés, de travailleurs à temps partiel, de prostitués, de vendeurs ambulants indépendants et de chômeurs de longue durée. Bref, même si nombre d'associations de la société civile parlent d'impliquer « la base », « les organisations populaires » et « les communautés locales », les possibilités réelles de participer à ces mouvements, pour les classes populaires, sont souvent extrêmement limitées. En fait, bien des gens de la « gauche caviar » conservent un léger mépris pour les classes « inférieures », « non éduquées » et « irrationnelles ».

L'activité de la société civile sur les questions de mondialisation économique est aussi très marquée par la domination de certaines civilisations. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, les schémas judéo-chrétiens occidentaux l'emportent généralement sur les autres. Les Frères musulmans en Egypte et le Mouvement d'éducation spirituelle d'inspiration bouddhiste, en Thaïlande, sont des exceptions qui confirment la règle. Les civilisations africaines, en Ouganda,

Moscou essaient de représenter les intérêts de tout le secteur non-gouvernemental, de contrôler toutes les institutions publiques et de recevoir toutes les ressources.
équipe du Centre de soutien aux initiatives civiques en Sibérie, Novosibirsk

En France, en dépit de l'accent mis sur le développement du militantisme local, la direction de groupes tels qu'ATTAC, le Centre de recherche et d'information sur le développement, Greenpeace et Survie restent très centralisée à Paris.

Dans les ONG, on trouve surtout des cadres bourgeois qui parlent pour la réalité d'un terrain qui n'est pas le leur. Le Forum social mondial est très important pour les réseaux de l'élite mondiale, mais je ne vois pas les liens avec les réalités des exclus.
Amelia Cohn
Centre pour les études culturelles contemporaines, São Paulo

A l'intérieur de la société civile les pauvres sont considérés comme faibles. On nous fait venir pour faire bien sur la photo, mais le reste du temps nous sommes sur la touche.
Josephine Grey
Familles à bas revenus ensemble, Toronto

En tant que fermier, personne ne vous prend au sérieux. La société se moque de nous. Pourquoi serions-nous intéressés par le FMI ? Pourquoi nous engagerions-nous dans un mouvement mondial ?
Veerapon Sopa
Réseau du peuple contre la mondialisation, Thaïlande

Dans les ONG égyptiennes, il y a une inévitable sélection. Pour avoir un poste, il faut connaître l'anglais, avoir des compétences en informatique et une bonne éducation.
Yousri Mustafa
Institut de Caire pour les études sur les droits de l'homme

Le langage utilisé par ATTAC n'est pas adapté aux classes populaires.
Dominique Plihon
ATTAC-France, Paris

et orthodoxe, en Russie, réussissent, de façon limitée, à s'exprimer et à avoir une influence dans l'action de la société civile sur la mondialisation économique. Dans ce domaine, les peuples indigènes du Canada ou du Brésil ont une place marginale. En revanche, dans le monde entier, des associations abordent très majoritairement les questions de mondialisation économique avec des grilles de lecture occidentales, modernistes et rationalistes. Et la plupart des gens appartenant à ce courant majoritaire ne s'intéressent guère aux autres conceptions du monde, et n'y ont jamais consacré beaucoup de temps. De plus, les militants connaissant des langues occidentales, notamment l'anglais, ont plus de chances d'influer sur la mondialisation économique que ceux qui pratiquent d'autres langues. Et lorsqu'il s'agit de débattre avec les institutions en charge de la production, des échanges et de la consommation, les acteurs de la société civile maîtrisant les techniques de l'économie se font plus facilement entendre que ceux ayant d'autres types de compétence.

Le militantisme de la société civile a également tendance à reproduire les inégalités liées au genre existant dans les milieux politiques en général. Bien sûr, beaucoup de femmes participent aux activités touchant à mondialisation économique, notamment dans les ONG et les mouvements sociaux. Dans des cas exceptionnels comme celui des ONG canadiennes, hommes et femmes se partagent à égalité la direction du travail sur ces questions. Mais dans l'ensemble ce sont les hommes qui pilotent. Par exemple, les femmes ont fort peu d'influence dans les forums d'entreprises, les syndicats, les organisations religieuses et les instituts de recherche traitant des problèmes de mondialisation économique. Dans toutes les organisations de la société civile, on trouve un nombre disproportionné d'hommes dans les comités de direction, chez les dirigeants, les délégués et les cadres, alors que les femmes fournissent la majeure partie du soutien administratif. Il est inutile de préciser que si les femmes appartiennent à des classes ou des races défavorisées, si elles sont âgées, si elles vivent dans les campagnes et/ou dans les pays du Sud, elles sont plus marginalisées, dans la société civile, que si elles font partie de l'élite, sont encore jeunes, vivent dans les villes et dans des pays du Nord. La subordination des femmes fait que, structurellement, elles ont moins de possibilités de participer et moins d'influence sur les questions de mondialisation économique que les hommes de même milieu social.

Les féministes occidentales font souvent des erreurs qui nous mettent en difficulté, en tant que femmes, en Égypte.

Heba Handoussa

Forum pour la recherche économique dans les pays arabes, en Iran et en Turquie

Comment les Malbree, ces indigènes nomades du nord de la Thaïlande, pourraient-ils s'impliquer ? Il est très difficile de comprendre leurs souffrances, et nous n'avons pas de moyen de répondre à leurs besoins.

Surichai Wun' Gaeo

Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

Le travail d'éducation mondiale de la société civile est dominé par les anglophones. Il est nécessaire d'avoir un contrepoids francophone.

Jean Saint-Denis

Centrale des syndicats du Québec, Montréal

Est-ce que tout le monde doit parler anglais ? Devons-nous parler anglais pour aller partout dans le monde ?

Tern Tarat

Assemblée des pauvres, Village de Mae Mun Man Yuan, Thaïlande

Dans la société civile, les hommes prennent les décisions et laissent aux femmes un rôle de soutien : faire la cuisine et s'occuper des enfants. Les militantes qui participent aux réunions, le soir, sont la cible de commérages de leurs voisines qui racontent qu'elles sont de mauvaises mères ou qu'elles trompent leur mari. Dans la société civile les femmes doivent être fortes et supporter beaucoup de critiques de la part de leurs maris, de leurs familles et de leurs voisins.

Supensri Pungkoksung

Amis des femmes, Bangkok

Comme leur nom l'indique explicitement, les Frères musulmans, en Égypte, ne comptent aucune femme parmi les 300 membres de leur assemblée représentative ni parmi les 20 membres de leur Comité d'orientation. Ce sont même des hommes qui dirigent les sections féminines de l'organisation. En fait, dans l'ensemble de la société égyptienne, aucune association n'est dirigée par une femme, à part celles qui ne traitent que de questions féminines.

Les discriminations raciales chez les militants de la société civile sur les questions de mondialisation économique attirent moins l'attention que celles liées au genre, mais elles n'en sont pas moins substantielles pour autant. L'absence relative de personnes de couleur dans les campagnes citoyennes sur le commerce mondial, la finance, etc. est frappante dans les pays ayant des populations multiraciales comme le Brésil, le Canada et la France. Les immigrants de la première génération et autres diasporas originaires des pays du Sud sont particulièrement invisibles dans les mouvements du Nord s'intéressant à la mondialisation économique. Cela a incité au moins un auteur à demander : « Où était la couleur à Seattle ? Pourquoi le grand combat [contre l'OMC] est-il si blanc ? » Il est certain que la participation aux activités de la société civile sur la mondialisation économique – sans parler de leur direction – ne reflète pas la composition des populations nationales et mondiale, et plusieurs militants de groupes raciaux dominés assurent que la discrimination raciale n'existe pas moins dans la société civile que dans la société en général.

Pour ce qui concerne l'âge, c'est la génération des 40-60 ans qui participe le plus et fournit le plus de dirigeants à la société civile, pour les activités tournant autour de la mondialisation économique. Bien sûr, les étudiants et autres milieux jeunes jouent parfois un rôle de premier plan lors des manifestations de rue, dans les pays du Nord, contre le G7, le FMI, la banque mondiale et l'OMC. Mais même dans ces circonstances, les jeunes se plaignent souvent de la domination des dirigeants plus âgés. En fait, les cadres chevronnés de la société civile considèrent souvent les jeunes comme une réserve de troupes et/ou un vivier de travailleurs volontaires et sous-payés, plutôt que comme des collègues sérieux et pouvant collaborer à égalité avec eux. Dans la société civile, beaucoup sont confrontés au problème de première importance de permettre au jeunes de participer, d'avoir de l'influence et un sentiment d'appartenance. Dans le même temps, la marginalisation des plus âgés est telle que personne, au cours de plus de deux cents débats tenus pour le présent projet, ne les a mentionnés comme constituant un groupe distinct avec ses propres intérêts dans la mondialisation économique, par exemple en termes de pension de retraite et de services de soins. Il en est de même pour les points de vue des enfants, dont très peu d'associations de la société civile tiennent compte dans leur travail sur la mondialisation.

Les hommes parlent beaucoup d'égalité entre les sexes, mais il est clair qu'il ne vont pas laisser leur place à une femme.

Bénédicte Hermelin
Solagrall, Paris

Plus de 40% des délégués au Forum social mondial de 2002 étaient des femmes, mais dans beaucoup de tables rondes il n'y avait aucune femme sur l'estrade.

Nancy Burrows
Marche mondiale des femmes, Montréal

La domination des blancs dans le mouvement anti-mondialisation est un réel problème. Malheureusement, nous n'avons pas encore de solidarité interr raciale. Les dirigeants du mouvement doivent montrer aux gens dominés à cause de leur race qu'ils sont les bienvenus.

Mouloud Aounit
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Paris

La commission de la CUT sur la discrimination raciale n'a pas réussi à trouver des fonds pour un secrétariat qui nous permette de réaliser pleinement nos programmes. Au dernier congrès national de la CUT, on nous a donné la parole pendant seulement trois minutes.

Isabel Cristina Costa Baltazar
Union centrale des travailleurs (CUT), Rio de Janeiro

Les anciens ne devraient pas juger les jeunes d'après leurs critères de ce qui est productif pour la société. Ils supposent que nous sommes passifs à une époque de mondialisation, mais nous pouvons être actifs. Nous pouvons accueillir les tendances et les cultures de la mondialisation comme les anciens ne peuvent le faire.

Chanchai Chaisuk Kosol
Siam Children Play, Bangkok

Le premier Forum social mondial s'est beaucoup intéressé à la jeunesse, en paroles, mais à la tribune il n'y avait personne de moins de 40 ans.

Patty Barrera
Frontières communes, Toronto

On pourrait allonger la liste des groupes marginalisés, en y ajoutant les handicapés physiques, les minorités sexuelles et autres. En fait, aucun groupe de la société civile, dans les sept pays couverts par ce projet, ne défend les intérêts spécifiques, dans la mondialisation économique, des handicapés (par exemple en matière de dépenses sociales) ou des minorités sexuelles (par exemple en matière de migration des homosexuels).

Lorsqu'on récapitule l'ensemble de ces discriminations, on voit que l'implication de la société civile dans la mondialisation économique est fortement structurée par les relations de subordination qui caractérisent l'ensemble de la société. Quand la société civile donne la parole au peuple, sur la gouvernance de la mondialisation économique, certaines fractions du peuple se font plus entendre que d'autres. Dans le pire des cas, des groupes de la société civile peuvent empêcher activement les défavorisés de participer, tout en affirmant défendre leurs intérêts. Parfois, la marginalisation est discrète, peut-être au point que les acteurs de la société civile eux-mêmes ne la remarquent pas. Dans ces cas, même avec les meilleures intentions, l'activité de la société civile peut, sans le vouloir, ajouter aux hiérarchies de pays, de classe, de civilisation, de genre, de race, d'âge et autres, qui faussent les chances de participer à la mondialisation économique.

Aussi, que peut-on faire pour lutter contre les hiérarchies sociales dans l'activité de la société civile ? Ce problème ne doit pas détourner l'attention des discriminations existant dans la mondialisation économique en général. Mais les associations de la société civile peuvent difficilement remporter beaucoup de succès dans leurs efforts pour promouvoir l'égalité sur ce terrain plus vaste si elles ne parviennent pas à l'obtenir dans leurs propres rangs.

Une première suggestion serait que les organisations de la société civile évaluent en permanence d'un œil critique la facilité d'accès à leurs activités. Elles ont plus de chances d'améliorer l'égalité des chances de participation de tous si elles reconnaissent ouvertement les inégalités existantes et si elles en débattent franchement. Il faut par exemple poser au début de chaque réunion et de chaque initiative la question : qui manque-t-il ? De plus, chaque association devrait confier à un membre du comité de direction, à un cadre dirigeant et/ou à un comité interne, la responsabilité de suivre les réalisations de l'association en

En Thaïlande, on trouve un exemple exceptionnel de « pouvoir gris » sur des questions de mondialisation économique, les anciens constituant la majorité des militants de l'Assemblée des Pauvres.

À Bangkok, la fondation pour le développement de l'enfant fait participer les enfants eux-mêmes à la conception et à l'évaluation de ses projets sur le travail des enfants.

Le mouvement de défense des minorités sexuelles soutient le mouvement mondial pour la démocratie, mais le mouvement mondial pour la démocratie ne fait guère de place aux questions touchant aux minorités sexuelles.

Sylvia Borren
NOVIB (Oxfam Pays-Bas), La Haye

Il est important que les ONG et les organisations populaires ne mettent pas toujours en avant le même porte-parole, aussi charismatique qu'il puisse être. Les gens finissent par se demander si cette personne représente l'ensemble de l'association. Si l'on veut responsabiliser la base, il faut la laisser parler.

Prasong Lertratanawisute
Association thaïe des journalistes, Bangkok

Oui à l'inclusion et à la participation, mais on peut être tellement préoccupé par ces questions qu'on ne réussit jamais à prendre aucune décision.

Robin Round
Initiative Halifax, Whitehorse

Comment peut-on faire participer tout le monde à la construction d'un espace public démocratique mondial ? C'est un vrai problème.

Christophe Aguiton
ATTAC-France, Paris

Le mouvement de défense des consommateurs ne peut pas travailler seulement pour les classes moyennes. Nous devons aussi travailler pour les gens qui n'ont pas les moyens d'adhérer.

Marilena Lazzarini
Institut pour la défense des consommateurs (IDEC), São Paulo

matière d'accès et d'en rendre compte. L'organisation devrait aussi inclure dans ses comptes-rendus d'activité les caractéristiques sociales de ses dirigeants, de son personnel et de ses adhérents, avec des statistiques sur l'âge, le sexe, etc. Même si cette auto-inspection est dérangeante, c'est un moyen pour les groupes de la société civile de se sensibiliser eux-mêmes aux discriminations de toute sorte existant chez eux. Bien sûr, une auto-réflexion honnête et bien intentionnée ne suffit pas à instaurer l'équité dans le travail de la société civile sur la mondialisation économique. Toutefois, les obstacles disparaîtront difficilement si les questions d'un meilleur accès ne figurent pas en permanence et en bonne place à l'ordre du jour de chaque groupe.

Un deuxième moyen de permettre aux milieux laissés en marge de participer plus facilement aux activités de la société civile est d'avoir des associations (ou des sections, dans les grandes organisations) spécialisées. Ainsi, les voix du Sud se feront entendre plus facilement par le biais d'associations de la société civile installées dans des pays du Sud. Les classes défavorisées peuvent participer plus largement à des mouvements sociaux qui mettent l'accent sur leurs besoins. Les organisations religieuses et les organismes à base culturelle peuvent être des lieux où la perception qu'ont les défavorisés de la mondialisation économique peut être mieux entendue. De la même façon, les mouvements féministes, les organisations noires, les organisations de jeunes et les organismes de la société civile installés en province fournissent des lieux où les gens dominés par ailleurs peuvent faire valoir leurs points de vue. Autrement dit, l'égalité sociale dans la société civile peut être améliorée dans la mesure où on y place des associations ayant vocation à représenter les groupes marginalisés. Cela ne veut pas dire que la société civile doit être entièrement constituée de sections spécialisées qui ne défendent que les intérêts particuliers d'un groupe ou un autre. Au contraire, une fragmentation trop importante gênerait les campagnes pour une démocratisation de la mondialisation économique, comme l'illustre l'échec fréquent des efforts de réduction du fossé entre races. Les associations recherchant l'égalité ne sont pas immunisées contre les divers déficits démocratiques. Mais les organisations qui s'intéressent aux défavorisés constituent un atout, dans la mesure où elle sont généralement plus sensibles aux discriminations dans la société civile et qu'elles prennent plus d'initiatives pour les combattre.

Pour leur part, les organisations de la société civile qui ne défendent pas

En Russie, malgré le passé soviétique, la plupart des associations de la société civile débattent rarement des questions d'égalité des chances.

Reconnaissant qu'elle a été monopolisée par les hommes âgés, l'Alliance coopérative d'Ouganda a, ces dernières années, supprimé dans ses fichiers les indications d'âge et de sexe.

En France, Agir ici surveille soigneusement l'âge, la classe et le sexe de ses adhérents.

Notre organisation a adopté un programme de sensibilisation aux questions de genre, mais ce n'est pas facile du tout. L'initiative a provoqué des conflits internes, et je ne pense pas que nous pourrions sortir d'une domination masculine dans un avenir proche.

Jorge Durão

Association des organisations pour l'aide sociale et éducative (FASE)
Rio de Janeiro

Parmi les initiatives spécifiquement lancées pour faire place aux classes défavorisées dans les activités de la société civile, on trouve le Mouvement des populations affectées par les barrages (MAB) au Brésil, le Comité de la charte sur les questions de pauvreté (CCPI) et Familles à faibles revenus ensemble (LIFT) au Canada, l'Assemblée des pauvres en Thaïlande.

Parmi les associations qui prêtent une attention particulière à la mondialisation économique et à son impact sur les femmes on compte Femmes pour la justice dans la mondialisation économique, au Canada, l'Alliance des femmes arabes, en Égypte, le groupe Femmes et mondialisation d'ATTAC-France, le Centre pour les études féminines de Moscou, en Russie, le groupe Femmes et mondialisation, sous les auspices de l'ONG Comité de coordination sur le développement, en Thaïlande, et le Réseau des femmes d'Ouganda.

Parmi les initiatives visant à offrir des tribunes aux minorités raciales dans la mondialisation économique, on peut citer Afro Reggae et l'Institut de la femme noire au Brésil, l'Assemblée des nations premières et le Groupe de soutien des infirmières philippines au Canada, ainsi que le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié

spécifiquement les groupes défavorisés dans la mondialisation économique peuvent néanmoins prendre des mesures volontaristes pour inclure dans leurs instances dirigeantes et dans leur personnel des personnes appartenant à ces groupes. Par exemple, certains sièges (ou une proportion déterminée de sièges) au bureau d'une association peuvent être réservés aux femmes, aux classes sociales défavorisées, aux minorités, aux jeunes et/ou aux régions périphériques. De plus, les organisations de la société civile peuvent s'efforcer de recruter, de former et de maintenir en place des cadres en provenance de milieux socialement désavantagés. Il est cependant préférable qu'elles affichent officiellement et qu'elles appliquent systématiquement une politique d'égalité des chances dans les nominations et les recrutements.

Les associations peuvent aussi prendre des mesures visant à inclure des gens de milieux défavorisés dans leurs activités se rapportant à la mondialisation économique. Elles peuvent par exemple moduler les cotisations et les droits d'adhésion, voire y renoncer pour encourager la participation des défavorisés. Elles peuvent aussi s'appliquer à inviter (et si nécessaire à financer la venue) des personnes de groupes marginalisés à faire partie de délégations à des conférences, à des festivals, à des consultations politiques officielles, à des manifestations, des séminaires et autres événements. On peut aller plus loin pour qu'ils participent activement (et qu'ils ne soient pas là pour la forme), par exemple en leur donnant à l'avance des informations, en réservant des créneaux pour qu'ils puissent intervenir, en prévoyant des services de traduction si nécessaire, et d'une façon générale en créant un climat accueillant. Les associations de la société civile peuvent aussi sponsoriser des événements – comme des forums de la jeunesse et des enquêtes sur les femmes pauvres – qui offrent des tribunes spécifiques permettant aux personnes dominées d'exprimer leurs points de vue sur la mondialisation économique. Les grandes associations peuvent désigner des travailleurs sociaux spécialement formés, pour faire participer des groupes généralement exclus des activités de la société civile. De ces façons – et d'autres – les organisations de la société civile peuvent passer d'une situation où elles s'efforcent de parler pour les groupes dominés à une situation où elles augmentent les possibilités de ces groupes de prendre eux-mêmes la parole.

La proximité physique est une autre façon, pour les associations de la société

entre les peuples (MRAP) en France.

Parmi les associations de la société civile qui font place aux jeunes dans la politique de la mondialisation économique, on trouve Check Your Head au Canada, le Centre des jeunes dirigeants en France et la Fondation pour le développement de l'enfant en Thaïlande.

Au Canada, le comité de direction du Conseil pour la gestion des forêts est constitué de quatre instances dont une représentant spécifiquement les peuples indigènes, ce qui encourage un plus grand engagement des Nations premières.

Lorsqu'un comité totalement masculin est sorti des élections à la direction mondiale de Via campesina, les procédures ont été modifiées pour doubler le nombre de sièges et y faire entrer une dirigeante de chaque région du monde.

Au Brésil, l'Union centrale des travailleurs (CUT) a comme règle depuis 1994 qu'au moins 30% du Comité de direction soient des femmes, niveau qui a été dépassé en 2000.

L'Association nationale des fermiers d'Ouganda fixe des cotisations aussi basses que possible pour rendre maximales les possibilités de participer.

Au Canada, nombre de groupes de la société civile – dont le Comité national d'action sur le statut des femmes, Droits et démocratie, le Comité pour la justice sociale et le fonds humanitaire des sidérurgistes – invitent régulièrement leurs partenaires du Sud à venir au Canada participer à des événements et à des discussions, aussi bien avec des hommes politiques qu'avec des citoyens ordinaires. Par exemple, 250 personnes de 33 pays ont été accueillies à l'occasion de Sommet de Québec en 2001.

Les dix membres de la direction du Groupe érosion, technologie et contrôle (ETC), à Winnipeg, viennent de neuf pays. Droits et Démocratie a aussi des gens du Sud dans son comité de direction.

En Russie, la Confédération inter-républiques des associations de consommateurs (KonfOP) utilise un programme d'éducation de la jeunesse pour recruter et former ses militants locaux. En 2002, l'organisation a aussi transféré le contrôle de sa direction à

civile, de faciliter la participation à leurs activités des groupes socialement désavantagés. Il est utile de placer les bureaux et d'organiser des événements près des classes dominées, des pays marginalisés et des minorités défavorisées. Les organisations de la société civile qui défendent le Sud dans la mondialisation économique font bien d'installer des sections, si ce n'est leur quartier général, dans le Sud. Tenir les réunions du Forum social mondial au Brésil et en Inde a une importance à la fois pratique et symbolique. De la même façon, les associations de la société civile qui s'intéressent aux classes défavorisées dans la mondialisation économique ont une présence permanente dans les quartiers pauvres aussi bien qu'au centre de Genève, Londres et Washington. Ces villes offrent sans doute un meilleur confort qu'un bidonville pour tenir un congrès, mais on entend mieux la souffrance des opprimés de près.

Appliquer toutes les préconisations faites précédemment n'éliminerait pas l'inégalité sociale dans la société civile, encore moins dans la mondialisation économique prise dans son ensemble. Toutefois, prendre de telles mesures ferait notablement avancer les problèmes. Les groupes de la société civile doivent traiter les questions d'accès avec plus de soin qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. Comme les acteurs gouvernementaux et ceux du marché, les associations de la société civile ont une obligation démocratique de s'engager aux côtés de toutes les parties de la population et de leur faire une place. Bien sûr, on ne peut attendre de chaque organisation qu'elle fournisse une tribune identique à tous les groupes sociaux, mais la société civile prise dans son ensemble doit y parvenir. Le militantisme de la société civile en matière de mondialisation économique perd sa légitimité démocratique si certaines parties prenantes ne bénéficient pas de possibilités d'implication équivalentes. Les mesures qu'une organisation prend ou ne prend pas pour maximiser la participation des groupes marginalisés et vulnérables à ses propres activités est un indice important de son engagement en faveur de la démocratie.

de jeunes avocats.

Nous nous sommes décentralisés pour être plus proches des fermiers. Notre équipe de direction à Kampala est tombée de 60 à 15, et même ceux qui restent passent les trois quarts de leur temps dans les villages. L'UCA était un chef lointain. Maintenant il y a des liens directs.

Leonard Memakweli
Alliance coopérative d'Ouganda, Kampala

L'Alliance sociale de l'hémisphère, un réseau de la société civile constitué en 1998 pour agir en faveur de formes alternatives d'intégration régionale, a installé son secrétariat au Mexique et au Brésil (plutôt qu'au Canada ou aux États-Unis).

Le Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CTUWS) a gardé son siège dans les bidonvilles ouvriers de la ville industrielle d'Helwan plutôt que dans le centre du Caire.

La société civile mondiale reflète les réalités du pouvoir, mais peut-être les atténue-t-elle.

Mustapha Al-Sayyid
Centre pour l'étude des pays en développement, Le Caire

Si nous ne nous impliquons pas, le risque est que d'autres définissent pour nous ce qu'est la « démocratie mondiale ».

Victor Kuvldin
Fondation Gorbatchev, Moscou

Si elle veut prendre la « mondialisation par en bas » au sérieux, la société civile doit combler de profonds fossés dans le mouvement.

Tony Clarke
Institut Polaris, Ottawa

La transparence

La transparence, comme l'accès et la participation, est un point sur lequel la pratique de la société civile a besoin de se conformer à des normes plus démocratiques. Comme nous l'avons vu dans la troisième partie, un des principaux effets que peut avoir l'activité de la société civile en faveur de la démocratisation de la mondialisation économique est d'en rendre la gouvernance plus visible, avec un droit de regard pour le public. Il serait donc contradictoire que les associations de la société civile elles-mêmes agissent dans l'opacité.

Dans une démocratie, les citoyens sont en droit d'attendre des associations de la société civile qu'elles leur fassent connaître :

- ◆ Leur mission et leur finalité
- ◆ Leurs politiques pour atteindre ces objectifs
- ◆ Leurs méthodes de travail
- ◆ Les bénéficiaires visés
- ◆ Le nombre et les caractéristiques de leurs adhérents (quand cette information est pertinente)
- ◆ Leur structure organisationnelle et leurs procédures de prise de décision
- ◆ Les noms et les fonctions des dirigeants et du personnel, et comment entrer en contact avec eux
- ◆ L'adresse et les heures d'ouverture des bureaux
- ◆ Les sources de financement et l'usage des fonds
- ◆ Les évaluations internes et externes des projets et des programmes
- ◆ Les liens avec d'autres associations et réseaux de la société civile

Dans une démocratie, ces renseignements sur les activités de la société civile devraient être faciles à obtenir par toute personne concernée. Ils devraient être diffusés par des moyens (publications, émissions de radio, sites Internet, réunions publiques) dont l'utilisation conjointe permette un accès facile à tous les gens intéressés. De plus le groupe de la société civile devrait présenter l'information dans un langage et dans un style qui conviennent aux différents

Ne posez pas de questions sur la transparence de la société civile au Brésil. Nous en avons très peu. Il nous faut des chiffres et des comptes-rendus de résultats comme antidote contre le populisme.

Aspasia Camargo
Centre international pour le développement durable, Brasília

Certaines personnes se préoccupent de la gouvernance du Conseil des Canadiens, par exemple comment sont choisies les campagnes, comment nous tenons compte des apports qui nous sont faits, etc.

Steve Staples
Conseil des Canadiens, Ottawa

Parmi les groupes de la société civile qui mettent en évidence leurs sources de financement (par exemple dans leurs en-têtes de lettres et sur leur site web), on peut citer le Réseau sur les institutions financières multilatérales au Brésil, le Réseau de solidarité Maquila au Canada et Greenpeace en Russie.

Nous devons travailler en permanence à diffuser notre image à travers des sites web, des lettres d'information, des programmes radio, des interviews dans les journaux, en recevant des visiteurs, etc. Mais communiquer avec le public est difficile et coûteux. Une vidéo professionnelle de 15 minutes pour expliquer notre travail coûte 200 000 bahts (4 500 USD).

Kaninka Kuankachorn
Service volontaire thaï, Bangkok

Je voulais me présenter à la direction du syndicat, mais les procédures n'étaient pas claires : comment se porter candidat, comment mener campagne, quelles règles de financement appliquer, etc.

Yuri Milovidov
Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), Moscou

publics. La transparence vis-à-vis des fonctionnaires gouvernementaux devrait avoir moins d'importance que la visibilité effective pour les habitants analphabètes des bidonvilles. L'association devrait également publier l'information au bon moment, plutôt que lorsqu'elle est devenue obsolète ou sans utilité politique. Pour les organisations de la société civile comme pour les organismes de gouvernance, la transparence est autant dans le mode et le moment de l'exposé que dans le contenu.

Quelques associations de la société civile font des efforts importants et souvent très imaginatifs pour faire connaître au public leurs objectifs et leurs activités. Certaines d'entre elles ont même recruté un personnel dont la mission est d'organiser leur communication. Ces groupes proactifs produisent et distribuent largement des livres, des brochures, les disques compacts, des lettres d'information, des affiches, des rapports, des bandes dessinées et des vidéos expliquant qui ils sont et ce qu'ils font. Ils entretiennent des sites web vivants et régulièrement mis à jour. Ils touchent le public par le truchement des médias avec de la publicité, des articles, des émissions de radio, des éditoriaux et des conférences de presse. Ces organisations peuvent aussi diffuser l'information sur elles au moyen de forum publics et d'opérations portes ouvertes.

En revanche, beaucoup d'associations de la société civile travaillant sur les questions de mondialisation économique ont sous-estimé l'importance de la communication publique et ont des pratiques fort éloignées de la transparence totale. Elles ne publient pas beaucoup des informations listées ci-dessus. Il arrive qu'elles soient incapables de les fournir quand on les leur demande, ou qu'elles refusent de le faire. Leurs brochures et leurs sites web, si elles en ont, sont souvent très incomplets et les informations sont dépassées. Elles donnent peu de détails – quand elles en donnent – sur la façon d'entrer en contact avec elles et n'accueillent pas bien les visiteurs qui finissent néanmoins par les trouver. En bref, les organisations de la société civile peuvent devenir aussi fermées et secrètes que les appareils de gouvernance que beaucoup de militants souhaitent faire s'ouvrir. C'est triste à dire, mais les institutions de Bretton Woods se comportent relativement correctement au regard des critères de transparence, en comparaison avec nombre de leurs critiques de la société civile.

Cette pratique médiocre tient souvent à la négligence, les acteurs de la société

Social Watch doit présenter ses rapports [sur la poursuite des objectifs de développement des Nations unies] de telle façon qu'ils soient accessibles et conformes aux réalités du mouvement social.

Amelia Cohen

Centre pour les études culturelles contemporaines, São Paulo

Les groupes de la société civile n'utilisent pas assez l'information que nous mettons sur nos sites web, et une grande partie n'est pas lisible par le grand public.

Pat Mooney

Groupe érosion, technologie et contrôle (ETC), Winnipeg

Notre site web cache plus de choses qu'il n'en montre. Il a sérieusement besoin d'être mis à jour.

Confession récurrente de multiples groupes de la société civile

La transparence devient une priorité absolue dans notre travail. Nous n'affichons pas encore nos sources de financement, mais il nous faudra le faire dans l'avenir.

Rungtip Imrungruang

Commission catholique pour la justice et la paix, Bangkok

Au Brésil, la plupart des confédérations syndicales exagèrent beaucoup le nombre de leurs adhérents. Ils comptent la totalité des salariés des établissements où leur représentativité est reconnue, plutôt que le nombre de ceux qui paient réellement leur cotisation.

civile accordant une priorité insuffisante à leur propre transparence. En fait, certaines associations n'ont pas du tout mis la question à leur programme. Peu de personnes interviewées pour le présent projet ont spontanément soulevé la question de leur transparence, et la plupart avaient fort peu de choses à dire sur le sujet.

On peut regretter que dans certains cas des organisations de la société civile aient cherché délibérément à tromper le public à propos de leur nature et de leurs buts. Par exemple, certains groupes de la société civile font circuler des chiffres gonflés, que ce soit ceux de leurs adhérents ou des autres soutiens dont ils disposent. De la même façon, diverses associations exagèrent volontairement l'impact de leurs actions. Nombre d'organismes de la société civile cachent volontairement des informations sur leurs finances.

L'opacité des activités de la société civile en matière de mondialisation économique est démocratiquement dangereuse à divers titres. D'abord, une association de la société civile non-transparente peut avoir des objectifs cachés. Elle peut cacher qu'elle est contrôlée par certaines compagnies, par des gouvernants, ou par des partis politiques. En fait, l'organisme «de la société civile» peut être lui-même une entreprise commerciale ou un parti politique déguisé. Aussi les groupes de bonne foi doivent pratiquer la transparence, ce qui est un moyen de désamorcer des suspicions possibles du public sur leur travail. De plus, le fait que les associations de la société civile bien intentionnées ne cachent rien peut dénoncer indirectement les imposteurs non transparents.

Un autre risque pour la démocratie est que les insuffisances de la communication des groupes de la société civile empêchent les citoyens ordinaires de connaître leurs activités – et de choisir de les soutenir ou de s'y opposer. Les déficits de transparence contribuent donc à limiter la participation du public. En fait, comme le secret est souvent au service de privilèges, le manque de transparence peut renforcer les inégalités structurelles d'accès à la société civile décrites plus haut.

De plus, en anticipant sur le prochain point que nous allons traiter, négliger la transparence peut affaiblir la responsabilité démocratique d'une association de la société civile. Le manque de communication rend plus difficile pour les

Les intentions cachées sont un abus de pouvoir, et se retournent contre la société civile dans son ensemble.

Alaa Ezz

Association des entreprises pour la préservation de l'environnement, Le Caire

Les formes d'organisation en réseau sont plus flexibles, mais elles sont aussi plus opaques. Leurs dirigeants deviennent facilement une bande de copains, et il n'est pas rare que cela irrite les membres de l'association.

Christophe Aguiton
ATTAC-France, Paris

Chaque année nous organisons une opération portes ouvertes largement médiatisée. Nous présentons ce jour-là un rapport de notre activité de l'année précédente, ainsi que nos services et nos projets en cours. Nous expliquons comment les organisations peuvent participer aux projets et recourir aux services. Les invités remplissent des questionnaires qui nous permettent de connaître leur avis sur notre centre et de recueillir leurs suggestions sur la façon d'améliorer notre travail.

Rosa Khatskelevitch
Centre pour le développement des ONG, Saint-Petersbourg

Les ONG sous-estiment l'importance de la transparence. Nous devons nous ouvrir et dire ce que nous faisons. En ne le faisant pas nous provoquons la méfiance et nous nous rendons plus vulnérables. Si nous n'y sommes pas attentifs, cela pourra être utilisé contre nous.

Surichai Wun' Gaeo
Campagne pour une démocratie populaire, Bangkok

intéressés de demander des comptes à l'organisation sur ce qu'elle fait et/ou ne fait pas.

Enfin, les groupes de la société civile doivent être attentif à la transparence afin d'améliorer leur légitimité démocratique aux yeux des autorités. Dans de nombreuses occasions les officiels refusent – souvent avec raison – de s'engager aux côtés d'associations dont la nature et les buts ne sont pas clairs. Il arrive que des organes de régulation de la mondialisation économique mettent en avant des exigences en matière de transparence pour éviter d'avoir à faire face aux critiques. Mais dans ces situations, offrir une communication sans faille permettrait aux organisations de la société civile d'empêcher les autorités de se dérober.

Il y a bien entendu des restrictions à l'obligation de transparence appliquée aux associations de la société civile. Dans certaines circonstances, une transparence parfaite vis-à-vis du public peut mettre une organisation en danger. Beaucoup de groupes civiques travaillent dans des environnements très antidémocratiques où trop de communication pourrait causer leur perte. Par exemple, beaucoup de groupes oeuvrant pour la démocratie étaient dans la clandestinité quand l'apartheid régnait en Afrique du Sud. Être ouvert à l'égard d'un régime oppressif peut en fait affaiblir la démocratie plutôt que la promouvoir.

Dans de nombreux cas le contexte n'est ni celui d'une démocratie parfaite ni celui d'une répression totale. On ne compte plus les associations qui opèrent dans des environnements faiblement démocratiques où il leur faut être prudentes sur leur façon de communiquer, sur le moment choisi et sur ce qu'elles peuvent rendre public. Les praticiens de la société civile se retrouvent tous un jour ou l'autre face à ce genre de dilemme. Donc, comme pour l'autonomie, il n'est pas toujours simple de porter des jugements sur la transparence des activités de la société civile.

Toutefois, l'attitude normale devrait être de communiquer. En d'autres termes, c'est lorsqu'elles dissimulent que les associations doivent se défendre, et non quand elles informent. L'attitude démocratique devrait être : en cas de doute, soyez transparent. Trop souvent, les groupes de la société civile (tout comme les organes de gouvernance et les acteurs du marché) sont tentés de faire l'inverse.

Dans trois des sept pays couverts par ce projet, certaines associations de la société civile s'intéressant aux questions de mondialisation économique craignaient que donner trop de renseignements ne conduise à une répression non-démocratique de leurs activités.

Au Brésil, le Mouvement des travailleurs sans-abri (MTST) agit en secret, car les pouvoirs publics pourraient contrecarrer sa stratégie d'occupation illégale de logements pour les pauvres des villes.

Nous ne rendons pas publics les noms des membres de notre comité directeur. De cette façon, nous pouvons y faire entrer des gens de premier plan qui autrement, pour des raisons politiques ou professionnels, ne pourraient pas y participer.

Ivan Blokov
Greenpeace Russie, Moscou

La question de la transparence est délicate. Si vous ne cachez rien de vos modes de travail, y compris les conflits internes, les médias s'en donnent à cœur joie.

Bénédicte Hermelin
Solagral, Paris

En tout cas, l'objectif de toute limitation de la transparence doit être de protéger des droits démocratiques, et non d'échapper à des responsabilités. De plus, lorsqu'une association de la société civile décide que le secret est justifié, d'un point de vue démocratique, elle doit s'engager à communiquer pleinement – et à rendre des comptes – de façon rétrospective, lorsque les conditions se seront améliorées.

La responsabilité

Une dernière question importante ayant des conséquences sur la crédibilité démocratique de l'engagement de la société civile sur les questions de mondialisation économique est la responsabilité. Comme toute autre organisation démocratique, chaque groupe de la société civile a l'obligation de rendre compte de ses actions et de ses omissions à tous ceux qui sont concernées. Les associations doivent suivre et évaluer leurs actions, en rendre compte et tenir informés de leurs réalisations comme de leurs échecs ceux qu'ils annoncent vouloir servir.

Malheureusement, la capacité à rendre des comptes est trop souvent un point faible dans les activités de la société civile concernant la mondialisation économique. Les associations impliquées dans ce domaine pratiquent rarement la responsabilité comme une démarche d'amélioration de leur crédibilité démocratique et de leur efficacité opérationnelle. En fait, relativement peu de praticiens interviewés dans le cadre de ce projet ont abordé les questions de responsabilité, et ceux qui l'ont fait n'avaient pas grand chose de précis à dire sur leur devoir de rendre compte à leur mandants. Ce qui n'est pas surprenant, dans la mesure où peu d'écrits ou de colloques ont exploré en profondeur les questions de responsabilité dans la société civile.

La plupart des groupes fonctionnent avec des systèmes de responsabilité très limités et sans aucune originalité. Au mieux, les organisations ont généralement une surveillance peu rigoureuse par un bureau (souvent composé en grande

Le travail de Greenpeace sur les questions mondiales est passablement élitiste. Les 20 à 30 personnes qui mènent les actions sur les problèmes mondiaux sont complètement coupées des groupes de base.

Bruno Rebelle
Greenpeace France, Paris

Dans la Confédération internationale des syndicats libres le pouvoir est extrêmement centralisé. La CISL n'a qu'un secrétaire général, une seule réunion du comité exécutif par an, et une assemblée générale des associations membres tous les quatre ans.

Kjeld Jakobsen
Union centrale des travailleurs (CUT), São Paulo

En Thaïlande, la société civile rend moins de comptes que le gouvernement et les entreprises. Personne n'exerce de surveillance sur elle. Ce n'est pas un milieu professionnel.

Gawin Chutima
Consortium de soutien au développement, Bangkok

partie d'amis, parfois rémunérés), des élections périodiques des dirigeants (avec de faibles taux de participation et parfois des procédures douteuses), de temps à autre, une assemblée générale (avec un public clairsemé), des rapports d'activités minimalistes (que peu de gens lisent), et des comptes rendus financiers sommaires (qui cachent souvent autant de choses qu'ils n'en exposent). Des méthodes aussi formelles de rendre compte ne mobilisent pas vraiment les mandants de l'association, et ne font guère progresser une véritable compétence collective. Pour la société civile comme pour les entreprises ou les instances de gouvernement, la responsabilité formelle n'a pas grand chose à voir avec la responsabilité réelle.

Pire encore, nombre d'acteurs de la société civile ne respectent même pas ces normes minimales. Ils n'ont pas d'adhérents clairement organisés et agissent sans aucun mandat public. Leurs dirigeants sont auto-désignés et restent en place indéfiniment. Ils consultent rarement – quand ils le font – ceux pour qui ils prétendent agir. Ils ne rendent jamais compte publiquement de leurs activités. Ils n'ont pas de surveillance financière sérieuse. Ils n'offrent pas aux mécontents de moyens de réclamer et d'obtenir réparation. De tels acteurs de la société civile sont complètement coupés de toute base populaire. C'est ainsi que l'on entend des commentaires ironiques sur les *MONGOs* (Ma propre ONG), les *NGIs* (Individus non gouvernementaux), les *come-NGOs* (*come-and-gos* : ceux qui vont et qui viennent, qui ne font que passer ...), les self-services religieux, les syndicats d'élite, etc.

Le peu de cas généralement fait des questions de responsabilité compromet les potentialités de la société civile de démocratiser la mondialisation économique. En effet, les organisations qui ne rendent pas de comptes ne réussissent généralement pas à corriger leurs défauts, et n'atteignent pas leurs objectifs. De plus, elles risquent de perdre leur crédibilité morale et de porter atteinte à la réputation de tout le secteur. Elles peuvent aussi reproduire et aggraver la faiblesse de la démocratie dans la société où elles se trouvent.

De plus, un manque d'intérêt pour la responsabilité peut être politiquement coûteux. On a pu voir récemment que les autorités sont promptes à mettre en avant les déficits de responsabilité pour dénier toute légitimité aux associations de la société civile. Beaucoup d'hommes politiques, de fonctionnaires, de

Nous ne sommes responsables devant aucune institution, pas même le gouvernement. Il n'y a aucun contrôle sur notre travail. Nous ne produisons pas de rapports d'activités ni financiers. Tout cela relève d'un interventionnisme bureaucratique digne de l'époque soviétique.

Leonid Todorov
Institut pour l'économie en transition, Moscou

En Thaïlande, le problème, ce sont les relations de pouvoir à l'intérieur des organisations de la société civile et entre les dirigeants de la société civile et les masses.

Chaithawat Khaw
Institut de développement politique, Bangkok

Les ONG anti-mondialisation ne sont élues par personne et ne sont guère soutenues par la population autochtone. Elles doivent faire venir des gens du monde entier pour faire nombre. Pourtant, elles sont admises par les médias. C'est absurde.

Fred McMahon
Institut Fraser, Vancouver

Au Brésil et en Russie, seule une partie des ressources des syndicats provient des cotisations de leurs membres. Cette situation financière réduit l'impératif d'aller sur les lieux de travail et d'écouter les travailleurs de base.

Quand les travailleurs deviennent des dirigeants syndicaux, ils trahissent souvent leur classe. C'est vrai partout dans le monde.

Somsak Kosaisook
Syndicats des travailleurs des chemins de fer de l'état thaïlandais, Bangkok

dirigeants d'entreprise, de journalistes et d'universitaires demandent pourquoi des acteurs qui n'ont de comptes à rendre à personne auraient le droit d'influencer le cours de la mondialisation économique. Compte tenu de ces réactions, les organisations de la société civile doivent devenir plus responsables si elles souhaitent poursuivre et augmenter leur implication et leur influence dans la gouvernance de la mondialisation économique. Comment parvenir à une plus grande responsabilité ? Avant de construire un système spécifique, une association doit identifier clairement ceux qui sont intéressés à son activité. On est toujours responsable devant quelqu'un. Les parties prenantes d'une organisation de la société civile peuvent être ceux qui bénéficient de ses actions, ses fondateurs, son personnel, ses bénévoles, ses membres, ses sections, ses partenaires dans les réseaux et ses alliés, ses régulateurs et autres agences gouvernementales, des organismes du secteur privé, et le grand public. On les trouve non seulement dans le présent, mais aussi dans le passé (par exemple les victimes de l'esclavage) et dans l'avenir (par exemple les futures victimes de l'actuelle dégradation de l'environnement). En principe, un groupe de la société civile devrait rendre compte de son action à tous ses différents mandants, même si ce n'est pas de la même façon ni avec le même niveau de détail.

Une fois qu'il a situé toutes les parties prenantes, un organisme de la société civile peut examiner comment leur rendre compte au mieux. Il existe de multiples méthodes. Certaines sont internes, c'est-à-dire que l'association peut les mettre en œuvre de sa propre initiative. D'autres sont externes : ce sont des tiers qui vont se charger de les formuler, de les exécuter et de les évaluer.

Les systèmes de responsabilité comprennent des mesures déjà mentionnées, comme l'élection des dirigeants et des assemblées représentatives, la surveillance par des comités et des assemblées générales, et la publication de rapports sur les activités et les finances. Le problème est de faire en sorte que ces idées ne restent pas sur le papier, et donnent naissance à un véritable système de responsabilité. Pour que, dans un groupe de la société civile, les élections et les assemblées générales soient efficaces, il faut qu'il y ait de larges débats sur les politiques passées et sur les orientations futures. On peut aussi améliorer la responsabilité en limitant la durée du mandat des dirigeants. Les rapports – si l'on veut qu'ils soient utiles – doivent présenter des études détaillées et critiques des activités de l'association. Une organisation responsable doit s'assurer que

Dans la société civile, vous amenez des amis qui ont les mêmes idées que vous, mais il faut quand même contrôler leur comportement. Ce n'est pas par manque de confiance, mais juste pour être sûr que les choses se passent bien.

Veerapon Sopa
Réseau du peuple contre la mondialisation, Thaïlande

Aujourd'hui, dans la société civile politique, nous avons immédiatement la question accusatrice : qui êtes vous ? Quelle légitimité avez-vous ? Nous n'étions pas interpellés aussi durement avant Seattle.

Bruno Rebelle
Greenpeace France, Paris

Les ONG ne sont pas représentatives des villageois. Nous n'avons pas de réponses pour eux. Nous devons écouter plutôt que parler. Les villageois sont directement intéressés. Nous devons les interroger.

Prasittiporn Kanonsri
Les amis du peuple, Bangkok

Il nous faut démocratiser le militantisme juridique dans la société civile. Nous devons être certains que notre travail, en tant qu'experts, s'appuie bien sur les points de vue des groupes marginalisés que nous représentons. Un procès doit être mené en consultant les gens impliqués dans le dossier.

Gwen Brodsky
Projet Pauvreté et droits de l'homme, Vancouver

Notre organisation est très volontairement démocratique. Nous tenons des élections chaque année. Toutes les orientations politiques sont approuvées par notre congrès. Chaque membre peut faire une proposition. Il nous faut être sûrs que le pouvoir reste entre les mains de la base.

Darrin Qualman
Syndicat national des fermiers, Saskatchewan

ses rapports touchent bien les personnes concernées, et que ces personnes peuvent facilement les comprendre.

Une autre mesure interne, qui peut être utile, de la responsabilité est la consultation des parties prenantes. Elle peut éviter la situation non démocratique où une avant-garde de la société civile dicte ce qu'il faut faire à des membres sans pouvoir. Consulter les intéressés permet d'avoir leur avis en retour à toutes les étapes des activités d'une organisation, depuis la détermination des objectifs et des stratégies jusqu'à l'évaluation des résultats. Ce dialogue avec ses mandants peut prendre la forme de discussions ponctuelles sur des sujets précis, ou d'échanges réguliers formalisés par un compte rendu. Ces consultations peuvent se faire au moyen d'enquêtes par questionnaires, de discussions en groupe, d'interviews individuelles, ou de recherches approfondies sur les activités, les projets et les programmes. Bien sûr, pour mener des consultations sérieuses, il faut y affecter des ressources et avoir de bons circuits de communication. Par exemple, les intéressés doivent recevoir en temps utile une information pertinente, et avoir l'occasion de poser des questions. Les lieux de réunion pour les consultations doivent être accessibles et toutes les parties impliquées doivent s'y sentir à l'aise. Les praticiens de la société civile doivent écouter avec attention et répondre complètement et sérieusement. Ainsi menées, des consultations de ce genre peuvent faire beaucoup pour associer les acteurs de la société civile et leur base et assurer que l'association parle *avec* ses mandants tout autant que *pour* eux.

L'apprentissage en réseau est un autre moyen d'améliorer la responsabilité. Dans de tels cas, les groupes de la société civile s'engagent dans des processus ad hoc ou formalisés de partage d'expériences et de pratiques, dans le but de recevoir des critiques constructives de leurs pairs et d'améliorer leurs méthodes. Il n'est pas besoin de préciser que les participants doivent aborder ces exercices dans un esprit de soutien mutuel, et non comme une occasion de marquer des points les uns contre les autres.

Pour développer la responsabilité dans les activités de la société civile, on peut aussi faire intervenir des auditeurs externes. L'acteur externe est souvent un organisme officiel. Par exemple, de nombreux états exigent que les associations soient déclarées auprès d'autorités locales et ou nationales, et travaillent sous

C'est un métier formidable, mais il faut le transmettre aux autres, renouveler l'organisation avec l'énergie des plus jeunes.

Lyndsay Poaps
Check Your Head, Vancouver

En Égypte, le Forum économique international a rompu avec la tradition des associations d'entreprises en fixant une limite au mandat de ses dirigeants. De la même façon, la Fédération thaïe des industries limite son président à deux mandats de deux ans.

Les groupes de la société civile qui deviennent actifs dans les forums mondiaux s'éloignent de plus en plus de la base. Il est capital de créer des lieux pour renouer avec les citoyens.

Peter Padbury
ex-Conseil canadien pour la coopération internationale, Ottawa

Les dirigeants d'ATTAC-France sont en contact permanent avec leurs dizaines de groupes locaux, ainsi que, par correspondance, avec leurs membres et le public de leurs réunions.

Dans le conflit [avec les Etats-Unis, à l'OMC – NDT] sur le commerce du bois d'œuvre, tous les groupes concernés se sont réunis dans des groupes de travail afin de produire une solution « made in Colombie Britannique » et élaborée par la base, qui introduisait les points de vue locaux dans un accord international.

Jessica Clogg
Loi sur l'environnement de la côte ouest, Vancouver

En France, le groupe Agir ici rend systématiquement compte de son travail à ceux qui le soutiennent. L'association invite régulièrement le public à envoyer une carte postale à des gouvernants désignés à propos d'un thème précis (cf. p. 45). Quelques mois après la fin de chaque campagne, Agir ici fournit à chaque participant une évaluation des résultats.

leur surveillance, dans des conditions prévues par la loi. Certains organes supranationaux comme le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) ont un système d'accréditation pour les groupes qui souhaitent avoir accès à leurs débats. Si la réglementation officielle est appliquée ouvertement et sans passe-droit, elle peut aider à faire progresser les bonnes pratiques dans la société civile. Cette situation est néanmoins porteuse d'inévitables tensions internes, étant donné que des fonctionnaires de l'instance de régulation viennent des milieux gouvernementaux à qui les groupes de la société civile essaient justement de demander des comptes. De plus, comme nous l'avons vu dans la deuxième partie, la plupart des systèmes de gouvernance de la mondialisation économique reposent sur des pratiques qui ne sont guère démocratiques, ce qui conduit à se demander pourquoi des organismes faiblement démocratiques détermineraient comment les organisations de la société civile doivent être contrôlées.

Une autre voie consiste à recourir à des méthodes non officielles, proches de celles utilisées par les compagnies qui appliquent des procédures volontaires de responsabilité de l'entreprise. Les associations de la société civile peuvent par exemple respecter un code éthique, appliquer des règles de conduite interne, un code de bonnes pratiques ou un système d'assurance qualité contrôlé par des auditeurs externes. L'« industrie de la responsabilité » a mis au point nombre de méthodes de ce genre, même si elles ne sont pas toutes adaptées à n'importe quelle association et n'importe quel public. Avec ces systèmes, les groupes de la société civile cherchent à prouver leur responsabilité, en montrant qu'ils respectent les normes générales du secteur. La conformité peut être vérifiée par un audit périodique, par l'examen des bonnes pratiques sur des cas précis, et/ou par des mesures quantitatives telles qu'un « indice de responsabilité ». Bien entendu, des questions importantes se posent sur qui définit, met en place, surveille et fait appliquer ces normes. On peut en effet avoir un contrôle qualité constructif, mais aussi une simple façade, une tyrannie bureaucratique, ou un gaspillage d'argent donné à des consultants ignares.

On peut aussi évaluer les pratiques de la société civile lors d'exercices ad hoc. Par exemple, des auditeurs officiels et/ou non-officiels peuvent étudier des projets ou des programmes d'une association. On peut aussi vérifier une dimension particulière de l'organisation : les finances, l'égalité des chances

Chaque ONG suit ce que font les autres. Certains groupes ont des programmes douteux, mais nous avons notre propre contrôle social par le biais de la rumeur et des forums de discussion.

Reawadee Praserjareonsuk
ONG Comité de coordination sur le développement, Bangkok

La responsabilité n'était pas la principale préoccupation lors de la sélection des participants de la société civile aux assemblées plénières de la conférence internationale sur le financement du développement (FfD) patronnée par l'ONU, à Monterrey, Mexique, en mars 2002. Un groupe d'ONG qui s'étaient auto-désignées pour participer à la conférence a rassemblé 84 « délégués ». Dans bon nombre de cas, le comité de sélection n'avait que des informations minimales sur les participants désignés.

Qui entre dans le système d'accréditation de l'ONU ? Comment votre ONG quelconque de Thaïlande peut-elle trouver place à côté des grandes organisations du Nord ?

Chanida Charyapate Bamford
Focus on the Global South, Bangkok

Le Comité de pilotage de la Commission du développement durable de l'ONU a construit un cadre autorégulateur fait pour promouvoir l'engagement responsable de la société civile dans le travail de l'ONU sur l'environnement et le développement. Le processus est devenu de plus en plus pesant et pointilleux, jusqu'à ce qu'il tombe à l'eau en 2001.

Pourquoi les gouvernements mènent-ils la barque s'ils ne sont pas eux-mêmes démocratiques ?

Jessica Clogg
Loi sur l'environnement de la côte ouest, Vancouver

entre hommes et femmes, la transparence, les consultations des parties prenantes et autres pratiques de participation. Des études universitaires et des enquêtes journalistiques sur les activités de la société civile peuvent également jouer le rôle d'évaluations externes ponctuelles.

Quel que soit le système de responsabilité – interne ou externe, obligatoire ou volontaire, permanent ou ponctuel – il doit comporter une procédure efficace de traitement des réclamations. Les parties prenantes doivent pouvoir exprimer des doléances vis-à-vis d'une association de la société civile et obtenir réparation si la plainte est justifiée. Quand le différend ne peut pas se traiter directement, il faut faire intervenir un juge indépendant, qui peut être un tribunal, un médiateur, ou un comité d'assurance qualité.

De la même façon, les procédures de responsabilité doivent prévoir un suivi par les associations. On ne parvient pas à une responsabilité effective avec une bureaucratie inutile qui enterre les dossiers, mais par un processus d'apprentissage permettant aux groupes de la société civile de construire sur leurs réussites et d'éviter la répétitions de leurs erreurs passées. Cela fait donc partie des bonnes pratiques, que d'informer les auditeurs et les parties prenantes des mesures prises à la suite des rapports, consultations, évaluations et réclamations.

Il est inutile de préciser que la responsabilité de la société civile est une question complexe à laquelle on ne peut jamais répondre par des formules simples et des schémas universels : il n'y a pas de réponse unique. En fait, les différents publics appellent différents types de mesures. Un système de responsabilité répondra mieux qu'un autre aux besoins et aux intérêts de certaines parties prenantes. Pour prendre un exemple évident, les rapports écrits sont de peu d'utilité à un public analphabète. Les procédures peuvent aussi ne pas tenir suffisamment compte des différences de classe, de culture, de genre et de race. Si une organisation de la société civile n'est pas assez attentive, elle risque de se contenter de systèmes qui conviennent mieux à ses interlocuteurs puissants (comme les apporteurs de fonds et les gouvernements) qu'à ses membres les moins puissants (dont ceux qui devraient être les bénéficiaires de ses actions). Il arrive donc qu'un groupe ne puisse rendre des comptes – ou du moins en rendre de façon identique – à tous ses mandants. Par exemple, il peut être impossible de

Le Conseil philippin pour la certification des ONG a mis en place un système rigoureux d'autorégulation dans la société civile. A la fin de 2002, son code de conduite, achevé en 1998, s'applique à plus de 350 organisations de la société civile.

En Inde, de nombreux groupes de la société civile ont constitué une Alliance de la crédibilité, en 1999, pour traiter les questions de responsabilité. Après des consultations qui ont impliqué des centaines d'associations, cette coalition a publié des directives de « normes minimales », « normes souhaitables » et « bonnes pratiques ».

Après consultation de ses membres, le Conseil canadien pour une coopération internationale a publié en 1995 un Code d'éthique autorégulateur. Dans ce système, les membres du Conseil acceptent de se conformer aux diverses directives et de procéder annuellement à une révision et à une mise à jour. Les réclamations se référant à ce code peuvent être formulées devant un Comité d'éthique.

L'association Libre volonté, d'Ekaterinbourg, essayer d'adapter une norme internationale de responsabilité des ONG aux ONG de Russie, mais la procédure n'est pas encore en place.

Le groupe SGS, une compagnie mondiale de vérification, analyse et certification, a proposé une norme mondiale unique « ONG 2000 » pour la bonne gouvernance des ONG.

Il est impératif d'améliorer notre démocratie interne et la participation de nos membres. La professionnalisation pose des problèmes spécifiques. Les campagnes deviennent l'initiative de la direction sans qu'il y ait une demande des membres de l'association. Nous avons adopté une « Charte 2002 » qui préconise l'amélioration de nos pratiques de démocratie interne.

Hélène Ballande
Amis de la terre, Paris

concilier les exigences des autorités et les besoins des membres. La responsabilité envers les futurs descendants peut être contradictoire avec celle envers la génération actuelle. En bref, une organisation de la société civile ne peut jamais être pleinement et également responsable envers tous ses interlocuteurs en même temps. Il lui faut faire (et défendre) des choix mûrement réfléchis – et évidemment politiques.

La complexité augmente encore dans la mesure où chaque organisation doit se doter des procédures qui conviennent à son contexte. Par exemple, des pratiques et des conceptions culturelles différentes peuvent justifier des mesures de responsabilité différentes. La diversité culturelle ne doit évidemment pas être une excuse pour faire n'importe quoi, mais des cultures différentes nécessitent des méthodes différentes. Par exemples, des évaluations par rapport à un code de conduite formel peuvent convenir à des milieux de professionnels urbains, mais pas à des groupes d'indigènes ruraux.

Pour ce qui concerne le contexte politique, il est compréhensible que les associations qui travaillent dans un environnement non démocratique auront une approche des systèmes de responsabilité différente de celles qui agissent dans un contexte politique favorable. On ne peut attendre que des groupes de défense des droits de l'homme en Birmanie rendent des compte de la même façon que des associations de consommateurs en Suède. De plus, étant donné que les circonstances changent (avec par exemple la chute de Suharto en Indonésie), les organismes de la société civile doivent revoir périodiquement leurs procédures – et les adapter quand c'est nécessaire.

Les associations transfrontières ont des difficultés particulières à concevoir des systèmes de responsabilité qui soient également adaptés à des contextes politiques et culturels souvent très variés. Les mêmes formules ne peuvent pas convenir à la fois à Greenpeace France et Greenpeace Russie. (De la même façon, les organes de gouvernance et les entreprises multinationales sont sans doute également contraints d'appliquer des schémas différents dans les différents contextes où ils travaillent.)

Ce qui est certain, c'est que les systèmes de comptes doivent eux-mêmes être fiables. Les groupes de la société civile doivent disposer de voies d'appel et de

Avec sa stratégie « Lutter ensemble contre la pauvreté » (1999-2003), ActionAid est particulièrement attentive à développer des méthodologies de responsabilité des ONG devant les pauvres eux-mêmes. De la même façon, le Projet pour une responsabilité humanitaire (HAP) porte une attention particulière à l'accroissement de la responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires de l'aide d'urgence.

Toute la société civile ne doit pas obligatoirement se conformer aux normes de responsabilité occidentales avec des conseils d'administration, etc. Nous devons avoir de multiples formes de responsabilité qui correspondent à la richesse de la diversité culturelle.

Juree Witchitwatakan
Transparence Thaïlande, Bangkok

La responsabilité ne doit pas être un plan sur le papier et un exercice de relations publiques. Quel est le bénéfice à la fin de la journée ? Les mesures de responsabilité doivent répondre à un vrai désir et être un vrai système de contrôle.

Rosa Khatskelevitch
Centre pour le développement des ONG, Saint-Petersbourg

rectification contre les charges erronées ou injustes. Plus généralement, chaque système de responsabilité doit être évalué de temps en temps (avec tous les interlocuteurs concernés) afin de vérifier s'il sert bien à préserver et élever les normes dans la société civile. Entre autres, on doit veiller à ce qu'une association ne consacre pas trop de temps et d'efforts à des exercices de reddition de comptes qui la détournent de ses objectifs principaux. Les procédures lourdes et les auditeurs qui font du zèle peuvent être une gêne plus qu'une aide. Les mécanismes de responsabilité doivent être conçus de telle façon que les avantages qu'on en retire justifient les ressources qu'on leur consacre.

En fin de compte, les acteurs de la société civile peuvent rappeler raisonnablement à leurs interlocuteurs que la responsabilité joue dans les deux sens. Les pouvoirs publics, les apporteurs de fonds, les membres, les partenaires et les bénéficiaires doivent assumer leurs responsabilités envers les associations de la société civile et vice versa. Même s'il est normal d'être plus exigeant que ce n'a été le cas jusqu'ici, il n'est pas bon de faire reposer trop de problèmes de responsabilité démocratique dans la mondialisation économique sur les épaules des associations qui travaillent dans ce domaine. Et les agences de gouvernance et les entreprises irresponsables font généralement beaucoup plus de mal, dans la mondialisation économique, que les groupes de la société civile irresponsables.

Conclusion

Comme le montre le long développement qui précède, la société civile peut dans certains cas faire partie du problème aussi bien que de la solution – voire à la place de la solution – des déficits démocratiques de la mondialisation économique. On peut abuser du pouvoir de la société civile comme de tout pouvoir.

Bien sûr, les failles dans l'action démocratique des associations ne diminuent en rien le besoin d'une démocratisation d'une tout autre portée des autres acteurs – souvent beaucoup plus puissants – de la mondialisation économique. Les

Comment les associations de la société civile peuvent-elles être responsables comme les autres organisations, étant donné nos ressources limitées ? Si le gouvernement et les entreprises veulent que nous pratiquions une vraie démocratie interne, ils doivent veiller à ce que nous en ayons les moyens.

Gothom Arya
Fondation Paix et culture, Bangkok

Comment faire vivre la démocratie dans la société civile est une question importante ; comment faire de bonnes élections ; comment choisir les bénéficiaires des programmes ; comment bien communiquer avec la communauté.

Nady Kamel
Organisation évangélique copte pour les services sociaux, Le Caire

La démocratie dans la société civile implique plus que des statuts. Une pratique démocratique est plus importante – et plus difficile.

Bruno Rebelle
Greenpeace France, Paris

organisations de la société civile ne sont pas tenues de respecter des normes démocratiques supérieures à celles auxquelles seraient astreintes les institutions de gouvernance, dont les manquements sont souvent bien pires que ceux des groupes de la société civile. En d'autres termes, on ne doit pas oublier que la deuxième partie de ce rapport décrit des problèmes plus importants que la cinquième.

Il faut pourtant souligner que nombre d'acteurs de la société civile impliqués dans la politique de la mondialisation économique mettent plus l'accent sur leurs droits démocratiques que sur leurs responsabilités. Après tout, il est généralement plus facile de proclamer ses droits – c'est-à-dire de faire progresser l'éducation du public et sa participation, le débat, la transparence et la responsabilité, vis-à-vis des institutions de gouvernance. Il est plus difficile de remplir ses obligations – en l'occurrence, être compétent, tolérant, autonome, accessible, transparent et responsable soi-même.

Il est donc vital de rectifier les failles de la démocratie à l'intérieur de la société civile. Les échecs dans ce domaine compromettent la possibilité de s'attaquer aux failles démocratiques de la mondialisation économique bien plus importantes, celles qui impliquent les gouvernants. Les efforts de la société civile pour démocratiser la mondialisation de la production, des échanges et de la consommation sont plus crédibles – et sont sans doute plus souvent couronnés de succès – lorsque ces campagnes sont menées démocratiquement. Les associations doivent poursuivre des buts démocratiques par des moyens démocratiques. Sinon, la confiance du public et son soutien à la société civile diminuent, et une forme importante d'action civique mondiale est dévalorisée.

Quand les organismes de la société civile ne formulent pas correctement leurs propres normes démocratiques, ils prêtent le flanc à une remise en cause de leur légitimité, c'est-à-dire de leur droit d'exercer une influence autorisée sur la politique. Des principes démocratiques solides peuvent et doivent être une dimension de premier plan de la légitimité de toute association. La démocratie interne n'est pas la seule base sur laquelle une organisation peut asseoir sa légitimité (parmi les autres critères, on peut trouver l'expertise professionnelle et la rectitude morale). Toutefois, pour les groupes de la société civile comme pour les gouvernants, une pratique démocratique fournit des arguments

Il est paradoxal que les groupes de la société civile qui luttent pour une démocratie mondiale fassent eux-mêmes souvent partie des organisations les moins démocratiques qu'il soit. Quand même, beaucoup reconnaissent le problème et essaient de le traiter.

Jessie Smith
Réseau d'information pour de réelles alternatives, Vancouver

Nous pouvons régler le problème des tentatives du gouvernement pour discréditer la société civile en étant plus transparent et plus responsable que le gouvernement lui-même.

Ubonrat Siriyuvasak
Campagne pour une réforme populaire des médias, Bangkok

Certaines ONG n'ont aucune légitimité démocratique et discréditent toutes les autres.

Anne-Christine Habbard
Fédération internationale des droits de l'homme, Paris

Rien ne garantit que la société civile ne reproduise pas les nuisances des rivalités et de la domination qui caractérisent les états et les entreprises. Nous avons besoin d'une autocritique permanente pour éviter d'être contaminés.

Patrick Viveret
Centre international Pierre Mendès-France (CIPMF), Paris

Les organisations de la société civile sont confrontées à beaucoup de difficultés pour ce qui concerne leur propre gouvernance, mais les apporteurs de fonds ne soutiendront pas la mise au point de meilleures structures. Chacun veut financer des projets plutôt que des procédures.

Will Horter
Initiative Dogwood (précédemment Avenirs de la forêt) Victoria, Colombie
britannique

importants, voir indispensables, pour affirmer sa légitimité.

Comme on l'a maintes fois souligné dans l'exposé qui précède, la démocratie dans la société civile est compliquée et difficile. Le processus peut aussi être coûteux, prendre du temps et être malcommode. Aucun des six principaux problèmes traités ci-dessus n'est simple. La pratique démocratique demande d'innombrables arbitrages délicats. C'est un défi permanent. On n'y parvient jamais une fois pour toutes. La démocratie dans la société civile – comme la démocratie en général – est une tâche ardue.

Il est certain que la responsabilité de la démocratie dans la société civile ne repose pas sur les seules associations. Un environnement favorable, à tous les niveaux décrits dans la quatrième partie, facilite grandement leurs efforts. Les organisations de la société civile sont mieux à même de s'attaquer aux problèmes de démocratie interne lorsque les gouvernants, les médias et la culture politique dans son ensemble les encouragent à le faire. De même, certains contextes permettent à la société civile de disposer de plus de ressources matérielles, ce qui donne aux associations plus de moyens pour améliorer leur propre démocratie. Cela dit, quel que soit l'environnement, il est impossible de parvenir à une démocratisation interne effective sans une volonté et un engagement délibéré des praticiens de la société civile eux-mêmes.

Vous pouvez passer tout le temps que vous voudrez à évaluer et à étudier : c'est d'accord : la démocratie n'est pas parfaite dans la société civile.

Robin Round
Initiative de Halifax, Whitehorse

Sixième partie

Questions capitales pour l'action future

La société civile essaie de faire changer les choses dans la mondialisation, mais nous ne voyons pas clairement où nous allons. Construire une démocratie globale, ce n'est pas comme construire un état national. L'action civique sur la mondialisation économique est une fiche, mais on ne sait pas bien où est la prise.

Darrin Qualman
Syndicat national des fermiers, Saskatoon

Les activités de la société civile ne sont peut-être qu'une goutte d'eau dans la société, mais nous devons continuer à travailler.

Saree Aongsomwang
Fondation pour les consommateurs, Bangkok

Comme l'ont montré les précédentes parties, ce rapport apporte une réponse complexe à la question : « Quel est le rôle de la société civile dans la démocratisation de mondialisation économique ? » Pour évaluer les résultats de la société civile dans ce domaine, il est nécessaire de :

- a) prendre en considération ses contributions sur les cinq fronts que sont l'éducation du public, le débat public, la participation des citoyens, la transparence et la responsabilité vis-à-vis du public ;
- b) examiner sa capacité à rendre maximales les possibilités de démocratisation compte tenu des données d'environnement en termes de ressources, de réseaux, d'attitude des autorités et des médias, de la culture politique, des hiérarchies sociales ;
- c) étudier les efforts qu'elle fait pour rendre optimales ses pratiques de démocratie interne en termes de compétence, d'ouverture, d'autonomie, d'accès à ses activités, de transparence et de responsabilité.

Avec le jeu de tant de variables, il est évident que l'activité de la société civile n'est ni une panacée, ni une catastrophe pour la démocratie dans la mondialisation économique. La société civile ne doit ni être idéalisée, ni être diabolisée. Selon le contexte, ses activités peuvent être un avantage ou un fléau pour le gouvernement de la mondialisation par le peuple.

A plusieurs reprises, ce rapport a fait des suggestions explicites ou implicites qui pourraient aider les groupes de la société civile à rendre maximales leurs contributions et minimales leurs nuisances à la démocratie dans la mondialisation économique. Pour terminer, il nous a paru utile de rassembler ces propositions en une seule liste, ci-dessous. La plupart de ces suggestions sont assez générales, la méthode et le niveau de leur application dépendant du contexte. Il ne faut pas considérer cette liste comme l'exposé des « meilleures pratiques » universelles. Les acteurs de la société civile dans leurs divers

environnements peuvent certainement s'instruire en comparant leurs expériences et en s'inspirant les uns des autres. Toutefois, ce qui renforce la démocratie dans une situation peut l'affaiblir dans une autre. Un transfert systématique de pratiques entre des situations qui diffèrent souvent considérablement peut causer d'importants dégâts.

En gardant ces réserves à l'esprit, une association de la société civile qui souhaite démocratiser la mondialisation économique pourrait envisager la démarche générale ci-après :

A- Développer des visions stratégiques

- Faire de la démocratie une priorité en soi, pas seulement une préoccupation secondaire par rapport à des questions comme la résolution d'un conflit, la protection de l'environnement, la défense des travailleurs ou l'éradication de la pauvreté.
- Réfléchir soigneusement à la conception de la démocratie dans le cadre de la mondialisation économique et à l'évaluation des formes spécifiques qu'une gouvernance démocratique pourrait et devrait prendre.
- Formuler un diagnostic précis des déficits démocratiques repérés dans les aspects de la mondialisation économique qui concernent particulièrement l'association.

B- Construire une mondialisation économique plus démocratique

- Consacrer des efforts suivis à l'éducation du public, même si c'est au prix d'un moindre lobbying auprès des institutions de gouvernance.
- Développer les espaces de débat public à propos de la mondialisation économique et de sa gouvernance.
- Créer des lieux où tous les citoyens peuvent participer directement et indirectement à la régulation de la mondialisation économique.
- Exiger une visibilité maximale des organismes qui gouvernent la mondialisation de la production, des échanges et de la consommation.
- Exercer une surveillance sans faille sur les entreprises et les organes de gouvernance de la mondialisation économique.
- Encourager la création de systèmes officiels efficaces de responsabilité pour les acteurs de la mondialisation économique.

C- Construire un environnement plus favorable à la démocratisation par l'intermédiaire de la société civile

- Éviter les objectifs excessivement ambitieux et les projets qui excèdent ses ressources, souvent fort limitées.
- Rechercher des moyens innovants d'accroître les ressources permettant de travailler à la défense de la société civile dans la mondialisation économique.
- Saisir toutes les occasions de mettre ses efforts en commun dans des réseaux, notamment entre pays et entre secteurs.
- Faire du lobbying pour améliorer et développer des législations favorables aux activités de la société civile.
- Mettre en échec, chaque fois que c'est nécessaire et possible, les mesures officielles qui restreignent arbitrairement les possibilités d'action de la société civile en faveur de la démocratie.

- Aider les institutions officielles à développer les procédures et les attitudes les plus favorables à la contribution de la société civile aux processus politiques.
- Soigner ses relations avec les médias s'adressant au grand public, afin qu'ils s'expriment en faveur de la société civile.
- Encourager le développement de médias alternatifs.
- Exploiter les aspects de la culture politique dominante qui encouragent l'activité de la société civile ; connaître et tenir compte des aspects qui ne le font pas.
- Être conscient des hiérarchies sociales qui s'opposent à la démocratie dans la mondialisation économique, et soutenir les mouvements qui les combattent.

D- Construire une société civile plus démocratique

- Conforter la compétence de l'association par des analyses soignées, à long terme, de la mondialisation économique et de sa gouvernance.
- Entretenir une collaboration active entre les chercheurs, les universitaires et les autres acteurs de la société civile.
- Pousser les institutions universitaires à développer des cours et autres supports d'enseignement sur la mondialisation économique, spécialement conçus pour les praticiens de la société civile.
- Se préserver de tout dogmatisme et encourager le débat interne.
- Garder une extrême vigilance vis-à-vis des relations et des pratiques qui compromettent le potentiel de démocratisation de l'association.
- Garder une distance critique par rapport aux priorités et aux discours des pouvoirs publics et des entreprises.
- Tirer ses ressources de provenances diverses et variées pour n'être l'otage de personne.
- Vérifier en permanence que l'organisation est accessible à tous les publics, en particulier aux groupes socialement défavorisés.
- Encourager les associations de la société civile et les activités qui défendent particulièrement la cause des milieux sociaux dominés.
- Mener dans l'administration et les activités de l'association une politique pro-active d'insertion de personnes venant de milieux socialement défavorisés.
- Se représenter clairement qui sont les parties prenantes aux activités de l'association.
- Trouver les méthodes permettant des consultations régulières, attentives et interactives des divers interlocuteurs de l'association.
- Soumettre les projets, les finances et les processus de gouvernance de l'association à des évaluations externes constructives.
- S'assurer que les parties prenantes ont la possibilité de formuler leurs doléances à propos de l'association selon des procédures efficaces de traitement des réclamations.
- Développer des réseaux d'apprentissage pour procéder à des échanges d'expériences avec d'autres groupes (y compris d'autres parties du monde et d'autres secteurs de la société civile) qui travaillent pour plus de démocratie dans la mondialisation économique.

Annexe 1

Liste des abréviations

<i>ALENA</i>	<i>Accord de libre échange nord-américain</i>
<i>ATTAC</i>	<i>Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens</i>
<i>BDM</i>	<i>Banque de développement multilatéral</i>
<i>BRI</i>	<i>Banque des règlements internationaux</i>
<i>CEAP</i>	<i>Association de coopération économique Asie-Pacifique</i>
<i>CISL</i>	<i>Confédération Internationale des Syndicats libres</i>
<i>DSRP</i>	<i>Document stratégique de réduction de la pauvreté</i>
<i>FAO</i>	<i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i>
<i>FMI</i>	<i>Fond Monétaire International</i>
<i>FSC</i>	<i>Conseil pour la gestion des forêts</i>
<i>G7</i>	<i>Groupe des sept</i>
<i>G8</i>	<i>Groupe des huit</i>
<i>G77</i>	<i>Groupe des soixante-dix-sept</i>
<i>IASC</i>	<i>Comité international de normalisation de la comptabilité</i>
<i>ICANN</i>	<i>Coordination des adresses IP, des noms de domaine et des protocoles de l'Internet</i>
<i>IFI</i>	<i>Institution financière internationale</i>
<i>ISMA</i>	<i>Association internationale du marché des valeurs mobilières</i>
<i>MERCOSUR</i>	<i>Mercado Común del Sur (Marché Commun du Sud)</i>
<i>OCDE</i>	<i>Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques</i>
<i>OIT</i>	<i>Organisation Internationale du travail</i>
<i>OMC</i>	<i>Organisation mondiale du commerce</i>
<i>ONG</i>	<i>organisation non-gouvernementale</i>
<i>ONU</i>	<i>Organisation des Nations Unies</i>
<i>PNUD</i>	<i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i>
<i>RITIMO</i>	<i>Réseau d'Information Tiers Monde</i>
<i>RSE</i>	<i>Responsabilité sociale de l'entreprise</i>
<i>UE</i>	<i>Union Européenne</i>

Annexe 2

Bibliographie (ouvrages en français)

Aguiton C. (2001), *Le monde nous appartient*, Plon.

Charnovitz S. (2002), « Les ONG : deux siècles de mobilisation », *L'Economie politique*, n°13, 1^{er} trimestre.

Fougier, E. (2002), *La contestation de la mondialisation : une nouvelle exception française ?* Institut français des relations internationales.

Jacquet P. (2002), « La contestation de la mondialisation », *L'Economie politique*, n°13, 1^{er} trimestre.

Losson C. et P. Quinio, *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Grasset.

Massiah, G. (2002), « Le mouvement citoyen mondial », *L'Economie politique*, n°13, 1^{er} trimestre.

Pouligny B. (2001), « L'interaction entre acteurs non-étatiques et étatiques sur des enjeux de politique internationale : ce que deviennent la 'chose publique' et la décision politique », miméo, contribution au colloque « La politique étrangère aujourd'hui », organisé par Esprit.

Rubio F. (2002), « Les ONG acteurs de la mondialisation », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 877 – 878, La Documentation française, août.

Scholte J.A. (2002), « Société civile et gouvernance mondiale », in *Gouvernance mondiale*, rapport du Conseil d'analyse économique, n°37, La Documentation française.

Annexe 3

Personnes et associations ayant apporté leur contribution

NB: dans la plupart des cas, les praticiens de la société civile ont contribué à titre personnel, et non comme représentant officiel d'une association.

Il est facile d'entrer en contact avec la plupart de ces associations (mais pas toutes) par leur site web, en faisant une recherche simple sur Internet. Pour entrer en contact avec les autres personnes et groupes, s'adresser à l'équipe de projet dont les adresses email figurent en tête du rapport.

Ação pela Tributação das Transações Financeiras em Apoio aos Cidadãos (ATTAC Brasil)
[Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens]
Antônio Feix, membre, groupe de Porto Alegre
Geraldo Feix, Co-Coordinateur, groupe de Porto Alegre

Académie russe d'éducation, Moscou
Vladimir P. Borissenkov, Vice-Président

Action pour le développement (ACFODE), Kampala
Grace Alice Mukasa, Directrice exécutive

Action Sida Uganda, Kampala
Jane Ocaya Irama, Coordinateur politique

Afro Reggae, Rio de Janeiro
Marcia Florencio, Coordinateur social

Agir Ici pour un Monde Solidaire, Paris
Françoise Vanni, Directrice Exécutive

Alliance coopérative d'Ouganda (UCA), Kampala
Leonard Msemakweli, Secrétaire général

Alliance des fermiers du Nord, Lamphun
Somsak Yoinchai

Alliance pour les femmes arabes (AAW), Le Caire
Hoda Badran, Présidente

Amis de la Terre, Paris
Hélène Ballande, Ff de Directrice

Amis des femmes (FOW), Bangkok
Supensri Pungkoksung, Chef du département de protection des droits des femmes

Amis du peuple (FOP), Bangkok
Prasittiporn Kanonsri, Chercheur de terrain

Assemblée des pauvres de Thaïlande
Boonmee Kamruang
Suan Sangsom
Suwan Mingkwan
Tern Tarat
Wanida Tantiwittayapitak, Conseiller

Assessoria e Serviços a Projetos em Agricultura Alternativa (AS-PTA), Rio de Janeiro
[Outils et services pour les projets d'agriculture alternative]
Gabriel Fernandes, Coordinateur du centre de documentation
Jean Marc von der Weid, Directeur du programme des politiques publiques

Association canadienne pour une loi sur l'environnement (CELA), Toronto
Michelle Swenarchuk, Projet environnement et commerce

Association centrale des unions de coopératives (CACU), Le Caire
Mohamed Idris, Président

Association de protection des consommateurs d'Ouganda (UCPA),
Kampala
Henry Richard Kimera, Directeur exécutif

Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation (SHARE),
Vancouver
Gil Yaron, Directeur juridique & politique

Association des banquiers thaï (TBA), Bangkok
Twatchai Yongkittikul, Secrétaire général

Association des entreprises pour la protection de l'environnement
(AEEC), Le Caire
Alaa Ezz, Secrétaire exécutif

Association des femmes chef d'entreprise du Bashkortostan (AWEB), Ufa
Elena Makhmutova, Présidente

Association des industriels d'Ouganda (UMA), Kampala
William Kalema, Président

Association des journalistes de Thaïland (TAJ), Bangkok
Prasong Lertratanawisute, Vice-Président

Association des Nations Unies au Canada (UNAC), Ottawa
Joan Broughton, Responsable de l'information du public
Julie Larsen, Responsable de projet, Développement durable

Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs
(AITEC), Paris
Gustave Massiah, Président

Association internationale des entreprises, Moscou (MIBA)
Alexander I. Borisov, Directeur général

Association nationale des fermiers d'Ouganda (UNFA), Kampala
Abubakar Muhammad K. Moki, Directeur de la planification et
des services techniques
Augustine Mwendya, Secrétaire générale exécutive

Association pour l'éducation des adultes du nord-ouest de la Russie
(AEANWR), Saint-Pétersbourg
Anatoly Snissarenko, Président

Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide
aux Citoyens (ATTAC France), Paris

Christophe Aguiton, Responsable des relations internationales
Bernard Cassen, Président
Claude Piganiol-Jacquet, Groupe femmes et mondialisation
Dominique Plihon, Président du conseil scientifique

Association Québécoise des Organismes de coopération internationale
(AQOCI), Montréal
Francine Néméh, Directrice

Avenir des forêts, Victoria, Colombie britannique
Will Horter, Directeur exécutif

Bien Public à l'Échelle Mondiale (BPEM), Paris
François Lille, Président

Biothai, Bangkok
Witoon Lianchamroon, Directeur

Campagne pour une démocratie populaire (CPD), Bangkok
Surichai Wun' Gaeo, Président
Suriya Boonchote
Suriyasai Katasila, Secrétaire

Campagne pour une réforme populaire des médias (CPMR), Bangkok
Nantaporn Techaprasertsakul, Secrétariat
Ubonrat Siriyuvasak, président

Central Única dos Trabalhadores (CUT)
[Union centrale des travailleurs]
Isabel Christina Costa Baltazar, Commission contre la
discrimination raciale, Rio de Janeiro
Kjeld Jakobsen, Secrétaire international, São Paulo
Adeilson Ribeiro Telles, Directeur financier, Rio de Janeiro
Claudia Santiago, Relations avec la presse, Rio de Janeiro

Centre arabe pour la recherche (ARC), Le Caire
Helmi Sharawy, Directeur

Centre canadien pour des alternatives politiques (CCPA)
Marc Lee, Chercheur économiste, Vancouver

Centre d'études littéraires et politiques de Saint-Pétersbourg « Strategie »,
Saint-Pétersbourg
Alexander Sungurov, Président

Centre d'études sur les différences sexuelles Moscou (MCGS)
Marina M. Malysheva, Directrice de recherches

- Centre de recherche en politique économique (EPRC), Kampala
John Alphonse Okidi, Directeur exécutif
- Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (CRID), Paris
Bernard Pinaud, Directeur exécutif
- Centre de ressources pour la paix et les droits de l'homme (PHRC), Bangkok
Boonthan T. Verawongse, Directeur
- Centre de services pour les syndicats et les travailleurs (CTUWS) Helwan, Le caire
Kamal Abbas
- Centre de soutien des initiatives civiques en Sibérie (SCISC), Novosibirsk
Igor Baradachev, responsable des relations avec les pouvoirs publics
Kira Grebennik, Consultant en développement stratégique
Sarah Lindemann-Komarova, Consultant
Elena Malitskaya, Présidente
Nikolai Slabzhanin, Vice Président pour les programmes
- Centre des Jeunes Dirigeants (CJD), Paris
Alain Aubouin, National Vice-Président
- Centre des Syndicats du Québec (CSQ), Montréal
Jean St-Denis, Directeur de la coopération internationale
- Centre égyptien pour les études économiques (ECES), Le Caire
Ahmad Galal, Directeur exécutif
- Centre International Pierre Mendès France (CIPMF), Paris
Patrick Viveret, Directeur
- Centre Philippin des femmes (PWC), Vancouver
Ning Alcuitas, Vice-Présidente
Lynn Farrales, Présidente
- Centre pour l'étude des pays en développement, Université du Caire
Mustapha Kamel Al-Sayyid, Directeur
- Centre pour la recherche fondamentale (CBR), Kampala
Nyangabyaki Bazaara, Directeur exécutif
- Centre pour le développement de la démocratie et des droits de l'homme (CDDHR), Moscou
Yuri Dzhibladze, Président
- Centre pour le développement des ONG, Saint-Pétersbourg
Rosa Khatskelevitch, Directrice exécutive
- Centro de Estudos de Cultura Contemporânea (CEDEC), São Paulo
[Centre d'études culturelles contemporaines]
Amélia Cohn, Présidente
- Centro Internacional de Desenvolvimento Sustentavel (CIDS), Rio de Janeiro
[Centre international pour le développement durable]
Aspásia Camargo
- Chambre de commerce thai (TCC), Bangkok
Dusit Nontanakorn, Président, Comité du code of conduite
Nithi Patarachoke, Secrétaire, Comité du code of conduite
- Check Your Head: Le réseau mondial d'éducation de la jeunesse, Vancouver
Kevin Millsip, Co-Directeur
Lyndsay Poaps, Co-Directeur
- Citizens' Watch, Saint-Pétersbourg
Yuri Vdovin, Vice-Président
- Civicnet, Bangkok
Chaiwat Thirapantu, Président
- Civicnet, Province de Satun, Thaïlande
Pramot Sanghan
- Comité de conservation de la nature et de l'environnement de 17 Instituts (CNEC), Bangkok
Romdon Panchor, Coordinateur
- Comité de coordination des organisations thaï des droits de l'homme (CCHROT), Bangkok
Sarawut Pratoomraj, Directeur de projet
- Comité national d'action sur le statut des femmes (NAC), Toronto
Sungee John, Président du Comité de recherche, Windsor
- Comité pour la justice sociale (SJC), Montréal
Derek MacCuish, Coordinator, Economic Research and Policy Analysis
- Comité thaï de soutien du développement (TDSC), Bangkok
Pitthaya Wongkul, Chair
- Commission catholique pour la justice et la paix (CCJP), Bangkok

Rungtip Imrungruang, Coordinateur
 Confédération des femmes chef d'entreprise de Russie (CWER), Moscou
 Lydia V. Blokhina, Directrice exécutive
 Confédération du travail de Russie (VKT), Moscou
 Alexandre N. Bougaev, Président
 Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), Paris
 Jean-François Trogrlic, Secrétaire national
 Confédération Interrépubliques des sociétés de consommateurs (KonfOP),
 Moscou
 Alexander Auzan, Président du comité de direction
 Paulina Kryuchkova, Département de la recherche
 Dimitri Yanin, Président du comité exécutif
 Conference Board du Canada (CBC), Ottawa
 George M. Khoury, Directeur, Centre canadien pour l'entreprise
 dans la communauté
 Confrontations, Paris
 Philippe Herzog, Président
 Congrès canadien des travailleurs (CLC)
 David Rice, Directeur régional, Région Pacifique, Vancouver
 Conseil canadien des directeurs généraux (CCCE), Ottawa
 John R. Dillon, Vice-Président, Conseil juridique et politique
 Conseil canadien pour une coopération internationale (CCIC), Ottawa
 Gerry Barr, Président-Directeur exécutif
 Jacquie Dale, Coordinateur du développement et de
 l'organisation
 Gauri Sreenivasan, Coordinateur politique
 Brian Tomlinson, Analyste politique
 Conseil chrétien uni d'Ouganda (UJCC), Kampala
 Paul Asimwe, Coordinateur de programme
 Conseil des Canadiens (CC), Ottawa
 Steve Staples, Coordinateur des campagnes
 Conseil suprême des musulmans d'Ouganda (UMSC), Kampala
 Koire Adnani, Secrétaire pour les finances, l'administration et la
 planification
 Ismail Ecum, Secrétaire pour l'éducation et les services sociaux
 Hadj Edris Serugo Kasenene, Secrétaire général

Consortium de soutien au développement / Fondation du fonds thaï,
 Bangkok
 Gawin Chutima
 Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos
 (DIEESE)
 [Département intersyndical d'études statistiques et socio-
 économiques]
 Adhemar Mineiro, Chef du bureau de Rio de Janeiro
 Développement et Paix (DP), Montréal
 Gilio Brunelli, Directeur, Département des programmes de
 développement
 Droits & démocratie, Montréal
 Warren Allmand, Président
 Iris Almeida, Directrice des programmes
 Diana Bronson, Coordinatrice du programme mondialisation et
 droits de l'homme
 Église d'Ouganda (culte anglican), Kampala
 Arthur Bainomugisha, Programme planification, développement
 et réhabilitation
 Église orthodoxe russe
 Georgy Tchistiakov, Moscou
 Empower, Bangkok
 Supansa Pasaeng, membre de l'équipe de direction
 Faculté de Science Politique, Université de Chulalongkorn, Bangkok
 Amara Pongsapich, doyen
 Faculté de sciences économiques et politiques, Université du Caire
 (FECU)
 Abd-El Hamid El-Ghazali, Professeur
 Gouda Abdel-Khalek, Professeur
 Faculté de sciences économiques, Université de Chulalongkorn, Bangkok
 Lae Dirokwittarayut, professeur
 Suthipand Chirathivat, doyen
 Suthy Prasartset, professeur
 Faculté de sciences sociales, Université of São Paulo (USP)
 Octávio Ianni, Professeur émérite
 Familles à faibles revenus ensemble (LIFT), Toronto

Josephine Grey, Directrice exécutive
 Federação Brasileira das Associações de Bancos (FEBRABAN), São Paulo
 [Fédération brésilienne des Associations de banques]
 Octavio de Barros, Directeur, Département économique
 Federação das Indústrias do Rio de Janeiro (FIRJAN)
 [Fédération des Industries de l'État de Rio de Janeiro]
 Amaury Temporal, Directeur, Centre international d'affaires
 Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional (FASE), Rio de Janeiro
 [Association des organisations pour l'assistance sociale et éducative]
 Jorge Eduardo Saavedra Durão, Directeur exécutif
 Fédéralistes du Monde, Canada (WFC), Ottawa
 Fergus Watt, Directeur exécutif
 Fédération des étudiants de Thaïlande (SFT), Bangkok
 Metha Matkao, Secrétaire général
 Fédération des industries égyptiennes (FEI), Le Caire
 Mostafa Waly, Directeur général
 Fédération des paysans du nord (NFP), Chiang Mai
 Jedsada Chotkitpivart, Secrétariat du Comité
 Suryan Thongnoead
 Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), Moscou
 Yuri N. Milovidov, Académie du travail et des relations sociales
 Mikhail Viktorovich Shmakov, Président
 Evgeni Alexandrovich Sidorov, Secrétaire international
 Fédération des travailleurs de Colombie britannique (BCFED), Vancouver
 Jane Staschuck, Directrice, Action social et communautaire et Programme pour les femmes
 Fédération Générale des chambres de commerce égyptiennes (GFCEC), Le Caire
 Abd El-Sattar Eshrah, Conseiller
 Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), Paris
 Marie Guiraud, responsable de programme mondialisation et droits de l'homme

Anne-Christine Hubbard, Secrétaire général
 Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), Paris
 Joseph Garnotel, Directeur adjoint, affaires économiques et internationales
 Fédération Thaï des industries (FTI), Bangkok
 Praphad Phodhivorakhun, Président
 Femmes du peuple, Vancouver
 Rachel Rosen, militante
 Focus on the Global South, Bangkok
 Chanida Chanyapate Bamford, Associé
 Fondation Arom Pongpangan, Bangkok
 Sakool Zuesongdham, Président
 Fondation Asie, Bangkok
 Ruangrawee Pichaikul Ketphol, Directeur de programme
 Fondation de France, Paris
 Jean-Claude Fages, Directeur des solidarités des programmes internationaux
 Fondation Ford
 Bassma Kodmani, responsable de programme, Bureau du Caire
 Sharry Lapp, responsable de programme, Bureau du Caire
 Liz Leeds, responsable de programme, Bureau de Rio de Janeiro
 Mary McAuley, Représentante, Bureau de Moscou
 Fondation Gorbatchev, Moscou
 Victor B. Kuvaldin, Membre du bureau exécutif
 Fondation Jean-Jaurès (FJJ), Paris
 Gilles Finchelstein, Directeur exécutif
 Fondation Paix et culture, Bangkok
 Gothom Arya
 Fondation pour la science Moscou (MSF)
 Andrei Kortunov, Directeur de programme
 Fondation pour le développement de l'enfant (FCD)
 Khemporn Wiroonrapun, directeur
 Fondation pour les consommateurs (FFC), Bangkok
 Saree Aongsomwang, Directeur du bureau
 Fonds humanitaire des métallurgistes (SHF), Toronto

Judith Marshall, Coordinatrice, programmes éducation et Afrique du sud

Fonds Mondial pour la nature - Russie (WWF), Moscou
Evgeny A. Shvarts, Directeur de la protection

FoodShare, Toronto
Debbie Field, Directrice exécutive

Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement (Forum-Asia), Bangkok
Chalida Tajaroensuk, Coordinateur des programmes

Forum de recherche économique pour les pays arabes, l'Iran et la Turquie (ERF), Le Caire
Heba Handoussa, Directeur

Forum économique international d'Égypte (EIEF), Le Caire
M. Shafik Gabr, Président

Forum International de Montréal (FIM), Montréal
Mario Lavoie, Directeur Exécutif

Forum pour l'investissement responsable (FIR), Paris
Eric Loiselet, Vice-Président

Forum pour les femmes dans la démocratie (FOWODE), Kampala
Patricia Munabi, Directrice du centre

Foundation de défense de la Glasnost (GDF), Moscou
Alexei K. Simonov, Président

Frontières Communes (CF), Toronto
Patty C. Barrera, Coordinatrice

Fundação Brasileira para a Conservação da Natureza (FBCN), Rio de Janeiro
[Fondation brésilienne pour la conservation de la nature]
Anna Mayer, Secrétaire exécutive
Mario de Mello Dias, Secrétaire international

Géledes – Instituto da Mulher Negra, São Paulo
[Geledes – Institut de la femme noire]
Sueli Carneiro, Coordinateur Exécutif

Greenpeace France, Paris
Bruno Rebelle, Directeur général

Greenpeace Russia, Moscow
Ivan P. Blokov, Directeur des campagnes

Groupe érosion, technologie et contrôle (ETC), Winnipeg
Pat Mooney, Directeur exécutif

Groupe Helsinki de Moscou (MHG)
Ludmilla M. Alexeeva, Présidente

Groupe Philippin de soutien aux infirmières (FNSG), Vancouver
Leah Diana

Halifax Initiative (HI)
Pam Foster, Coordinateur, Ottawa
Robin Round, Analyste politique, Whitehorse

Institut communautaire d'agriculture durable of Sustainable Agricultural Community (ISAC), Chiang Mai
Chomchuan Boonrahong, directeur

Institut de développement Local (LDI), Bangkok
Saneh Chamarik, fondateur

Institut de développement politique (IPD), Bangkok
Chaithawat Khaw, Directeur de recherches

Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), Moscou
Nodari A. Simonia, Directeur

Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme (CIHRS),
Yousri Moustafa, Coordinateur des programmes

Institut Ethos, São Paulo
Marcelo Linguette, Relations publiques

Institut Fraser, Vancouver
Fred McMahon, Directeur, Centre d'étude de la mondialisation

Institut international pour le développement durable (IISD), Winnipeg
David Runnalls, Président

Institut Makerere de recherche sociale, Kampala
Delius Asimwe, Chercheur associé
Richard Kibombo, Statisticien
Betty Kwagala, Chercheur associé
Nakanyike B. Musisi, Directeur

Institut Nord-Sud (NSI), Ottawa
John Foster, Directeur de recherches

Institut Polaris, Ottawa
Tony Clarke, Directeur

Institut pour l'économie en transition (IET), Moscou
Leonid Todorov, Assistant du directeur

Institut pour les médias, la politique et la société civile (IMPACS),
Vancouver
Shauna Sylvester, Directeur exécutif

Institution pour le développement de la recherche en Thaïlande(TDRI),
Bangkok
Somkiat Tangkitvanich, Directeur de recherche (Information Economique)

Instituto Brasileiro de Defesa do Consumidor (IDEC), São Paulo
[Institut brésilien pour la défense du consommateur]
Marilena Lazzarini, Coordinateur exécutif

Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE), Rio de Janeiro
[Institut brésilien d'analyse économique et sociale]
Cândido Grzybowski, Directeur

Instituto de Economia, Universidade Federal do Rio de Janeiro (IERJ)
[Institut d'économie, Université fédérale de Rio de Janeiro]
Fernando J. Cardim Carvalho, Professeur

Justice et Paix - France, Paris
Elena Lasida, Assistante
Christian Mellon, Secrétaire général

KAIROS: Coalition œcuménique pour la justice économique, Toronto
John Dillon, Chercheur, Question économiques mondiales

Maquila Solidarity Network (MSN), Toronto
Bob Jeffcott, Analyste politique

Marche mondiale des femmes, Montréal
Nancy Burrows, Communication interne et travail de proximité

Médecins sans Frontières (MSF), Paris
Daniel Berman, Coordinateur de projet, Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels
Françoise Bouchet-Saulnier, Directeur de recherche

Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Paris
Mouloud Aounit, Secrétaire général

Mouvement d'éducation spirituelle (SEM), Bangkok
Pracha Hutanuwat, Directeur de l'Ashram Wongsanit

Mouvement social russe 'Alternatives', Moscou
Alexandre V. Buzgalin, Coordinateur

Movimento de Trabalhadores Sem Teto (MTST), Rio de Janeiro
[Mouvement des travailleurs sans logis]
Mariana, militante
Rafael, militant

Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB), Brazil
[Mouvement des populations affectées par les barrages]
Sadi Baron, membre du conseil national
Josivaldo Oliveira, membre du conseil national

Nouveau forum civique (NCF), Le Caire
Said El-Naggar, Président

Nouvelle école économique (NES), Moscou
Judith Shapiro, Co-directeur de la recherche

ONG Comité de coordination sur le développement (NGO-COD), Bangkok
Reawadee Praserejareonsuk, Président

Organisation arabe pour les droits de l'homme (AOHR), Le Caire
Ibrahim Allam, Directeur exécutif
Mohsen Awad, Secrétaire exécutif adjoint
Mohammed Faiq, Secrétaire exécutif

Organisation évangélique copte pour les services sociaux (CEOSS)
Nady Kamel, Chef du département de développement communautaire, Le Caire

Organisation humanitaire 'Queen Olga', Moscou
Olga V. Makarenko, Présidente

Organisation nationale des syndicats (NOTU), Kampala
Lyelmoi Otong Ongaba, Secrétaire général

Pastorale des migrants, Brésil
Luis Bassegio

Prachadharm News Net (PNN), Chiang Mai
Nanta Benjasilaluck

Programme de formation des jeunes pour le développement (YTDP), Bangkok
Kittichai Ngamchaipisit, Coordinateur

- Projet de Théâtre communautaire, Chiang Mai
Komsan Mankeakid
Umaporn Ruangchan
- Projet pour les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté, Vancouver
Gwen Brodsky, Co-directeur
- Projet pour une reconquête écologique (PER), Bangkok
Krisada Boonchai, Coordinateur de projet
Srisuwan Kuankachorn, Comité de projet
- Rede Brasil sobre Instituições Financeiras Multilaterais (Rede Brasil)
[Réseau brésilien sur les institutions financières internationales
(Réseau Brésil)]
Flávia Barros, Secrétaire exécutive, Brasilia
Magnólia Said, Membre du comité de pilotage, Fortaleza
- Rede de Informações para o Terceiro Setor (RITS), Rio de Janeiro
[Réseau d'information pour le tiers secteur]
Carlos Afonso, Directeur du développement
- Réseau communautaire des forêts du nord (NCFN), Chiang Rai
Watcharan Uprachol
- Réseau d'information pour de véritables alternatives (RAIN), Vancouver
Jessie Smith, Directeur
- Réseau de développement des associations bénévoles indigènes
(DENIVA), Kampala
Jane S. Nalunga, Coordinateur des analyses et des actions de
défense
- Réseau de protection de la forêt et de l'environnement, Bangkok
Pinan Chotseranee
- Réseau des femmes d'Ouganda (UWONET), Kampala
Sheila Kawamara-Mishambi, Coordinatrice
- Réseau des peuples contre la mondialisation (PNG), Northeast Thailand
Veerapon Sopa, dirigeant local
- Réseau des travailleurs du nord, Lamphun
Rachanee Ninchan
- Réseau ougandais sur la dette (UDN), Kampala
Vincent Edoku, Président
Augustine Muserero, Responsable de programme, transparence et
responsabilité
- Christine Nantongo, Directrice de la communication
Service volontaire thaï (TVS), Bangkok
Kaninka Kuankachorn, Directeur
- Siam Children Play, Bangkok
Chanchai Chaisuk Kosol
Pakorn Lertsatienchai
Thanawit Lertruengpanya
Thongchai Koobkokkruad
- Sierra Club du Canada, Ottawa
Elizabeth May, Directrice exécutive
- Social Venture Network (SVN), Bangkok
[Réseau projet social]
Prida Teasuwan, Président
Prasarn Marukpitak, Vice Président
Sirichai Sakornratanakul
Somlak Hutanuwatr, Directeur
Wallapa Kuntiranont
Hans van Willenswaard
- Solidarité Agricole et Alimentaire (Solagrail), Paris
Benedicte Hermelin, Directrice exécutive
- SOS Corpo – Gênero e Cidadania, Recife
[SOS corps – genre et citoyenneté]
Maria Betânia Ávila, Coordinatrice générale
- Survie, Paris
François-Xavier Verschave, Président
- Syndicat national des fermiers (NFU), Saskatoon
Darrin Qualman, Secrétaire exécutif
- Syndicat des travailleurs des chemins de fer de l'état de Thaïlande
(SRUT), Bangkok
Somsak Kosaisook, Président
- Transparence Thaïlande (TT), Bangkok
Juree Vichit-Vadakan, Secrétaire-général
- União Nacional dos Estudantes (UNE), São Paulo
[Union Nationale des étudiants]
Felipe Maia, Président
- Union pour le développement économique (UEDA)

Abdel Moty Lotfy Abdel Moty, Vice Président, Le Caire
Fu'ad Thabit, Président, Port Saïd
Union pour les libertés civiles (UCL), Bangkok
Jarun Dithapichai, ex-Président
Université d'état de Moscou, Faculté of journalisme

Elena Vartanova, Doyen adjoint
Veille démocratique (DW), Ottawa
Duff Conacher, Coordinateur
West Coast Environment Law (WCEL), Vancouver
Jessica Clogg, Conseillère de la direction